

Le Monde FISCALITÉ

COMMENT REMPLIR SA DÉCLARATION
Régularisation de la situation
Écarts et dérogations d'application
page 10 à 12

UN CALCUL SIMPLE DE L'IMPÔT
Le tableau ci-dessous indique le montant de l'impôt à payer en 2001
page 10 à 12

Calcul de l'impôt sur le revenu

Un petit parfum fiscal dioutre-Atlantique

Enquête sur la condition des femmes

- Les femmes continuent d'assurer l'essentiel des tâches domestiques et de l'éducation des enfants
- Les hommes gardent la meilleure part dans la direction des entreprises
- Mais la parité aux élections municipales et les 35 heures ont relancé le débat sur un partage plus équitable

« **MANOLO fait la vaisselle** » : il y a dix ans que cette campagne a été lancée en Espagne. Depuis une trentaine d'années, la Suède mène une politique volontariste pour que les hommes participent

d'avantage aux travaux domestiques. En Norvège, le gouvernement veut imposer un quota de femmes dans les conseils d'administration des entreprises. En France, le débat public commen-

ce à peine, même s'il est dopé par la loi sur la parité en politique et les nouveaux horizons ouverts par les 35 heures. Depuis une vingtaine d'années, rien n'a changé dans la répartition des tâches

domestiques : les femmes y consacrent trois fois plus de temps que les hommes. Lavage, repassage, nettoyage, raccommodage... Il en va de même pour l'éducation des enfants.

Dans le monde du travail, les inégalités sont connues. Dans l'industrie, les femmes françaises gagnent en moyenne 20 % de moins que les hommes. Dans les 200 premières sociétés françaises, moins de 5 % des postes d'administrateur sont confiés à des femmes. Aux États-Unis, elles n'occupent que 11 % des postes de direction des 500 plus grandes entreprises.

Certaines grandes firmes ont lancé des programmes pour promouvoir les carrières des femmes : l'américain General Electric a mis en place un système de tutorat pour les aider à grimper les échelons. Telia, le France Télécom suédois, réserve certaines formations managériales aux femmes.

Lire pages 12 et 18
et notre éditorial page 17



PROCHE-ORIENT
**Palestine :
quelle Autorité ?**

Le pouvoir de Yasser Arafat est soumis à rude épreuve au moment où un premier ministre de droite s'installe à la tête du gouvernement israélien. Mais, parce qu'il contrôle et les armes et l'argent, et parce que sa légitimité historique reste forte, M. Arafat, selon l'enquête du Monde, est toujours aux commandes dans les territoires. Même si l'Autorité palestinienne connaît une phase de désarroi au moment où Ariel Sharon achève de former son équipe. p. 2

SUPPLÉMENT

Calculez vos impôts

LES 32 millions de contribuables ont jusqu'au 29 mars à minuit pour envoyer leur déclaration de revenus pour l'année 2000. Comment s'y retrouver, comment calculer son impôt ? Le Monde y consacre un guide pratique. Bonne nouvelle : tous les taux d'imposition sont abaissés dans le cadre de la réforme décidée par le gouvernement, qui s'appliquera progressivement jusqu'en 2003. Cette déclaration est la dernière souscrite en francs.



Municipales : Versailles et son histoire

■ A VERSAILLES (Yvelines), le maire sortant, Etienne Pinte (RPR), qui n'est pas menacé, doit compter avec le poids du passé : l'urbanisme est étroitement surveillé par les architectes des Monuments historiques et la population n'aime guère le changement. Partout en France, les partis considèrent les candidats issus de l'immigration comme un atout électoral. La plupart d'entre eux se sont efforcés de les faire figurer en bonne place sur leurs listes. Malek Poutih, président de SOS-Racisme, observe que présenter de tels candidats « n'est plus un acte de foi politique mais un enjeu électoral »

Lire pages 11 et 14

► www.lemonde.fr/municipales

La fièvre aphteuse vue de Rungis, « une nouvelle catastrophe »

« **C'EST UNE NOUVELLE catastrophe** qui s'ajoute à l'ESB. Maintenant, on ne sait vraiment plus de quoi demain sera fait... » Un calme étrange règne dans la nuit, avant l'aube de ce mercredi 7 mars, dans le VIP, le pavillon de la viande de Rungis. Tout au long des 180 mètres de l'allée marchande à la propreté d'hôpital, les hommes en blouse blanche ont le visage grave. Le froid glacial qui tombe du plafond étouffe les bruits. Un seul sujet de conversation : la fièvre aphteuse, l'avalanche d'informations et de reportages-chocs. « Après des mois d'images d'abattoirs, il ne manquait plus que les bûchers d'animaux à l'heure du dîner pour enlever définitivement le goût de la viande ! »

Devant les alignements de carcasses, on se serre les coudes, comme pour afficher la solidarité entre grossistes, vendeurs et acheteurs. La colère a cédé la place à un profond découragement. « Cette semaine, on touche le fond, explique Simon Bussel-Brévier, un grossiste qui emploie soixante-dix personnes. On avait acheté beaucoup de mouton dès le début de la crise de la fièvre aphteuse, en raison d'une forte demande de détaillants qui craignaient une suspension des abat-

tages. On a beaucoup vendu la semaine dernière, mais les clients, affolés par tout ce qu'ils entendent, n'ont pas acheté. Et aujourd'hui les détaillants ne prennent quasiment plus rien. » Résultat, pour cette entreprise qui a licencié 10 % de son personnel au cours des dernières semaines : une chute de deux tiers des ventes de mouton.

« En novembre, je m'étais dit que cela allait être une affaire de quinze jours, raconte Jacques Haudry, un détaillant de Provins (Seine-et-Marne). Ce qui arrive aujourd'hui n'est que le nouveau chapitre d'une lente dégringolade. Notre chiffre d'affaires a d'abord chuté de 50 %. Nos vingt employés ont été mis au chômage technique deux jours et demi par semaine. Et puis les exportations ont été interdites vers les pays de l'Est, ensuite vers l'Allemagne, avec laquelle je faisais le tiers de mon chiffre. Et ce sont les compagnies aériennes qui ont décidé d'acheter leur bœuf en Amérique du Sud. Je ne sais vraiment pas ce que va devenir mon entreprise. »

Dans ce gigantesque hall de 18 000 mètres carrés, le plus moderne d'Europe, on a l'ironie du désespoir. « Si on devait en mourir, on aurait été les premiers, avec toute la viande qu'on mange, dit Marc Vitu, jeune retraité du marché, venu recon-

forter ses anciens camarades. Malheureusement, ici, cela va être de plus en plus la cirrhose du foie. » A l'accablement devant la chute de la consommation, s'ajoute une nouvelle inquiétude face au tarissement des sources d'approvisionnement des viandes de premier choix, la spécialité du VIP. « On avait déjà été très touchés par la fermeture des frontières avec la Grande-Bretagne : c'était de là que venait une partie du bœuf de première qualité, explique Alain Rimenez, PDG de la société de gros GRG. Ils étaient également nos premiers fournisseurs pour la viande d'agneau, qu'on fait de moins en moins en France. »

Une seule certitude pour ces hommes accablés : « Ces crises successives vont évidemment provoquer un changement des habitudes alimentaires, reconnaît M. Bussel-Brévier, fataliste. Les modes d'élevage, les circuits de distribution vont être bouleversés. Il faudra du temps. D'ici là, qu'allons-nous devenir ? »

Christophe de Chenay

Nos autres informations page 10
et la chronique de Pierre Georges page 36



OPÉRA
**« K... »
à la Bastille**

Les représentations de K..., de Philippe Manoury, « opéra en douze scènes pour chanteurs, orchestre et électronique en temps réel », commencent le 7 mars à la Bastille. Dans un entretien au Monde, l'auteur revendique pour son œuvre « une esthétique de la fragmentation. Pas de transition entre les scènes, disparité des proportions, variété des styles ». p. 31

Mauvaise passe à France Télévision



MARC TESSIER

LE PDG de France Télévision traverse une mauvaise passe. Audiance malmenée sur France 2, grèves, rumeurs de privatisation partielles... Le service public attend que le gouvernement confirme ses objectifs sur le numérique hertzien, avec des moyens adaptés.

Lire page 21

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 308 - 7,50 F



Pourquoi Castro a voulu la mort d'Ochoa et de la Guardia

ILEANA DE LA GUARDIA

Le Nom de mon père

DENOËL

POINT DE VUE

Quel zapatisme après le zapatisme ?

par Yvon Le Bot

La parole et le sang. L'histoire de l'Amérique latine, celle du Mexique en particulier, s'est longtemps écrite sur le mode tragique. Les zapatistes tentent de s'arracher à une fatalité de la violence qui s'enracine dans le règne sanglant des empereurs aztèques et s'est répétée jusqu'à nos jours, à travers les destructions de la conquête et de la colonie espagnole, les millions de morts de la révolution mexicaine, l'écrasement de la révolte étudiante de 1968 et d'innombrables massacres de paysans. Les derniers en date, ceux d'Agua Blanca (1995) et d'Acteal (1997), furent perpétrés par les agents et les sbires du régime du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) en décomposition. La guérilla zapatiste est portée par la volonté de sortir de la lutte armée. Cette « guérilla qui aspire à disparaître » a surgi alors que s'écroulait le monde de référence communiste et que se fermait un cycle de mouvements armés révolutionnaires en Amérique latine, la plupart ayant sombré dans d'atroces guerres civiles.

Les guérillas qui se maintiennent, celles qui resurgissent, ne sont plus de même nature. En Colombie, les Forces armées révolutionnaires (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN) ont monté en puissance en même temps que s'estompait leur dimension idéologique et qu'elles dérivèrent vers le crime organisé : financement par l'argent de la drogue, multiplication des enlèvements et des assassinats. Elles redevenaient ce qu'elles étaient avant l'époque castro-guévariste : des guérillas sociales mélangées de banditisme et de luttes de pouvoir locales, régionales, éventuellement nationales. Mais avec des moyens incommensurables du fait de leurs trafics.

Lire la suite page 16

Yvon Le Bot est sociologue au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CNRS-Ecole des hautes études en sciences sociales).

► www.lemonde.fr/chiapas



FOOTBALL/LIGUE DES CHAMPIONS
La gloire de Sidney Govou

Le jeune prodige de l'Olympique lyonnais, Sidney Govou, a marqué à deux reprises, mardi, face au Bayern Munich. « Je ne sais pas ce qui m'a pris », dit-il. Sidney Govou, vingt ans, a hésité à devenir footballeur : il se voyait plutôt kinésithérapeute ou professeur d'éducation physique. Portrait. p. 26

International.....	2	Carnet.....	25
France.....	8	Aujourd'hui.....	26
Société.....	12	Météorologie-Jeux.....	30
Régions.....	14	Culture.....	31
Horizons.....	15	Guide culturel.....	33
Entreprises.....	18	Kiosque.....	34
Communication.....	21	Abonnements.....	34
Tableau de bord.....	22	Radio-Télévision.....	35

Joseph Kabila accuse le Rwanda de « génocide » au Congo

Dans un entretien au quotidien « Le Soir », le jeune président de la RDC exige « le retrait total des troupes d'agression »

DANS UN ENTRETIEN publié, mercredi 7 mars, par le quotidien belge *Le Soir*, le nouveau président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Joseph Kabila, 29 ans, formule de lourdes charges contre le Rwanda. Dans ce premier entretien accordé à la presse écrite depuis son accession au pouvoir au lendemain de l'attentat contre son père, le 16 janvier, il rappelle d'abord qu'il avait combattu dans les rangs de l'armée rwandaise, en 1997, pour renverser le maréchal-président Mobutu. « Lorsque j'ai vu comment les Rwandais se comportaient avec les réfugiés hutus, j'ai pensé qu'un jour nous aurions la guerre avec ces gens-là », affirme-t-il.

Entre octobre 1996 et mai 1997, quelque 200 000 Hutus rwandais, errant dans l'est de l'ex-Zaïre, ont trouvé la mort dans la forêt équatoriale, persécutés sur près de 1 500 kilomètres par l'armée rwandaise, majoritairement tutsie. « Tout a été fait pour bloquer la commission d'enquête de l'ONU », rappelle Joseph Kabila qui ajoute : « Aujourd'hui, bien sûr, si l'ONU voulait enquêter sur cette affaire, elle serait la bienvenue chez nous ».

Le plus jeune chef d'Etat de la planète impute au Rwanda la responsabilité des 2,5 millions de morts qu'aurait provoqué la guerre depuis août 1998. « Un chiffre aussi massif [avancé par une ONG américaine] n'est pas le fruit du hasard », affirme-t-il. « Il y a bien eu intention de tuer la population. Cela aussi, c'est un génocide, contre les Congolais cette fois, mais personne ne s'en émeut », ajoute Joseph Kabila.

Evoquant la présence de milices d'autodéfense dans l'est du Congo, il explique : « Lorsque les Mai-Mai [guerriers traditionnels ralliés au régime Kabila] révèlent ces atrocités, on répond qu'il s'agit là de la pro-

pagande des extrémistes hutus. Expliquez-moi comment il se fait qu'aux yeux de la communauté internationale, tout se passe comme si tout le peuple congolais était devenu Interhamwe [milices hutues responsables des massacres antitutsis de 1994 au Rwanda] ».

Faisant peu de cas des raisons sécuritaires invoquées par le Rwanda et l'Ouganda pour justifier leur intervention militaire au Congo, Joseph Kabila affirme : « La vraie raison de cette guerre, ce sont les richesses de notre pays : l'or, le diamant, le bois ».

HOMMAGE À LA FRANCE

Aux yeux du président congolais, l'intégrité du territoire national ne doit pas faire partie d'« une quelconque négociation, à aucun niveau. Nous exigeons le retrait total des troupes d'agression, qui pourrait alors être suivi par une conférence régionale sur la stabilisation et le développement ». « On doit négocier », souligne-t-il, mais la souveraineté de notre pays, son intégrité territoriale ne sont pas négociables ».

Quant à conditionner le départ des contingents étrangers à l'ouverture préalable d'un « dialogue intercongolais », tel que le prévoit l'accord de paix de Lusaka, signé en août 1999 mais jamais appliqué par les protagonistes, Joseph Kabila renvoie la balle dans l'autre camp. Pour lui, au Rwanda et au Burundi aussi « il faut démocratiser [la vie politique] sinon il y aura toujours des problèmes ». Enfin, dans son interview, le président Kabila junior rend hommage à la France, qui a défendu la RDC devant le Conseil de sécurité. « Je crois que la France a bien compris la réalité des choses », conclut-il.

S. Sm

► www.lemonde.fr/rdc

Un magistrat de Buenos Aires remet en cause l'amnistie protégeant les militaires argentins

Le juge Cavallo abroge deux lois interdisant les poursuites pour les crimes commis pendant la dictature

Un juge argentin chargé d'un dossier concernant un couple disparu pendant la dictature (1976-1983) a abrogé, mardi 6 mars, deux lois

d'amnistie adoptées en 1986 et 1987 pour mettre les militaires à l'abri de poursuites judiciaires. Cette décision a causé un vif émoi en Argentine,

où l'on redoute une nouvelle vague de comparutions d'officiers comme lors du procès de 1985 intenté contre le régime du général Jorge Videla.

Buenos Aires

de notre correspondant

A quelques jours du 25^e anniversaire du coup d'Etat militaire du 24 mars 1976, un nouveau débat s'est ouvert en Argentine sur les crimes commis pendant la dictature (1976-1983) et le sort des 30 000 personnes « disparues » pendant cette période. Le juge fédéral Gabriel Cavallo a en effet abrogé, mardi 6 mars, deux lois d'amnistie garantissant l'impunité à 1 180 militaires et les a déclarées « inconstitutionnelles ». Cette résolution, qualifiée d'« historique », pourra faire l'objet d'un appel devant la Cour suprême.

Les lois dites du « point final » et du « devoir d'obéissance » avaient été adoptées, au lendemain du retentissant procès de 1985 contre les militaires, en 1986 et en 1987 sous la présidence de Raul Alfonsín, dont les six ans de gouvernement (1983-1989) ont été marqués par trois tentatives de putsch. A l'époque, ces lois avaient bénéficié à 90 % de militaires en activité alors que l'on estime qu'aujourd'hui elles n'en protègent plus que 10 %.

Le juge Cavallo a répondu favora-

blement à une requête du Centre d'études légales et sociales (CELS). Cet organisme de défense des droits de l'homme avait demandé l'annulation des lois d'amnistie dans le cadre de l'enquête sur la disparition de Gertrudis Hlaczik et José Poblete Roa, qui avaient été enlevés avec leur petite fille, le 28 novembre 1978, et conduits tous les trois dans le camp de détention clandestin « El Olimpo » dans les faubourgs de Buenos Aires. Claudia Victoria Poblete, alors âgée de huit mois, avait été adoptée illégalement par le lieutenant-colonel Ceferrino Landa. Elle a toutefois pu récupérer, l'an dernier, sa véritable identité grâce à l'Association des grands-mères de la Place de Mai, qui recherchent depuis des années leurs petits-enfants que se sont souvent appropriés ceux qui furent les tortionnaires de leurs parents.

La résolution du juge Cavallo concerne onze acteurs de la répression. Deux d'entre eux - Julio Simon et Juan Antonio del Cerro - ont été emprisonnés l'an dernier. Trois autres sont décédés. Le juge Cavallo a précisé que sa décision lui per-

mettrait de poursuivre uniquement les personnes impliquées dans cette affaire. Pour sa part, le président du CELS, le journaliste Horacio Verbitsky, estime que cette décision « fait jurisprudence » et pourrait entraîner la « réouverture de tous les procès intentés dans tout le pays ».

MALAISE DANS L'ARMÉE

La décision du magistrat a été en revanche accueillie avec inquiétude au sein du gouvernement et des forces armées, où l'on redoute un nouveau défilé de militaires devant les tribunaux, comme cela avait été le cas, en 1985, à Buenos Aires, lors d'un procès qui avait été comparé à celui de Nuremberg contre les crimes nazis.

« Les choses jugées sont définitives », a déclaré, mardi, le ministre de la défense, Horacio Jaunarena, qui a exprimé sa « préoccupation logique devant une situation indéfinie ». L'histoire a voulu que M. Jaunarena, qui avait défendu les lois d'amnistie sous le gouvernement Alfonsín, occupe à nouveau, depuis le 5 mars, le poste de ministre de la défense, où il a remplacé Ricardo

Lopez Murphy, devenu ministre de l'économie.

Le malaise des militaires s'est également manifesté, la semaine dernière, à Buenos Aires, où près de 700 officiers ont réclamé auprès du sous-secrétariat des droits de l'homme d'avoir accès à d'éventuels dossiers les concernant et portant sur leurs activités pendant la dictature. Une douzaine de généraux en activité, et notamment le commandant en chef de l'armée, le général Ricardo Brinzoni, sont à la tête de ces revendications. Ce dernier a précisé qu'il souhaitait ainsi « réduire l'incertitude généralisée qui se manifeste chaque année au moment des promotions » à cause de la circulation d'informations qui, selon lui, affectent « l'honneur d'officiers en activité ». Il s'agit aussi, pour les responsables de l'armée « qui étaient de jeunes officiers subalternes à l'époque », de marquer aujourd'hui « leur différence par rapport à l'armée commandée par le général Jorge Videla » qui avait pris le pouvoir par les armes il y a un quart de siècle.

Christine Legrand

Au Bénin, l'élection présidentielle mobilise les ONG locales

COTONOU

de notre envoyé spécial

C'est ici, dans un petit immeuble de deux étages au cœur de Gbégamé, un quartier populaire de Cotonou, la grande ville béninoise, qu'ils se réunissent. Magistrats, entrepreneurs ou enseignants, les animateurs du Réseau béninois pour des élections pacifiques et transparentes se veulent des « éveilleurs de consciences ». Ils ont décidé de faire entendre leur voix à l'occasion de l'élection présidentielle du dimanche 4 mars. Les résultats n'étaient toujours pas connus mercredi 7 mars au matin, mais tout indique qu'un deuxième tour, le 18 mars, opposera le président sortant Mathieu Kérékou, arrivé en tête et qui brigue un troisième mandat, à son principal rival, Nicéphore Soglo.

Membres de diverses organisations non gouvernementales locales, comme l'Association de lutte contre le racisme, l'ethnocentrisme et le tribalisme (Alcra), ou personnalités indépendantes de la société civile, ils sont « les yeux vigilants et impartiaux » qui observent le scrutin et qui, semaine après semaine, ont alerté l'opinion sur les moindres dérapages de la campagne. « Nos équipes ont relevé que, jusqu'au samedi 26 février 2001, les listes électorales n'étaient pas encore affichées dans plusieurs mairies du littoral », ont-ils noté, cinq jours avant le premier tour de scrutin. Ils ont également dénoncé des violences embryonnaires et l'utilisation par certains candidats des moyens de l'Etat pour faire campagne. Initiative très remarquée, le Réseau a fait imprimer sur les uniformes des chauffeurs de taxis-motos (appelés ici « zémidjan » pour « prends-moi vite ») des messages de paix et de tolérance.

« Le fossé entre les intellectuels et la population se creuse. Nous disons non à une démocratie d'intellectuels », lance Dominique Adjahouinou, secrétaire national du Centre Africa Obota, qui abrite les réu-

nions du Réseau. Pour réduire ce fossé, des conférences itinérantes ont été organisées dans toutes les sous-préfectures pour expliquer notamment le contenu du code électoral aux populations. Dans une ville de province, à Ouidah, deux candidats et deux représentants de candidats ont été invités par le Réseau à venir présenter leur programme et à dire comment ils entendent le mettre en œuvre. « En général, les hommes politiques alignent des phrases. Nous, nous les obligeons à s'expliquer en profondeur », affirme Damien Mama, rentré en novembre du Kosovo, où il était formateur aux élections pour le compte des Nations unies.

TRAVAIL D'EXPLICATION

La société civile n'a pas attendu cette élection pour mener des actions de sensibilisation. Le Centre Africa Obota organise deux fois par mois une émission télévisée très regardée, « Entre nous ». « Les débats tournent autour de thèmes comme : "Qu'est-ce qu'un ministre ?", "L'utilisation des biens de l'Etat" ou "La corruption" », explique Dominique Adjahouinou. Ce travail d'explication suscite une certaine défiance chez les politiques. « On nous classe en permanence dans un camp ou dans un autre », s'esclaffe-t-il. Il se souvient avec délectation d'une émission consacrée à l'achat des consciences, où le chef de l'Etat et les principaux opposants, soucieux de leur image, ont appelé personnellement et en direct pour se justifier.

Les membres du Réseau sont persuadés que le dynamisme de la société civile protège le pays du cynisme des hommes politiques et adoucit le climat politique. « Ils sont tous pareils. Avant que nous ne décidions de nous impliquer, en 1995, les élections se soldaient toujours par des violences », remarque Dominique Adjahouinou.

Théophile Kouamouo



BONUS DE MILES AADVANTAGE®

Bonus Classe Economique
7500 Miles AAdvantage

Bonus Première Classe ou Classe Affaires
15000 Miles AAdvantage

Gagnez un bonus de miles sur ce vol en voyageant entre le 2 avril et le 31 mai 2001. Pour bénéficier de cette promotion, inscrivez-vous avant votre voyage, en mentionnant lors de votre réservation le code de promotion : 00069. Si vous n'êtes pas encore membre d'AAdvantage, vous pouvez vous inscrire en appelant le 0601 872 872.

Nouveau vol quotidien non-stop Paris-San Jose, Californie

A partir du 2 avril, American Airlines proposera le seul vol quotidien sans escale de Paris/Charles de Gaulle à destination de San Jose au cœur de la Silicon Valley à deux pas de San Francisco, en Californie. Cette nouvelle ligne viendra étoffer harmonieusement les dessertes déjà offertes par American au départ de France vers : Boston, Chicago, Dallas/Fort Worth, Los Angeles (L), Miami et New York. De ces villes, vous pourrez rejoindre plus de 250 destinations sur le continent américain.

	N° de Vol	Départs	Arrivées
Paris/San Jose	AA113	13h20	15h10
San Jose/Paris	AA112	18h30	14h25...

... Arrivée le lendemain

American Airlines®

Pour toutes informations ou réservations, contactez votre agence de voyages ou appelez American Airlines au 0 801 672 872. 3616 American Airlines (1,56 F/m). www.aa.com

[1] Reprovis de la saison quotidienne Paris-Los Angeles le 2 avril 2001.

Pour bénéficier de cette promotion, vous devez vous inscrire avant votre voyage. Les miles seront crédités une fois votre voyage effectué. Offre non cumulable s'appliquant sur des vols transatlantiques aller-retour de même classe. Offre valable pour les membres AAdvantage ayant acheté leur billet à tarif publié régulier. Première Classe (F), Classe Affaires (J) et D) et Classe Economique (Y et B). Tous les autres tarifs sont exclus. Les bonus miles ne sont pas pris en compte pour l'obtention des statuts Gold, Platinum et Executive Platinum. Le crédit de bonus miles est fonction de la classe de service achetée. Cette offre de voyage, le 31 mai 2001. Offre de bonus de miles AAdvantage valide seulement sur les vols American Airlines, les vols opérés par nos compagnies affiliées sur des compagnies en partage de code. Les forfaits des vols peuvent être modifiés sans préavis et sont soumis aux autorisations gouvernementales. American Airlines réserve le droit de modifier le programme AAdvantage sans préavis. American Airlines n'est pas responsable des produits et services offerts par d'autres compagnies. Certaines villes sont desservies American Eagle, notre filiale régionale. American Airlines et American Eagle sont des marques d'American Airlines, n. 2001. Tous droits réservés.

Le Medef menace de quitter la « Sécu » si elle est taxée pour les 35 heures

Dans une lettre à Lionel Jospin, Ernest-Antoine Seillière alerte le premier ministre contre une nouvelle mise à contribution de la protection sociale pour financer la réduction du temps de travail

C'EST HABILE. Alors que le gouvernement a des difficultés à trouver une solution définitive pour assurer le financement des 35 heures, le Medef a décidé d'accentuer son embarras : dans un courrier adressé, mardi 6 février, au premier ministre, le président du mouvement patronal, Ernest-Antoine Seillière, enjoint le gouvernement de procéder à une clarification en cessant de faire assumer à la Sécurité sociale le déficit actuel entre les recettes dégagées pour financer les allègements de charge liées aux 35 heures et le coût de ces dispositions.

Notant que le fonds de financement de la réforme des cotisations patronales (Forec), prévu pour financer ces allègements de charge, n'a toujours pas d'existence juridique ; soulignant que, dès lors, c'est l'Acoss (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale), la banque de la « Sécu », qui « enregistre sur des lignes particulières de trésorerie les recettes et les dépenses normalement affectées au Forec » ; affirmant, enfin, que « le solde négatif de ces opérations ressort à 13 milliards

de francs pour l'an 2000 » et que « les prévisions pour 2001 apparaissent la perspective d'un nouveau solde négatif de 17 milliards », M. Seillière s'indigne : « Ce sont donc en réalité les fonds normalement affectés au financement des prestations (...) qui se trouvent détournés de leur objet (...) ». Il met en demeure le gouvernement de régulariser la situation.

SOMMATION SPECTACULAIRE

« Nous considérons que faute d'une réponse claire des pouvoirs publics validant la création du Forec et l'affectation des ressources nécessaires à l'équilibre de ses charges, le rôle des partenaires sociaux dans la gestion du régime général de sécurité sociale se trouverait gravement remis en cause », insiste M. Seillière. Il ajoute : « Dans ces conditions, le Medef serait amené à tirer toutes les conséquences d'une telle situation », brandissant à nouveau la menace d'un départ de son organisation de la « Sécu ». Le président du Medef a adressé copie aux secrétaires généraux des cinq centrales syndicales traditionnelles.

Cette sommation spectaculaire intervient quelques jours après que l'ensemble des administrateurs de l'Acoss, dont tous les syndicats, ont mandaté le président de cet organisme, Bernard Caron (Medef), pour réaffirmer leur opposition à toute mise à contribution non prévue.

L'organisation patronale prend la tête de la bataille et éclipsé les syndicats qui, par souci, sans doute, de ne pas embarrasser le gouvernement à la veille des élections, ont hésité à trop donner de la voix. Pour le gouvernement, se profile la perspective inconfortable d'une nouvelle union sacrée des partenaires sociaux sur le financement des 35 heures, après celle de l'automne 1999.

D'autre part, en manifestant son souci de l'intégrité financière de la Sécu, le Medef occulte le fait qu'il se soit auto-exonéré de cotisations, sur un autre terrain, celui des retraites complémentaires, en imposant l'abandon au premier trimestre 2001 des cotisations à l'association pour la structure financière (ASF).

Caroline Monnot

Aucun nouveau foyer suspect de fièvre aphteuse, selon l'Afssa

Bruxelles interdit les mouvements d'animaux « à risque » en Europe

Les recherches virologiques menées par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afsa)

sa) n'ont révélé aucun nouveau foyer suspect de fièvre aphteuse en France, mercredi 7 mars. Les mesu-

res de prévention ont été renforcées après la réunion du Comité vétérinaire européen, mardi.

DANS la matinée du mercredi 7 mars, les spécialistes de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afsa) n'avaient pas identifié formellement de nouveaux foyers suspects de fièvre aphteuse. Des recherches virologiques approfondies étaient toutefois en cours sur des prélèvements animaux provenant de deux exploitations a priori suspectes sur lesquelles aucune information précise n'était disponible auprès de l'Afsa.

A la direction générale de l'alimentation du ministère de l'agriculture, on précise que près de 25.000 animaux, des ovins dans la quasi-totalité des cas, ont à ce jour été abattus et détruits dans le cadre de la lutte contre l'épidémie. Au total ce sont 50 000 bêtes qui seront concernées par l'actuel plan de lutte. Dix exploitations dans 6 départements ont été identifiées comme possédant des moutons potentiellement infectés par le virus aphteux. Dans tous les cas ces animaux étaient d'origine britannique.

● **En France, l'abattage préventif** des bêtes importées de Grande-

Bretagne (ou ayant été en contact avec elles) se poursuit. Un éleveur de la Vienne a omis de déclarer l'importation de 70 ovins de Grande-Bretagne, avant l'embargo sur les viandes britanniques, décrété le 21 février. « Comme il n'a pas fait les déclarations, nous avons repéré le troupeau plus tardivement », explique-t-on à la préfecture. Ces moutons et les 130 autres bêtes du troupeau doivent être abattus puis enfouis. Une information judiciaire a été ouverte contre le propriétaire de l'élevage.

En Isère, 550 ovins ont été éliminés, mardi 6 mars. Dans le Nord, l'abattage des 6 000 bêtes concernées est terminé, mais 2 000 cadavres doivent encore être détruits d'ici 48 heures, selon la préfecture. Suite à l'interdiction de tous les mouvements d'animaux (y compris les promenades) et à l'établissement de zones de sécurité autour d'exploitations où des cas suspects de fièvre aphteuse ont été repérés, plusieurs zoos sont fermés et les courses de chevaux prévues mercredi à Enghien ont été annulées.

● **Les syndicats** réclament des indemnités plus importantes. Le ministre de l'agriculture, Jean Glavany, a précisé que le montant de 5 000 francs par bovin annoncé par le gouvernement, est « modulable en fonction de la valeur du cheptel concerné ». La Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Pas-de-Calais a indiqué, mardi, qu'elle jugeait « indésirable » la venue, jeudi 8 mars, de Lionel Jospin à Arras. Elle entend protester contre le plan d'urgence du gouvernement pour la filière bovine.

● **En Grande-Bretagne**, quatre nouveaux foyers de fièvre aphteuse ont été confirmés mardi après-midi, portant à 80 le nombre total de sites infectés. Quelque 40 000 bêtes ont déjà été abattues et autant sont en passe de l'être.

● **La Hongrie**, afin de se protéger de la fièvre aphteuse, a décidé d'interdire les ventes et expositions d'animaux dans les foires et marchés de l'ouest du pays. Cette mesure vise à « assurer la poursuite des exportations de viande et d'animaux de Hongrie », selon le gouvernement.

● **A Bruxelles**, le Comité vétérinaire de l'Union européenne, réuni, mardi 6 mars, a décidé l'interdiction, dans toute l'Union européenne – et pendant une période de deux semaines – des mouvements d'animaux dits « à risque » (bovins, ovins, caprins, porcs), avec deux exceptions : leur transport vers les lieux d'abattage reste auto-

risé, ainsi que les déplacements directs de ferme à ferme, à condition toutefois que ces derniers soient autorisés par les autorités vétérinaires compétentes. Tous les marchés aux bestiaux et points de rassemblement sont interdits dans toute l'UE et pour la même période. Les experts vétérinaires des Quinze, dont les décisions devraient être applicables dès mercredi, ont en outre décidé que l'embargo européen appliqué depuis le 21 février (et prolongé jusqu'au 9 mars) sur les animaux, produits de viande et laitiers en provenance du Royaume-Uni, est de nouveau prolongé jusqu'au 27 mars.

Le Comité vétérinaire a, d'autre part, étudié la question de la vaccination des animaux à risque. En Belgique, le ministre de l'agriculture a reçu lundi les 600 000 doses de vaccins qu'il a commandé à la société française Merial, et David Byrne, commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, n'a pas exclu le principe d'une vaccination « ciblée », tout en estimant qu'à ce stade une telle solution n'est pas appropriée.

C'est cette dernière position que les experts vétérinaires ont adopté : ils considèrent qu'une vaccination généralisée (on estime qu'il y a environ 300 millions de bovins, ovins, caprins, porcs...), ne constituerait pas la bonne réponse. Il semble notamment qu'il y ait « de bonnes chances » de confiner le virus parmi les moutons en poursuivant la politique d'interdiction de tout transport de bétail actuellement en vigueur ; les mesures de « traçabilité » mises en place au Royaume-Uni vont dans le bon sens ; enfin, aucune « exportation » du virus n'a jusqu'à présent été détectée dans les autres Etats de l'Union.

L'accord des Quinze sur les décisions du comité vétérinaire a été très large, sauf sur un point, qui apparaît dans une déclaration annexée au procès-verbal de la réunion, dans laquelle la France et l'Allemagne « regrettent » que la décision d'interdiction des mouvements des animaux à risque n'inclut pas les chevaux. Ce qui n'empêchera pas la première de prolonger l'interdiction sous conditions annoncée par M. Glavany, qui revient à interdire dans l'immédiat certaines courses hippiques. A Paris, les 530 chevaux de la Garde républicaine ont été consignés.

Gaëlle Dupont,
Jean-Yves Nau
et Laurent Zecchini
(à Bruxelles)

Les cours de l'agneau, du porc et du poulet sont au plus haut

LA CRISE de la fièvre aphteuse va-t-elle renforcer la désaffection des Français pour la viande ? Déjà, l'épizootie de la vache folle a modifié certaines habitudes alimentaires. Selon le Centre d'information des viandes (CIV), les achats de viande de bœuf ont diminué de 30 % entre le 30 octobre 2000 et le 21 janvier 2001. Ils ont en revanche augmenté de 7,7 % pour le veau, de 14,2 % pour l'agneau, de 7,1 % pour le porc et de 11,5 % pour la volaille. En tout, les achats de viande ont diminué de 0,6 %. Alors que la consommation de viande rouge a du mal à se redresser (toujours -32,9 % par rapport à la fin octobre 2000), la crise de la fièvre aphteuse risque d'installer un nouveau désordre. « Il est encore trop tôt pour disposer de chiffres fiables », indique-t-on au CIV. « Nos enquêtes téléphoniques ne montrent pas d'inquiétude spécifique sur la viande ovine », ajoute-t-on. Ces enquêtes ont été réalisées avant la suspicion de cas de fièvre aphteuse en France – non confirmés, les bêtes ayant déjà été abattues.

« Une baisse de consommation est probable, à cause de la pénurie de marchandise », affirme-t-on à l'Office national interprofessionnel des viandes de l'élevage et de l'aviculture (Ofival). En mars 2000,

600 000 ovins avaient été abattus pour être vendus. Cette année, 50 000 ovins suspects ont été retirés du circuit de consommation. De plus, la France importait avant la crise la moitié de sa consommation de viande ovine. La majeure partie des importations venait de Grande-Bretagne, une source d'approvisionnement aujourd'hui tarie. A cause de cette pénurie, les cours flambent : le prix à la production (payé au producteur à l'entrée des abattoirs) du kilo d'agneau de boucherie est supérieur de 24 % à la normale, à 36,30 francs le kilo. Autre raison pour les consommateurs de boucher la viande ovine.

Le porc et la volaille profitent de cette situation. Le kilo de porc se négociait à 11,68 francs lundi 5 mars au marché au cadran de Plérin (Côtes-d'Armor), soit 50 % d'augmentation en un an. Ce cours n'avait plus été atteint depuis 1997. La viande de porc bénéficie de la consommation intérieure, mais aussi de la pénurie actuelle en Grande-Bretagne, qui s'approvisionne à l'étranger. Le cours du poulet est, lui aussi, en hausse. De 26 % par rapport à la même période en 1999.

Ga. D.

LA NET ÉCONOMIE, ÇA S'ANALYSE LE VENDREDI.



MUNICIPALES

LA CATHÉDRALE Saint-Louis va-t-elle s'effondrer ? A quelques semaines de la mise en service d'un parking de 350 places sous le parvis de l'imposant monument, la question agite nombre d'habitants de ce beau quartier de Versailles, blotti contre le Potager du Roi et la pièce d'eau des Suisses. Dans la boutique d'objets de piété A la Protection de Marie, au bord du parvis que des ouvriers finissent de repaver soigneusement, on ne décolère pas : « C'est sûr, nos fidèles clients ne vont plus pouvoir se garer au bord du trottoir. Mais ce qui nous inquiète avant tout, c'est que la cathédrale, comme notre magasin et tous les immeubles autour de la place, risque d'avoir été irrémédiablement ébranlée par des mois de travaux dans le sous-sol ! »

Il aura fallu à la mairie de Versailles plusieurs dizaines d'années et de multiples procédures judiciaires pour mener à terme ce projet. La construction a finalement pu être lancée par Etienne Pinte (RPR) à la fin de son premier mandat à la mairie. « Cela faisait trop longtemps qu'on avait laissé les voitures envahir ce quartier, comme la ville tout entière », explique le maire. C'était à la fois inesthétique et dangereux. Mais c'est vrai qu'il a fallu déployer beaucoup d'énergie pour convaincre. » Recours devant les tribunaux, manifestations, l'Association de sauvegarde de l'environnement des abords de la cathédrale Saint-Louis a mobilisé jusqu'à 300 familles pour retarder les travaux. « Il n'y avait pas besoin de parking, explique Philippe Touvain, le président de l'association. Il suffisait d'obliger les voitures à se garer un peu plus loin, sur l'avenue de Sceaux. »

Comme très souvent à Versailles, les objections avouées s'appuient sur les contraintes de tous ordres – géologiques, géographiques et his-

Versailles hésite à s'émanciper des contraintes du passé

La cité est sous la surveillance des architectes des Bâtiments de France et d'une population attentive à son cadre de vie. Cependant, sur le plateau de Satory et non loin du château – le chantier s'annonce difficile –, deux nouveaux quartiers vont voir le jour

toriques – qui pèsent sur l'urbanisme. Les plus fervents thuriféraires de la cathédrale se sont ainsi mobilisés autour des risques d'effondrement dans un quartier du XVIII^e siècle, construit comme presque toute la ville sur un sol marécageux. « La cathédrale est posée sur un socle de 5 mètres, et les travaux ont détruit un aqueduc souterrain qui recueillait les eaux de ruissellement », explique M. Touvain.

Et, très vite, ces mises en garde techniques ont laissé la place à des arguments d'un autre ordre : « Nos familles vivent souvent dans ce quartier depuis très longtemps. Il faut en garder l'esprit, dit une adhérente de l'association, dont les fenêtres donnent sur le parvis de la cathédrale. Si certains veulent des changements, ils n'ont qu'à aller à côté, sur la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. » Des raisonnements comme celui-là, M. Pinte en a entendu des centaines, depuis son élection en 1995 : « Qu'il s'agisse d'inverser un sens unique ou de créer une nouvelle ligne de bus, on me répond systématiquement que ce n'était pas comme cela dans le passé. »

Surgie des forêts et des marais, il y a à quelque trois cents ans, Versailles, qui fut, dès 1682, la capitale de la France de l'Ancien Régime, peut pourtant être considérée comme la plus ancienne des villes nouvelles. Son plan est si moderne, avec ses larges avenues en étoile autour du château, qu'elle attire chaque jour des dizaines de milliers de voitures en transit dans l'ouest de l'Ile-de-France, dans l'attente du bouclage de la rocade A86. Mais son histoire en a toujours fait une cité sous haute surveillance. Un périmètre de protection régit les constructions et les rénovations des bâtiments dans un rayon de 5 kilomètres autour du château. En cas

de « covisibilité » avec la Chambre du Roi, l'avis des architectes des Bâtiments de France (ABF) est obligatoire. Dans le centre, un secteur sauvegardé de 166 hectares interdit depuis 1993 de toucher au moindre bâtiment et à tout espace public ou privé, de déplacer un pavé, de mettre une jardinière sur un trottoir sans l'accord de l'ABF. Les contraintes sont encore plus sévères autour de 150 monuments historiques.

Cela n'a pas empêché M. Pinte de demander, dès son arrivée à la mairie en 1995, l'extension du secteur sauvegardé : « Des quartiers entiers de la ville n'étaient pas protégés. Quand je suis arrivé, on a voulu m'im-

poser une nouvelle cité administrative de près de 100 000 mètres carrés. On risquait de refaire, devant le château, les erreurs de l'après-guerre, comme la poste, l'annexe de la préfecture et le tribunal de grande instance, qui méritent bien son sobriquet de « radiateur ». » Si M. Pinte préfère ne pas insister sur l'héritage architectural contesté de son prédécesseur, il rêverait, en revanche, de faire renaître, derrière les Grandes Ecuries, la première des grandes académies équestres européennes.

Comme lui, tous les maires de la ville ont voulu attirer au-delà de la place d'Armes une partie des 10 millions de visiteurs du parc et du châ-

teau, avant de comprendre que ce

passer sous les fourches Caudines des ABF : les 65 hectares de terrains libérés par GIAT Industries et par le ministère de la défense sont à l'écart du centre historique, sur le plateau de Satory. La ville s'est empressée d'y construire de nouvelles voies de circulation, truffées de câbles pour accueillir les entreprises de haute technologie. Et M. Pinte, dépité d'avoir vu les ateliers Prost Grand Prix filer, il y a trois ans, vers la ville nouvelle après un arrêt mal négocié à Satory, a pu se consoler en inaugurant, il y a quelques jours, la première implantation de prestige sur ce site : l'usine de Peugeot sport, dont les voitures championnes du monde de rallye vont pouvoir s'entraîner sur la piste des chars Leclerc.

Le second grand chantier de la ville sera sans doute plus difficile à conduire rapidement à son terme. C'est la SNCF, cette fois, qui va libérer des terrains, à quelques centaines de mètres du château, en lançant une profonde rénovation de la gare des Chantiers et de ses accès. Le maire veut y faire une vaste ZAC comprenant des logements, des bureaux et des commerces. Le site se trouve dans l'extension du secteur sauvegardé. Les travaux comprendront la mise en valeur des étangs Gobert – des réserves d'eau du domaine royal –, pour l'instant complètement ignorés de la ville.

Toutes les constructions, dans le prolongement d'une des grandes avenues, devront respecter scrupuleusement la perspective vers le château. Mais ces précautions n'empêcheront pas les polémiques devant ce profond bouleversement, y compris sans doute sociologique. Le passé de la cité royale n'a pas fini de peser sur l'avenir de Versailles.

Le premier ne nécessitera pas de

passer sous les fourches Caudines des ABF : les 65 hectares de terrains libérés par GIAT Industries et par le ministère de la défense sont à l'écart du centre historique, sur le plateau de Satory. La ville s'est empressée d'y construire de nouvelles voies de circulation, truffées de câbles pour accueillir les entreprises de haute technologie. Et M. Pinte, dépité d'avoir vu les ateliers Prost Grand Prix filer, il y a trois ans, vers la ville nouvelle après un arrêt mal négocié à Satory, a pu se consoler en inaugurant, il y a quelques jours, la première implantation de prestige sur ce site : l'usine de Peugeot sport, dont les voitures championnes du monde de rallye vont pouvoir s'entraîner sur la piste des chars Leclerc.

Le second grand chantier de la ville sera sans doute plus difficile à conduire rapidement à son terme. C'est la SNCF, cette fois, qui va libérer des terrains, à quelques centaines de mètres du château, en lançant une profonde rénovation de la gare des Chantiers et de ses accès. Le maire veut y faire une vaste ZAC comprenant des logements, des bureaux et des commerces. Le site se trouve dans l'extension du secteur sauvegardé. Les travaux comprendront la mise en valeur des étangs Gobert – des réserves d'eau du domaine royal –, pour l'instant complètement ignorés de la ville.

Toutes les constructions, dans le prolongement d'une des grandes avenues, devront respecter scrupuleusement la perspective vers le château. Mais ces précautions n'empêcheront pas les polémiques devant ce profond bouleversement, y compris sans doute sociologique. Le passé de la cité royale n'a pas fini de peser sur l'avenir de Versailles.

Christophe de Chenay



VERSAILLES

Population totale
85 761 hab.
(Communauté urbaine néant)

Evol. démographique - 2 063
(1990-1998)

Population étrangère 4 732
→ Europe 2 650
→ Hors Europe 2 082

Parc de logement social 15,7 %

Taux de chômage 5,71 %
(d'après l'Insee)

Taux de fiscalité locale
• Taxe d'habitation 8,95 %
• Taxe professionnelle 8,95 %

Revenu moyen/hab./an 82 208 F
(d'après les revenus imposables de l'année 1999)

Sources : Mairie, Insee



Etienne Pinte (RPR) mise sur une équipe rajeunie pour l'emporter dès le premier tour

LES VERSAILLAIS appellent leur ville « la belle endormie ». Versailles en cette fin de février semble bien engourdie, et c'est à peine si la campagne électorale municipale parvient à la faire frémir. L'enjeu électoral est trop circonscrit. La question n'est-elle pas de savoir avec quel pourcentage de voix l'ancien ministre, maire et député RPR, Etienne Pinte, sera réélu au deuxième tour ? Beaucoup doutent en effet qu'il puisse, comme en 1995, retrouver sa mairie dès le 11 mars. Candidat – comme aujourd'hui – de la droite unie, il avait recueilli 54,88 % des suffrages et succédé à André Damien (CDS), dont il avait été l'adjoint pendant dix-huit ans et qui ne se représentait pas.

Difficile cependant de reprendre le fauteuil d'un personnage dont même l'opposition reconnaissait le charisme. Homme discret, Etienne Pinte a du mal à laisser son empreinte sur cette cité conservatrice dans l'âme. Il a essayé, pendant cette mandature, de redonner un peu de vie à Versailles, ville éclatée ou beaucoup passent et peu s'arrêtent vraiment. Ainsi a-t-il créé des événements culturels comme le Mois de Molière, revu les plans de circulation pour mettre en valeur les rues commer-

cantes, lancé une politique de réhabilitation d'habitat ancien et a, entre autres, nommé un adjoint au maire au développement économique et à l'emploi pour pallier le manque dramatique d'entreprises sur la ville. Il a surtout préparé ces derniers temps l'avenir. Et l'avenir, à Versailles, tourne principalement autour de la construction des nouveaux quartiers de Satory et des Chantiers. Deux grands projets qu'il souhaite aborder avec une équipe renouvelée (29 nouveaux sur 52), rajeunie (la moyenne d'âge passe de 52 à 45 ans), rejointe par deux jeunes élus, Thierry Voitelier et Aurélien Gressier, qui, en 1995, avaient, avec leur liste Initiative jeune, créé la surprise en obtenant 15 % de voix.

« DES BANDES DANS LA VILLE »

Mais qui dit renouvellement dit mécontentement. Marie-Françoise Griffon, conseillère municipale RPR sortante n'ayant pu obtenir une promesse de place d'adjointe de la part de M. Pinte, a décidé de présenter sa propre liste. Très discrète dans la campagne, elle conteste le maire notamment sur son projet de construction de logements sociaux aux Chantiers et d'implantation d'un multiplexe « qui amène-

ra des bandes dans la ville ». Des critiques qui se retrouvent dans la bouche d'Henry de Lesquen mais avec plus de virulence.

Président du Club de l'Horloge, un club de réflexion qui fait fonction de passerelle entre la droite et l'extrême droite, il espérait attirer des personnalités représentant ce kaléidoscope politique. M^{me} Griffon a décliné son offre tout comme Michel Bayvet (FN), qui fait sa propre liste et à qui il a « proposé le poste de premier adjoint ». « Dans la vie, il faut savoir garder raison », iro-

Avis à la population

Gare au candidat à la mairie qui utiliserait une image du château dans son programme ! Michel Bayvet, qui s'était fait photographier devant la statue de Louis XIV, en a fait l'expérience. La direction du château n'a pas laissé passer cette plaquette, pas plus que le site Internet du candidat du Front national où il fait figurer la flamme et les initiales de son parti sous le frontispice « A toutes les gloires de la France » d'un pavillon de la Cour d'honneur et, surtout, qui renvoie, par des liens, sur les sites officiels du domaine royal.

Au grand étonnement du candidat frontiste, qui avait utilisé les mêmes images dans ses précédentes campagnes, l'établissement public a saisi le tribunal de grande instance de Versailles pour « utilisation sans autorisation de l'image du château et du domaine ». Les autres candidats sont, en revanche, d'une prudence totale. Seule Marie-Françoise Griffon, dissidente de droite, ose utiliser une image qui rappelle la symbolique du Roi-Soleil.

nise M. Bayvet, qui ajoute : « Il va nous prendre quelques voix parmi les gens BCBG, mais dans les quartiers populaires croyez-vous qu'ils vont voter pour lui ? »

En revanche, Philippe Colombani, le représentant du MNR (Mouvement national républicain) pour la ville, a accepté. Se voyant déjà à la tête de la municipalité, M. de Lesquen pose devant la mairie. Il espère convaincre les Versaillais en affirmant que « le maire véhicule une idéologie socialiste, séguiniste, très à gauche, plus à gauche que le RPR ».

Il fustige le maire, qui « veut réaliser des logements sociaux et amener une population que nous n'avons pas à Versailles » et part en guerre contre une délinquance pourtant faible : « Pinte dit que le maire n'est pas un shérif. C'est scandaleux, c'est un shérif. »

Maryvonne Couloch-Katz (PS), qui est tête de liste de la gauche plurielle, Verts compris, laboure consciencieusement cette terre de mission. En 1995, la gauche désunie avait recueilli 16,15 % des suffrages, mais à la présidentielle de 1997 Lionel Jospin en avait obtenu 26,97 %, un score transformé par l'ensemble de la gauche aux élections européennes. Elle espère en obtenir autant, sinon plus, pour « muscler l'opposition et peser dans les décisions ». La candidate de gauche mesure cependant la résistance des Versaillais à tout changement : « La population est foncièrement conservatrice. Au conseil municipal, une majorité d'élus repousse tout projet qui risquerait de modifier un tant soit peu la sociologie de la ville. »

Christiane Chombeau

Demain NEUILLY

C. de C.

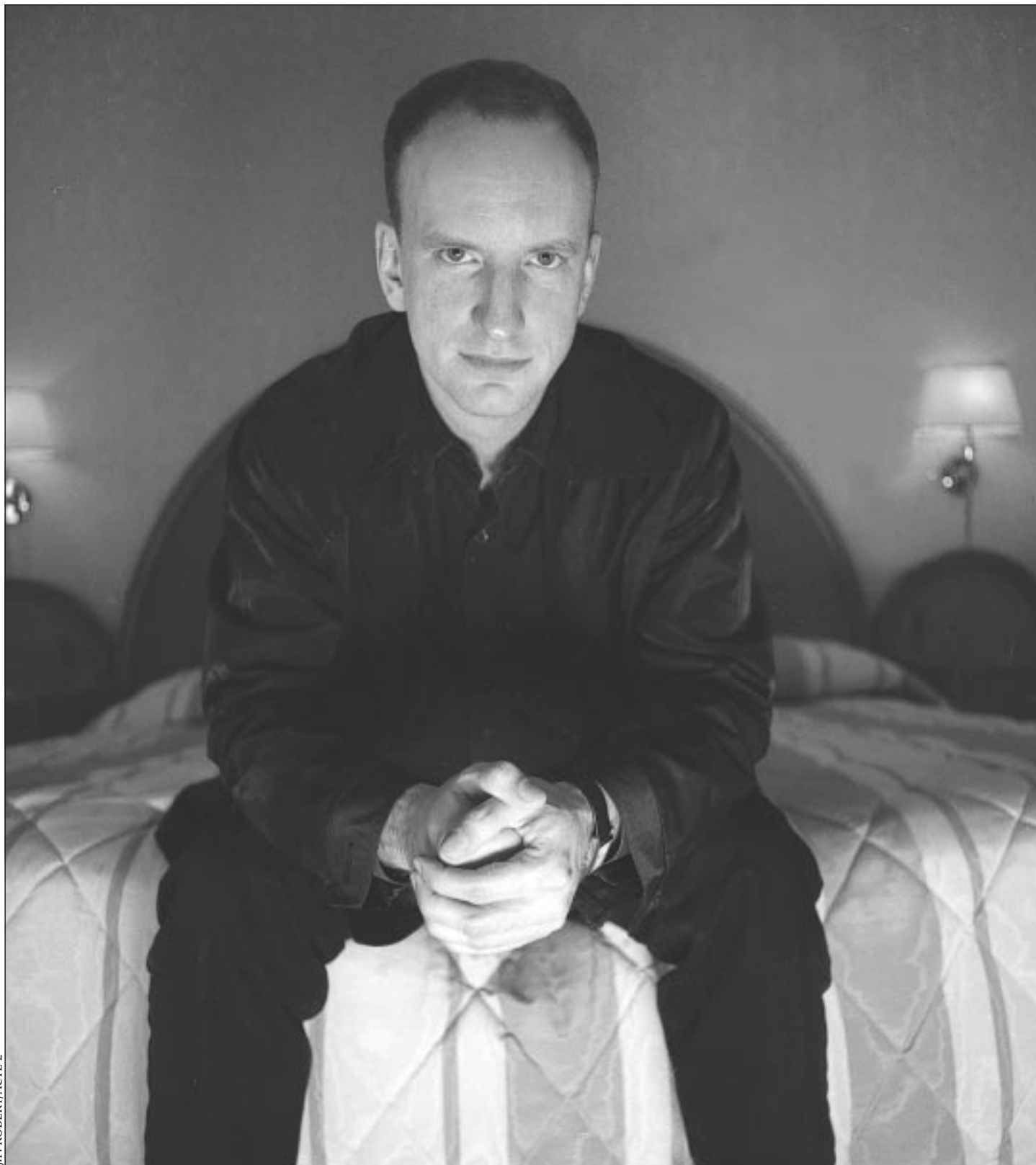
TROIS moments dans la vie d'un cinéaste : le 23 mai 1989, Steven Soderbergh monte sur la scène du Palais des festivals de Cannes. Son premier long métrage, *Sexe, mensonges et vidéo*, a remporté la Palme d'or. Brandissant son trophée, il dit : « Désormais, je ne peux que dégringoler. » Janvier 1996, Soderbergh a tenu parole : il a aligné trois échecs commerciaux (*Kafka*, *King of the Hill* et *A fleur de peau*), tourne coup sur coup deux films expérimentaux, survit en réécrivant des scénarios, un travail qu'il déteste. Février 2001, l'Académie des arts du cinéma annonce les nominations aux Oscars. Steven Soderbergh est cité quatre fois, deux fois dans la catégorie meilleur film, deux fois dans la catégorie meilleur réalisateur, pour *Erin Brockovich* et pour *Traffic*. Un mélo social destiné à mettre en valeur Julia Roberts et un film réaliste et complexe qui dénonce l'inefficacité de la guerre contre la drogue, deux films qui n'ont en commun que leur réalisateur, dont Hollywood reconnaît de façon spectaculaire le talent protéiforme. Jamais un cinéaste – y compris l'autre Steven dont le nom se termine en « berg » – n'a été ainsi accablé d'honneurs.

En janvier 2001, quelques semaines avant l'annonce des nominations, le réalisateur, de passage à New York pour recevoir un prix de la Film Critics Association, revient sur ce parcours de montagnes russes qui le laisse pour le moment au sommet de la pyramide du pouvoir à Hollywood. En sweat-shirt, le cheveu ras, il semble avoir à peine vieilli depuis qu'on le vit apparaître, Palme d'or à la main. Il s'apprête à ajouter une nouvelle expérience à son curriculum vitae en ressuscitant les comédies multistars que Hollywood produisait il y a trente ou quarante ans. Théoriquement, il est impossible, pour des raisons financières, de réunir plus de deux ou trois grands noms. Et pourtant Steven Soderbergh a rassemblé Julia Roberts, Brad Pitt, Matt Damon, George Clooney et Don Cheadle, qui ont accepté de baisser leurs tarifs pour tourner sous sa direction *Ocean's 11*, un remake de *L'Inconnu de Las Vegas*, film de gangsters de 1960 qui réunissait tout le « Rat Pack » (Dean Martin, Sammy Davis Jr, Peter Lawford) autour de Frank Sinatra.

Lorsqu'il parle d'*Ocean's 11*, Steven Soderbergh appelle ce projet « mon jouet mécanique » et se lèche les babines à l'idée de tourner « une excellente séquence de casse, qui dure quarante minutes ». Il aligne les prénoms de ses interprètes avec une aisance toute hollywoodienne : « *Matt est très gentil, Brad Pitt est censé être extraordinairement sympathique, j'ai déjà travaillé avec Julia...* » Le temps d'une tirade, on pourrait croire que l'enfant prodige du cinéma indépendant s'est vendu corps et âme au show-business le plus superficiel.

Mais, dix minutes plus tard, il parle avec sérieux et foi de *Traffic*, un projet qu'il a porté à bout de bras pendant quatre ans et réussi à mener à bien alors que chacune de ses composantes – thème, structure narrative, usage extensif de l'espagnol dans les dialogues – enfreignait l'un des interdits quasi religieux que s'impose l'industrie américaine du cinéma. Aucune des majors de Hollywood n'a voulu s'engager. La jeune productrice Laura Bickford avait acquis les droits d'une série télévisée britannique qui montrait toutes les étapes du trafic d'héroïne, des zones de production en Asie jusqu'aux consommateurs occidentaux. « *Au début, la Fox a financé l'écriture du scénario*, raconte Laura Bickford. *Quand ils se sont retirés, Steven a payé la préparation du film, le travail du scénariste, Stephen Gaghan, celui de notre consultant, Tim Golden, un ancien journaliste du New York Times.* » La filière de l'héroïne est devenue celle de la cocaïne, l'Amérique latine a remplacé l'Asie, et les Etats-Unis la Grande-Bretagne.

Alors qu'il était en train de tourner *Erin Brockovich*, Soderbergh profitait des pauses pour travailler sur le scénario de *Traffic*, qui suit trois personnages, un policier mexicain (Benicio del Toro), le chef de la lutte contre les stupéfiants aux Etats-Unis (Michael Douglas), et l'épouse d'un narco-trafiquant (Catherine Zeta-Jones). Les trois acteurs avaient donné



J.F. ROBERT/ACTE 2

La deuxième chance de Steven Soderbergh

Après trois échecs cuisants, l'auteur de « Sexe, mensonges et vidéo » a été nommé aux Oscars pour « Erin Brockovich » et surtout « Traffic », qui sort cette semaine en France

leur accord avant que le financement ne soit réuni. Pourtant, la présence au générique du couple marié le plus célèbre du moment n'a pas suffi. Les directeurs de studio, malgré les récents succès de Soderbergh, ne voulaient pas de *Traffic*. « *Leur antienne était que les films sur la drogue ne marchent pas*, soupire Soderbergh. *Or, il n'y en a pas eu depuis au moins cinq ou six ans, ce qui en dit long sur la force des préjugés à Hollywood.* » Mais le cinéaste a persévéré : « *Il fallait tourner cette année, à cause de l'élection. Les gens s'intéressent un peu plus à la politique en année électorale.* »

FINALEMENT, deux firmes indépendantes des studios, USA Films et AFE, ont accepté non seulement de financer le film, mais aussi de laisser Steven Soderbergh mener les choses à sa guise. Autour de son trio principal, il a réuni une distribution impeccable. « *Les acteurs l'aiment*, dit Laura Bickford. *Il peut demander à des gens comme Albert Finney ou James Brolin de venir tourner pour un jour seulement, ils acceptent sans même demander à lire le script.* »

« *Si vous aviez vu le tournage de Traffic, vous nous auriez pris pour une équipe de film de fin d'études* », se vante gentiment Steven Soder-

bergh. Depuis *Erin Brockovich*, le réalisateur a trouvé un moyen radical pour réduire la taille de son équipe technique : il est son propre directeur de la photo. « *Je sais que je ne suis pas parmi les meilleurs au monde, mais je suis prêt à accepter cette lacune en échange de l'intimité à laquelle je parviens avec les acteurs.* En plus, ça fait un deuxième cachet », dit-il. Il suffit de se souvenir de James Spader dans *Sexe, mensonges et vidéo*, séduisant Andie McDowell avec sa caméra pour imaginer, sur le tournage d'*Erin Brockovich*, une version professionnelle de cette relation. Entre ces deux films, Steven Soderbergh s'était retrouvé très loin des étoiles. En 1996, personne n'aurait parié qu'il deviendrait l'un des rares réalisateurs jouissant de la confiance de Julia Roberts ou de George Clooney. Sa fulgurante ascension semblait avoir été brisée net. Il est vrai que, dès ses débuts, le parcours du jeune Steven révèle une propension à enchaîner les coups de maître et les coups de sort.

Né en Géorgie le 14 janvier 1963, élevé en Louisiane, il commence à étudier le cinéma d'animation au lycée. A dix-sept ans, il part pour la Californie, avec l'espoir de faire son chemin à Hollywood. Au bout d'une année d'essais infructueux, il

revient à Baton Rouge, où son père est professeur d'université, et réalise un premier court métrage, *Rapid Eye Movement*, qui retrace, sur le mode satirique, ses mésaventures à Los Angeles. Une deuxième tentative californienne lui permet de tourner un documentaire promotionnel sur la tournée du groupe Yes. En 1987, on peut difficilement imaginer plus ringard, mais le film obtient un Grammy. Cette année-

d'un côté de l'Atlantique, pas assez révérend de l'autre côté.

Son film suivant, *King of the Hill*, récite d'une enfance sudiste pendant la Grande Dépression, naît sous de meilleurs auspices : il est produit par Robert Redford. L'acteur propose également à Soderbergh de réaliser un film inspiré du scandale des jeux télévisés truqués dans les années 1950. Sans tenir au courant le jeune cinéaste, Redford

« Si vous aviez vu le tournage de "Traffic", vous nous auriez pris pour une équipe de film de fin d'études »

l'écrit le scénario de *Sexe, mensonges et vidéo*, qui est accepté – en raison de son faible coût – par RCA Columbia. Ces douze dernières années, Soderbergh a tout fait pour minimiser l'importance du film, le qualifiant de « première œuvre inaboutie ». Il n'empêche qu'il devient l'un des nouveaux réalisateurs les plus en vue du moment. Tellement en vue que la critique l'assassine pour *Kafka*. Malgré la présence de Jeremy Irons, le tournage à Prague et un script particulièrement astucieux, le film est un échec complet. Trop intellectuel

ont l'impression que la réalité du monde telle qu'ils l'éprouvent jour après jour ne correspond pas à l'idée qu'ils ont de ce monde. C'est un peu de ma personnalité qui remonte à la surface, ce sentiment de déséquilibre », reconnaît-il volontiers.

Après un troisième échec, *A fleur de peau*, un polar, Steven Soderbergh quitte Los Angeles pour Baton Rouge et partage son temps entre la production de deux projets d'une ampleur financière très réduite (*Schizopolis* – dans lequel il joue, en compagnie de l'actrice Betsy Brantley, dont il vient de divorcer – et *Gray's Anatomy*) qui connaissent une distribution confidentielle, la réécriture de scénarios et l'écriture d'un livre d'entretien avec Richard Lester, le réalisateur britannique qui, lui aussi, connut des débuts spectaculaires en réalisant *A Hard Day's Night* et *Help!*, avant de connaître un parcours aussi éclectique qu'irrégulier.

SODERBERGH revient quand même à Los Angeles. Cette fois, il est au bon endroit au bon moment. Plusieurs réalisateurs, plus cotés que lui, ont refusé de diriger *Hors d'atteinte*, l'adaptation de l'un des meilleurs romans policiers d'Elmore Leonard. « *C'était une offre de travail ouverte*, se souvient Soderbergh, *et j'ai cherché à la décrocher de manière très active. Je savais ce qu'il fallait faire de ce film. A cette époque les gens pensaient de moi : "Il est capable de mener un film à bien, il se comporte de manière responsable quant au budget, il sait faire avec les acteurs, mais ses films sont plutôt bizarres." C'était une occasion, mais si j'avais raté mon coup, personne ne m'aurait plus jamais rappelé.* »

Hors d'atteinte sort à l'été 1998, accueilli par un barrage de critiques dithyrambiques. Malgré la présence de George Clooney et de Jennifer Lopez au générique, les recettes restent modestes, permettant à peine aux producteurs de rentrer dans leurs frais. Mais le téléphone de Steven Soderbergh sonne. Pour son plaisir, il réalise *L'Anglais*, avec Terence Stamp et Peter Fonda, et se voit offrir de diriger *Erin Brockovich*, un projet construit autour de la présence de Julia Roberts, un film qui est un perpétuel compromis entre la nécessité de raconter une histoire inspirée d'un fait réel (le combat d'une femme contre un fabricant de produits chimiques qui a pollué un village de Californie) et celle de mettre en avant l'image de la star. Soderbergh n'essaie pas de faire passer *Erin* pour un drame social réaliste : « *Un critique a dit : "On ne sait quel mérite attribuer à Steven Soderbergh dans le succès de ce film, puisque sans Julia Roberts, qui serait allé le voir ?" et ma réponse est : "Personne." Je ne l'aurais pas fait si Julia Roberts n'avait pas joué dedans. C'était un projet idéal pour elle, ça mettait en valeur ses points forts, tout en lui faisant faire des choses assez différentes pour ne pas avoir l'impression d'avoir déjà vu ça quelque part.* » Ce sens des réalités a permis à Julia Roberts de triompher enfin dans un « film sérieux », après plusieurs tentatives malheureuses, comme *Mary Reilly*, de Stephen Frears.

Une fois le « jouet mécanique » d'*Ocean's 11* rangé dans sa boîte, Soderbergh s'attaquera à forte partie en réalisant un remake de *Solaris*, le roman de Stanislas Lem déjà porté à l'écran par Andreï Tarkovski, dont James Cameron, le réalisateur de *Titanic*, détient les droits. Là encore, il mélange sans remords l'audace intellectuelle et les bonnes manières hollywoodiennes. « *Quand j'ai fait mon pitch (en hollywoodien, l'exercice qui consiste à présenter un projet en quelques phrases) devant Cameron, je lui ai dit que ce serait un morceau de musique de chambre, très structuré. Le script ne fait que soixante-quinze pages, ce ne sera pas méditatif. Je voudrais dépenser tout l'argent en décors et tourner ça à la Dogma, en vingt-cinq jours.* » En cumulant ainsi les transgressions, Soderbergh prépare peut-être le début d'une nouvelle éclipse. Mais il faut garder présent à l'esprit le titre qu'il a donné à son livre, paru en 2000 chez Faber and Faber, mélange d'entretiens avec Richard Lester et du journal des mois qui ont correspondu au nadir de sa carrière : *S'en tirer comme ça, ou les nouvelles aventures du plus chanceux des salauds qu'on ait jamais vu.*

Thomas Sotinel

Les incertitudes s'accumulent autour de France Télévision

Une réunion convoquée par Lionel Jospin, vendredi 9 mars, devrait évoquer l'avenir de l'audiovisuel public.

Le groupe dirigé par Marc Tessier, qui doit faire face à une baisse d'audience de France 2, attend les arbitrages du gouvernement sur le numérique hertzien

FRANCE TÉLÉVISION traverse une mauvaise passe. Entre une audience malmenée sur France 2, quelques mouvements de grève et une stratégie sur le numérique hertzien maintes fois expliquée mais toujours pas officialisée par l'Etat-actionnaire, Marc Tessier, PDG de France Télévision, se voit, dans les couloirs de l'entreprise, reprocher son « immobilisme ». « On espérait un vrai patron, mais il semble qu'encre une fois on a hérité d'un haut fonctionnaire », commente sévèrement un journaliste.

France 3 et France 2 ne sont cependant pas à la même enseigne. Alors que la première bénéficie de ses innovations en matière de programmes, les ratés de la seconde, éternellement à la recherche de son identité, brouillent son image. Même si les six minutes d'« Un gars et une fille » avant le « 20 heures » sont un vrai succès, les après-midi et les débuts de soirée de France 2 accumulent les mauvais scores. Sur cette tranche horaire, il faut satisfaire des personnes âgées et des jeunes à leur retour du collège, qui n'ont évidemment pas les mêmes centres d'intérêt. La mise à l'écart de Pas-

cal Sevrain et ses chansons françaises a attristé les premières, « Tutti frutti » a agacé les uns sans séduire les autres. François Tron, directeur à France Télévision, et Françoise Tassera, directrice de la programmation de France 2, sont chargés de trouver une solution à ce casse-tête. A celui-ci s'est ajouté le changement de formule du journal de 13 heures, confié depuis septembre 2000 à Gérard Holtz, qui réaliste de plus mauvaises audiences que ses prédécesseurs. L'ambiance s'en ressent. « Il y a une forte tension autour de la préparation du journal », confie un technicien.

JALOUSIE ENVERS FRANCE 3

« Cette chaîne est en permanence au bord de la schizophrénie, analyse Michèle Cotta, directrice générale de France 2, manifestement affectée de se retrouver au centre de ces débats. On exige qu'elle programme des produits nouveaux et qu'elle soit plus culturelle, mais dès que l'audience baisse, c'est la panique ». Ainsi renvoyés à leur mal-être, les salariés de France 2 se mettent à jalouser France 3. Ils s'agacent des grandes publicités pour la

chaîne des régions, affichées dans le hall de France Télévision, et susurrent que « Marc Tessier est surtout le PDG de France 3 ».

La chaîne des régions, il est vrai, affiche une belle santé. Avec plus de 12,5 % de parts d'audience, le « 12-14 » est une réussite et représentée par ailleurs une redoutable concurrence pour le « 13 heures » de France 2. Les magazines ont du succès. Et lorsque la chaîne programme un vieux Fernand en noir et blanc, elle attire plus de

télespectateurs que France 2 avec Le Parrain.

Même si elle se heurte à quelques résistances, France 3 cherche aussi à se donner une image de modernisme en matière sociale. Rémy Pflimlin, directeur général, est en train d'achever la mise en place pour ses 600 cadres d'un système de rémunération, avec une part variable de 8 à 10 %, qui peut évoluer en fonction de la réussite ou d'objectifs préalablement définis. Par ailleurs, une expérimenta-

tion sur l'informatisation des rédactions et le numérique est menée dans la station régionale de Reims. « Il n'y a pas de réelles négociations engagées autour de ces nouveaux métiers et de ceux qui les exerceront », regrette un syndicaliste.

Dans ce domaine aussi de la politique sociale, France 2 a l'impression d'être à la traîne. « Il ne pourra pas y avoir de vraie politique sociale tant qu'il n'y aura pas eu de réorganisation de la direction des ressources humaines », affirme un syndicaliste.

En tout état de cause, les salariés des chaînes publiques ont profité de la réduction du temps de travail. Cela a abouti à 70 embauches à France 2, 146 à France 3 et 10 à La Cinquième. Cet alourdissement de la masse salariale ne devrait pas trop affecter la situation économique du groupe, qui se dit satisfait des rentrées publicitaires. Quant aux comptes de 2000, qui seront publiés en avril, Marc Tessier annonce : « Les deux chaînes seront bénéficiaires au-delà des objectifs initiaux, en particulier France 2. Et la situation des trésoreries s'est améliorée ».

Plus exposé que d'autres entreprises, le service public subit forte-

ment le moindre à-coup. D'autant que les responsables politiques s'empressent d'amplifier chacun de ses accidents de santé. Faute d'être capables d'élaborer une stratégie en matière d'audiovisuel et de résoudre les problèmes de son financement, les socialistes ne voient plus maintenant de salut que dans la privatisation de France 2, dont ils affirment, dans leurs conversations privées, la nécessité. En même temps, quelques-uns contestent la viabilité du numérique hertzien et le calendrier prévu.

Lionel Jospin, Laurent Fabius, ministre de l'économie, et Catherine Tasca, ministre de la communication, devraient se réunir, vendredi 9 mars, pour examiner les différents points de la politique gouvernementale en matière de communication. En ce qui concerne l'audiovisuel, ils devraient notamment discuter des contrats d'objectifs des entreprises publiques et de la place de France Télévision dans le numérique hertzien. Les réponses à ces questions sont nécessaires pour rendre la sérénité à la télévision publique.

F. Ch.

TROIS QUESTIONS À...

MARC TESSIER

1 En tant que PDG de France Télévision, que dites-vous de la crise d'audience de France 2 ?

Gardons le sens des proportions. Si nous enregistrons une baisse significative de 1,6 % par rapport à la moyenne de l'an dernier, cette baisse est du même ordre, voire inférieure à celles de l'audience d'autres chaînes en 2000, sans qu'on évoque une situation de crise dans leurs cas. Nous connaissons un problème essentiellement dû aux émissions de l'après-midi, mais cela ne remet pas en cause le retour à l'équilibre économique de la chaîne. Les émissions emblématiques de France 2 – celles de Michel Drucker, Thierry Ardisson, Jean-Luc Delarue, Patrick Sébastien, Christine Bravo, aujourd'hui Laurent Ruquier – sont, elles, en pleine forme, de même que l'ensemble de la fiction. Nos échecs de l'après-midi sont réels. Ils nous ont conduits, Michèle Cotta et moi-même, à demander à François Tron, directeur à France Télévision, et à Françoise Tassera, directrice de la programmation de France 2, de concevoir un projet d'ensemble pour la rentrée.

2 Quelles leçons tirez-vous de la faible audience de Rastignac ?

La première est qu'il faut savoir prendre un risque d'audience lorsqu'on fait œuvre d'imagination et

de création. Bien hypocrites sont ceux qui nous imputent cet échec en évoquant l'Audimat tout en levant les bras au ciel chaque fois que l'on parle de la mission du service public. Passons... La seconde est qu'innover dans le domaine de la fiction est l'honneur du service public. Nous aurons d'autres échecs, et des succès dont j'espère que nous serons aussi fiers que de Rastignac.

3 Comment pensez-vous redresser l'image de l'information ?

D'abord un constat : depuis quelques mois, on observe un regain d'intérêt pour les émissions politiques, qui sont une spécialité de France Télévision, et un succès croissant des magazines dits d'investigation ou d'enquête comme « Envoyé spécial », dont la nouvelle équipe a pris les rênes de manière très prometteuse. A France 2 comme à France 3, l'enquête restera une de nos priorités. Pour la rentrée, il est essentiel que nous étudions la mise en place de nouvelles émissions politiques, dans la perspective des élections présidentielle et législatives. Quant aux journaux, celui de 20 heures est stable en audience et ne souffre d'aucun désamour des téléspectateurs. Sur le 13 heures, Gérard Holtz vient de mettre en place des changements importants. Nous en apprécierons les résultats.

Propos recueillis par
Françoise Chirot

Nominations en série dans les filiales du Groupe Canal+

LE GROUPE CANAL+ a procédé, mardi 6 mars, à une vague de nominations dans ses filiales. William A. Sutman, ancien directeur financier d'Universal Studios, devient directeur général adjoint de StudioCanal, le studio européen du Groupe Canal+. Il supervisera les activités du pôle TV et film de Vivendi Universal.

Par ailleurs, Michel Denisot, directeur général délégué de Canal + SA, s'entoure notamment de Laurence Blaevot et d'Alexandre Drubigny, nommés respectivement directrice de la programmation et directeur des programmes. Enfin, Patrick Beaufront, pionnier de Canal+, est nommé directeur général de la chaîne cryptée italienne Telepiù.

DÉPÊCHE

■ **TÉLÉVISION** : le tribunal administratif de Besançon a condamné Jean-Philippe Allenbach, candidat du Parti fédéraliste dans cette ville, à verser 5 000 francs à France 3. M. Allenbach avait déposé un recours après le débat organisé le 11 février par la chaîne, auquel seuls les quatre principaux candidats étaient invités. Le tribunal a rejeté la requête de M. Allenbach en rappelant que le Conseil supérieur de l'audiovisuel « assure le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion dans les programmes des sociétés nationales ».

Guide Info Avantages Régions Recherche Calendrier Service Trouver

INVESTISSEZ DANS LA QUALITÉ

L'ALLEMAGNE

www.invest-in-germany.com

Le site Internet sur l'Allemagne en tant que plate-forme commerciale



498 F/mois* pour voir grandir ses enfants.

Pour moins de 500 F par mois, vous êtes parfaitement protégé, vous évitez les embouteillages et vous rentrez plus tôt chez vous à bord du BMW C1, deux-roues innovant offrant un niveau de sécurité encore inégalé. Sans casque et avec ceintures de sécurité, ABS en option, le BMW C1 se conduit avec un simple permis auto (permis B de plus de deux ans) ou avec un permis moto pour le C1 200. Pour l'essayer, appelez votre Partenaire C1 (liste disponible sur www.bmw.fr) ou le 01 34 58 75 06.

* 497,00 F/mois après le 1er versement. Prix du BMW C1 : 30000 F. Premier versement de 10000 F. Moins de garantie de 5000 F. + Premier versement de 13000 F. + 12 mensualités de 2000 F. + 20 mensualités de 497,00 F. Après le paiement du dernier versement, vous pouvez restituer le véhicule à votre Partenaire C1, sans réserve du restant de l'apport et du montant des mensualités restant à payer, en levant l'option d'achat. Option d'achat au fin de contrat de 27395 F. Coût total avec achat en fin de contrat de 412100 F. Bénéficiaire et conducteur de 16/03/01 inscrites de sécurité. Sous réserve d'acceptation par BMW Leasing - SAC au capital de 5 000 000 Euros, RCS VERSAILLES B 343 630 843. 12 mois d'assurance facultative. Offre valable du 05/03/01 au 31/05/01.

BMW C1

www.bmw.fr/c1

BMW

Le plaisir d'être en ville

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **GM, RENAULT, NISSAN** : les trois constructeurs automobiles ont annoncé, mardi, leur coopération dans les véhicules utilitaires. Ils doivent investir conjointement à Barcelone 250 millions d'euros pour produire un nouvel utilitaire de 2 à 2,8 tonnes. Les trois groupes visent une production de 180 000 véhicules par an.

● **EDF-GDF** : à l'appel des cinq syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC), les agents d'EDF et de GDF sont descendus dans la rue mardi, ou ont arrêté le travail pendant quatre heures pour défendre le service public et dénoncer « la déréglementation ». Selon la direction, 16,7 % des 142 000 électriciens et gaziers se sont mis en grève.

SERVICES

● **TWA** : une offre de 650 millions de dollars pour l'acquisition de la compagnie aérienne américaine vient d'être présentée par le groupe Freeman, soutenu par Carl Icahn. Ce dernier avait déjà pris le contrôle de la compagnie en 1985. Cette offre concurrence celle d'American Airlines.

● **CONCORDE** : l'assignation d'Air France et des compagnies d'assurances concernées par l'accident du Concorde à l'encontre de la compagnie Continental Airlines, renvoyée au 7 mars par le tribunal de commerce de Pontoise (Val-d'Oise), ne sera pas examinée en raison de la grève illimitée observée par le tribunal.

● **IBERIA** : le président de la Société d'Etat des participations industrielles (SEPI), Pedro Ferreras, a menacé mardi de suspendre dès mercredi matin l'offre publique de vente (OPV) de 53,9 % d'Iberia si ses pilotes ne cessent pas leur grève du zèle.

● **AIR FRANCE** : les autorités américaines de la concurrence ont approuvé mardi la création d'une société commune entre Air France et Delta Airlines dans le domaine du fret aérien. Cette joint-venture (filiale paritaire) portera sur les exportations des Etats-Unis vers l'Europe.

● **INTERNET** : un nouveau virus informatique destructeur, se transmettant par courrier

électronique, est apparu sur Internet, ont annoncé mardi les principaux éditeurs de logiciels anti-virus, qui ont publié des correctifs. Le virus *Naked Wife* ne touche que les logiciels Outlook et Outlook Express de Microsoft, fonctionnant sur le système d'exploitation Windows.

● **TÉLÉCOMS** : l'Europe manquera de près de 3,8 millions de spécialistes des technologies de l'information en 2003, a estimé mardi la Fédération allemande des télécoms et des nouveaux médias (Bitkom).

● **AOL-TIME WARNER** : le géant de la communication a annoncé mardi le regroupement, sous le nom de Turner Broadcasting System, de ses activités de câble-opérateur.

● **BANQUES BRITANNIQUES** : selon un rapport préliminaire publié mardi 6 mars par la commission de la concurrence, Barclays, HSBC, Royal Bank of Scotland et Lloyds TSB bénéficient d'une situation de « monopole complexe » sur le marché des services aux petites et moyennes entreprises.

● **ÉLECTRICITÉ** : Bernard Brun, directeur des affaires publiques d'EDF, quitte ses fonctions pour la présidence de l'Union française de l'électricité (UFE), organisme patronal de la branche.

RÉSULTATS

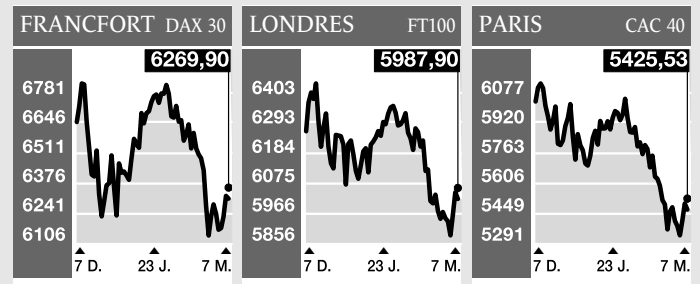
■ **USINOR** : le groupe sidérurgique, qui a annoncé récemment sa fusion avec le luxembourgeois Arbed et l'espagnol Aceralia, a enregistré en 2000 un bénéfice net de 759 millions d'euros (4,9 milliards de francs), contre une perte de 178 millions d'euros en 1999.

■ **GROUPE CASINO** : le groupe de distribution français a réalisé en 2000 un bénéfice net de 314,8 millions d'euros (2,1 milliards de francs), en hausse de 20,1 %. En France, le résultat d'exploitation a gagné 20 % et il a été multiplié par 2,4 à l'international.

■ **LVMH** : le groupe de luxe français a réalisé, en 2000, un bénéfice net de 722 millions d'euros (4,7 milliards de francs), en hausse de 4 %. Le groupe rappelle que le résultat 1999 avait progressé de 160 %, en raison de « la cession d'une partie des titres Diageo ».

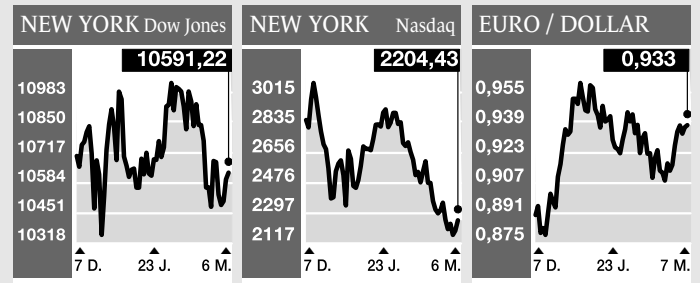
■ **SCOR** : le groupe de réassurance français a réalisé en 2000 un bénéfice net part du groupe de 111 millions d'euros, en hausse de 13 %.

EUROPE



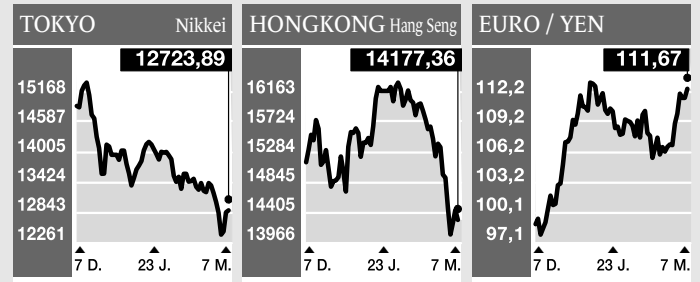
Europe 9h57	Indices sélection	cours 07/03	Var. % 06/03	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	4382,55	- 0,67	- 8,17
EUROPE	STOXX 50	4180,45	- 0,64	- 8,27
EUROPE	EURO STOXX 324	365,32	- 0,64	- 6,76
EUROPE	STOXX 653	338,11	- 0,55	- 6,03
PARIS	CAC 40	5425,53	- 0,58	- 8,45
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	3719,19	- 0,50	- 7,54
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	598,08	- 0,48	- 6,20
BRUXELLES	BEL 20	2988,72	- 0,07	- 1,18
FRANCFORT	DAX 30	6269,90	- 0,23	- 2,54
LONDRES	FTSE 100	5987,90	- 0,40	- 3,77
MADRID	STOCK EXCHANGE	9844,90	- 0,48	8,07
MILAN	MITEL 30	39658,00	- 0,20	- 9,29
ZURICH	SPI	7572,60	- 0,61	- 6,92

AMÉRIQUES



Amérique 9h57	Indices sélection	cours 06/03	Var. % 05/03	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10591,22	0,27	- 1,81
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1253,80	0,99	- 5,04
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2204,43	2,87	- 10,77
TORONTO	TSE INDEX	8205,56	1,31	- 8,15
SAO PAULO	BOVESPA	16324,33	....	6,98
MEXICO	BOLSA	349,11	2,39	10,48
BUENOS AIRES	MERVAL	476,31	- 1,82	14,29
SANTIAGO	IPSA GENERAL	101,51	0,92	5,74
CARACAS	CAPITAL GENERAL	7859,64	0,35	15,16

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9h57	Indices sélection	cours 07/03	Var. % 06/03	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	12723,89	0,28	- 7,70
HONGKONG	HANG SENG	14177,36	- 1	- 6,08
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1910,74	0,56	- 0,84
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	71,12	- 0,01	12,27
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3306,20	0,79	4,80
BANGKOK	SET	21,50	2,53	15,41
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	4007,42	0,23	0,89
WELLINGTON	NZSE-40	2061,36	1,88	8,40

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LE CAC 40 perdait 0,88 %, à 5 409,26 points, mercredi, dans les premières transactions. L'indice de référence avait gagné 1,65 %, mardi, à 5 457,28 points. L'indice technologique IT CAC 50 avait bondi de 6,38 %, à 2 086,11 points.

FRANCFORT

RÉFÉRENCE de la Bourse de Francfort, l'indice DAX était en recul de 0,42 %, à 6 257,56 points, mercredi matin. Le DAX avait terminé en hausse de 1,09 %, mardi, à 6 284,06 points. L'indice des valeurs technologiques NEMAX 50 s'était envolé de 8,56 %, à 2 044,35 points.

LONDRES

BAROMÈTRE des actions britanniques, l'indice Footsie cédait 0,26 %, mercredi matin, à 5 996,50 points. L'indice de Footsie avait progressé de 1,36 %, à 6 012 points. L'indice techMARK de la technologie avait gagné 4,18 %, à 2 398,10 points.

TOKYO

LES VALEURS NIPPONNES ont progressé de 0,28 %, mercredi 7 mars, l'indice Nikkei terminant la journée à 12 723,89 points. Le Nikkei enregistre ainsi sa troisième séance consécutive de hausse. Le titre du fabricant de PC et de puces NEC a gagné 6,19 %, à 1 835 yens. L'indice Topix, qui regroupe toutes les actions du premier marché, a gagné 1,16 %, à 1236,14 points.

NEW YORK

LES VALEURS TECHNOLOGIQUES américaines ont continué à rebondir, mardi 6 mars. L'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq des valeurs technologiques a atteint 2 204,43 points, gagnant 2,87 %. Cependant, l'indice Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, a affiché un gain plus modeste de 0,27 %, pour atteindre 10 591,22 points. Les investisseurs ont ignoré la nouvelle série de mises en garde sur leurs résultats provenant d'entreprises aussi diverses que le fabricant de ketchup Heinz ou le constructeur de matériels pour fibres optiques New Focus. Mais le volume des échanges est resté inférieur à la moyenne, « en raison du mauvais temps » qui sévit dans la région de New York, selon l'agence Reuters.

TAUX

LES RENDEMENTS des emprunts d'Etat européens se détendaient, mercredi 7 mars, dans les premiers échanges, provoquant une remontée des cours, qui évoluent mécaniquement à l'inverse des taux. L'OAT (obligation assimilable du Trésor) française à dix ans s'inscrivait à 4,88 % ; et le Bund, son homologue allemand, à 4,74 %.

MONNAIES

L'EURO se stabilisait mercredi matin face au billet vert, à 0,9337 dollar. Le yen regagnait quelques fractions à 119,23 pour un dollar.

ÉCONOMIE

La Banque du Japon répond aux accusations

LE GOUVERNEUR de la Banque du Japon (Boj), Masaru Hayami, est monté en première ligne pour parer aux critiques visant la banque centrale, en déclarant que le ralentissement du redressement économique du pays était imputable à un coup de frein économique aux Etats-Unis. « La raison pour laquelle le rythme du redressement a ralenti n'est pas l'arrêt de la politique de taux zéro, mais un brutal tassement de l'économie américaine », a-t-il déclaré mercredi.

C'est en août 2000 que la Boj a mis un terme à une politique de taux zéro qu'elle pratiquait depuis dix-huit mois, en relevant les taux pour la première fois de la décennie, citant précisément le redressement économique du pays. Mais elle a dû à nouveau réduire les taux la semaine dernière, l'économie semblant au contraire donner des signes de récession. Le taux au jour le jour a été ramené de 0,25 % à 0,15 % et le taux d'escompte de 0,35 % à 0,25 %. Des données récentes (chute de la production industrielle, premier déficit commercial en quatre ans) suscitent des inquiétudes. On craint notamment que le redressement des entreprises s'évanouisse avant même que la consommation des ménages se redresse.

■ **ALLEMAGNE** : le chômage a de nouveau augmenté en février, en particulier dans l'est du pays, signe que le ralentissement de la première économie de la zone euro, lié au fléchissement américain, commence à se faire sentir, ont indiqué des analystes mardi. Le nombre de demandeurs d'emplois en février a enregistré une hausse de 19 400 personnes, à 4,112 millions, selon les chiffres bruts de l'Office fédéral du travail. Le taux de chômage en données brutes, qui sert de référence dans le débat public en Allemagne, est ainsi passé de 10 % en janvier à 10,1 % en février. Il s'agit du deuxième mois consécutif de hausse pour la première fois depuis juin 1999, selon un analyste. En données corrigées des variations saisonnières (CVS), le taux de chômage est resté stable à 9,3 % de la population active.

■ **EURO** : la campagne d'information en cours sur l'introduction des pièces et billets en euros doit prouver que « l'Europe n'est pas une idée abstraite et lointaine » afin d'assurer de bons débuts à la monnaie unique, a souligné mardi

le président de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg. Lors d'une conférence sur l'introduction de l'euro organisée à Bruxelles par la Banque nationale de Belgique (BNB), M. Duisenberg a jugé « crucial » que l'euro soit « bien accueilli » par ses futurs utilisateurs.

■ **EUROPE** : la lutte contre la pauvreté dépend directement des politiques de transferts sociaux menées par les différents pays et de la part de leur produit intérieur brut (PIB) qu'ils y consacrent, selon une étude du ministère de l'emploi et de la solidarité publiée mardi. Selon les auteurs de cette étude, la part du PIB consacrée aux transferts sociaux – allocations familiales, prestations logement, allocations chômage et invalidité, minima sociaux – a varié, en 1995, année de référence de l'étude, de 3 % en Italie à 14 % au Danemark. Dans ce dernier pays, le taux de pauvreté passe de 30 % à 11 % de la population après transferts sociaux. Aux Pays-Bas, qui consacrent quelque 11 % de leur PIB aux transferts, le taux passe de 24 % à 12 %. Le Royaume-Uni, la Belgique et la France, où les dépenses de prestations sociales ont aussi été élevées, sont des pays où la pauvreté a aussi fortement diminué. Le taux de pauvreté est passé ainsi de 32 % à 19 % de la population au Royaume-Uni, de 28 % à 17 % en Belgique et de 27 % à 16 % en France.

■ **L'Europe manquera de près de 3,8 millions de spécialistes des technologies de l'information en 2003**, a estimé mardi la Fédération allemande des télécoms et des nouveaux médias, Bitkom. Actuellement, il manque 1,9 million de spécialistes. Les clients, comme les fournisseurs vont être affectés par le manque de personnel qualifié, averti la Fédération. D'après l'étude de Bitkom, l'Allemagne manque dès à présent de 444 000 personnes qualifiées. En 2003, la pénurie passera à 723 000. Une situation très inquiétante, a déclaré le vice-président de Bitkom, Joerg Menno Harms, également à la direction de la filiale allemande de Hewlett-Packard, lors d'une conférence de presse à Berlin.

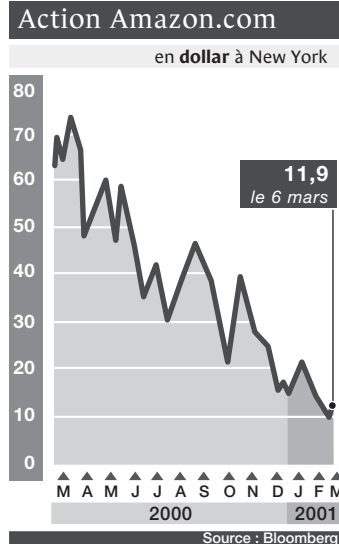
■ **ÉTATS-UNIS** : la productivité a progressé de 2,2 % en rythme annuel au quatrième trimestre 2000, soit moins que la première estimation d'une hausse de 2,4 %, a annoncé mardi le département du travail. C'est le rythme le plus lent depuis le premier trimestre 2000. Sur l'ensemble de l'année, la productivité américaine a progressé de 4,3 %, soit le rythme le plus important depuis 1983, selon les chiffres du département du travail.

VALEUR DU JOUR

Amazon.com vit au rythme des rumeurs

+ 25 % lundi, - 6 % mardi. L'action Amazon.com vit au rythme des rumeurs et des démentis. L'édition électronique du *Wall Street Journal* a mis fin, mardi 6 mars, à l'euphorie qui s'était emparée des investisseurs suite à un article du *Sunday Times*. Le quotidien britannique affirmait que le site de commerce électronique américain et le premier groupe mondial de distribution Wal-Mart étaient prêts d'arriver à un accord de partenariat, qui pourrait être signé au cours des six prochaines semaines. Aux termes de cet accord, Amazon serait la plate-forme des ventes en ligne du groupe Wal-Mart, ce dernier bénéficiant de l'expérience d'Amazon dans le domaine de la vente en ligne, du passage de commandes sur Internet et des livraisons à domicile. En échange, Amazon serait présent dans les 4 500 magasins de Wal-Mart.

Cet accord stratégique avec une entreprise de la « vieille économie », à la structure financière solide, ne pouvait que rassurer les investisseurs d'Amazon.com, en proie aux rumeurs – toujours démenties jusqu'à présent – selon lesquelles le géant mondial de la vente en ligne n'aurait bientôt plus assez de liquidités pour assurer son fonctionnement. Amazon.com, qui n'a jamais déjà dégagé de bénéfices depuis sa création, a annoncé le 30 janvier un important plan de restructuration. Il va supprimer 1 300



emplois pour pouvoir atteindre l'équilibre financier d'ici à la fin de l'année.

Le quotidien américain a refroidi l'enthousiasme des marchés en affirmant qu'aucun accord entre les deux groupes n'était en vue avant longtemps. Selon le *Wall Street Journal*, les deux groupes n'excluent pas de nouer une alliance dans le futur mais, pour l'heure, les discussions ont été gelées. L'action, qui a perdu plus de 80 % de sa valeur depuis un an, est répartie à la baisse. La société a dû en outre reconnaître que des pirates informatiques avaient réussi à forcer le site Web qui abrite les transactions de son service de livres rares, BiblioFind, et à voler les informations confidentielles, dont les codes de cartes de paiement de ses 98 000 clients.

Christophe Jakubyszyn

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS 2,20371	.....	FLORIN NÉERLANDAIS 2,97660	.....
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503

Hors zone Euro

Euro contre	06/03
COURONNE DANOISE.....	7,4631
COUR. NORVÉGIENNE.....	8,2315
COUR. SUÉDOISE.....	9,0347
COURONNE TCHÈQUE.....	34,7870
DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,7903
DOLLAR CANADIEN.....	1,4314
DOLLAR HONGKONG.....	7,2376
DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	2,1645
FORINT HONGROIS.....	266,2300
LEU ROUMAIN.....	25189
ZLOTY POLONAIS.....	3,6954

Cours de change croisés

07/03 9h57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	.....	0,83588	0,93355	0,14231	1,46345	0,60678
YEN.....	119,63500	.....	111,67000	17,02500	175,08000	72,59500
EURO.....	1,07118	0,89550	.....	0,15245	1,56780	6,65005
FRANC.....	7,02685	5,87405	6,55957	.....	10,28345	4,26385
LIVRE.....	0,68332	0,57115	0,63785	0,09725	.....	0,41465
FRANC SUISSE.....	1,64805	1,37730	1,53840	0,23450	2,41175	.....

Taux d'intérêt (%)

Taux 06/03	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	4,80	4,65	4,89	5,41
ALLEMAGNE.....	4,80	4,78	4,74	5,31
GDE-BRETAG.....	4,81	5,52	4,87	4,42
ITALIE.....	4,80	4,72	5,17	5,79
JAPON.....	0,20	0,12	1,20	1,80
ÉTATS-UNIS.....	5,47	4,80	4,96	5,34
SUISSE.....	3,25	3,35	3,42	4,03
PAYS-BAS.....	4,77	4,72	4,88	5,37

Matif

Cours 9h57	Volume 07/03	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5	.....	.....	.....
MARS 2001.....	9815	89,97	89,91
Euribor 3 mois</		

VALEURS EUROPÉENNES

L'action ASM Lithography a encore bondi de 10,3 %, mardi 6 mars, pour finir à 26,44 euros. Le spécialiste des systèmes de photogravures pour l'industrie des micro-processeurs, dont le principal actionnaire est le groupe d'électronique Philips, avait déjà gagné 8,5 % lundi. Le titre Deutsche Telekom a regagné 2,54 %, à 28,69 euros. L'opérateur a dû une nouvelle fois affirmer le maintien à son poste de son PDG, Ron Sommer, qu'une grande partie de la presse allemande voit sur le départ. L'action du fabricant de composants passifs Epcos, fournisseur d'équipements pour la téléphonie mobile, a gagné 4,32 %, mardi, à

71,30 euros. Le groupe a pourtant annoncé, le jour même, un avertissement sur ses résultats. Le titre Porsche a bondi de 5,62 %, à 3 590 euros. Le constructeur de voitures de luxe a annoncé l'acquisition de 25 % de la société allemande de construction mécanique Bertrand, spécialisée dans les équipements automobiles. L'action TIM, la filiale de téléphone mobile de Télécom Italia, a terminé sur une hausse de 5,20 %, à 7,44 euros, après l'annonce d'un bénéfice net de 1,862 milliard d'euros en 2000, en hausse de 20,4 %. TIM devrait lancer son service GPRS (accès Internet sur le mobile) avant la fin mars.

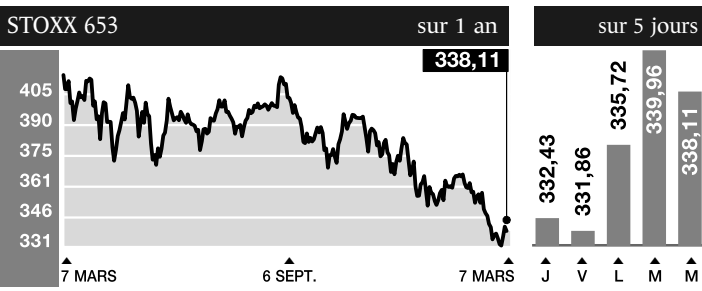


Table of stock prices for STOXX 653 index components, including THE SWATCH GRP, THOMSON MULTIMEDIA, and WILSON BOWDEN.

Table of stock prices for STOXX 653 index components, including COCA COLA HBC, HELLENIC SUGAR, and KAMPS.

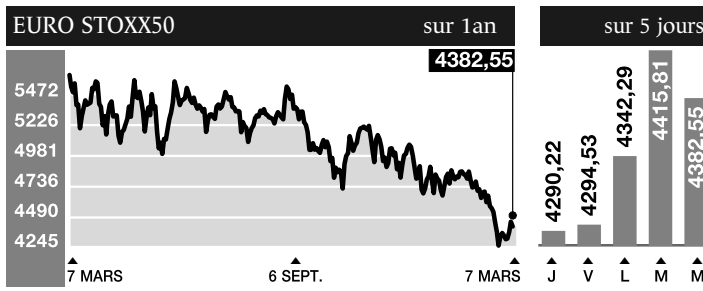


Table of stock prices for EURO STOXX50 index components, including VIVENDI ENVIRON, VOLVO-A, and VOLVO-B.

Table of stock prices for EURO STOXX50 index components, including VALORA HLDG N, VENDEK KBB NV, and W.H SMITH.

07/03 10h06

Table of stock prices for the AUTOMOBILE sector, including AUTOLIV SDR, BASF AG, and BMW.

RHODIA, SOLVAY, TESSENDERLO CHE

Table of stock prices for various companies including RHODIA, SOLVAY, and TESSENDERLO CHE.

PHARMACIE

Table of stock prices for pharmaceutical companies like ACTELION N, ALTANA AG, and ASTRAZENACA.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies like ABB N, ADECCO CH, and ALSTOM.

BANQUES

Table of stock prices for banks including ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, and ALL & LEICS.

CONGLOMÉRATS

Table of stock prices for conglomerates like D'IETTEREN SA, AZEL, and GEVAERT.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies like BG GROUP, BP AMOCO, and CEPSA.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies like E.ON AG, EADS SICO, and ELECTROCOMPONEN.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for telecommunications companies like ATLANTIC TELECO, EIRCOM, and BRITISH TELECOM.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for telecommunications companies like ATLANTIC TELECO, EIRCOM, and BRITISH TELECOM.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for construction companies like ACCIONA, ACS, and AGGREGATE IND.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for construction companies like ACCIONA, ACS, and AGGREGATE IND.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for basic products companies like ACERLARIA, ACERINOX R, and ALUMINIUM GREC.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for basic products companies like ACERLARIA, ACERINOX R, and ALUMINIUM GREC.

Advertisement for 'À NOS ABONNÉS' (To our subscribers) with contact information for address changes and subscriptions.

CONSUMMATION CYCLIQUE

Table of stock prices for cyclic consumption companies like ACCOR, ADIDAS-SALOMON, and AGFA-GEVAERT.

CONSUMMATION CYCLIQUE

Table of stock prices for cyclic consumption companies like ACCOR, ADIDAS-SALOMON, and AGFA-GEVAERT.

SERVICES FINANCIERS

Table of stock prices for financial services companies like 3I GROUP, ALMANY, and ALPHA FINANCE.

SERVICES FINANCIERS

Table of stock prices for financial services companies like 3I GROUP, ALMANY, and ALPHA FINANCE.

ASSURANCES

Table of stock prices for insurance companies like AEGIS GROUP, AEGON NV, and AGF.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of stock prices for high technology companies like AIXTRON, ALCATEL-A, and ALTEC SA REG.

MÉDIAS

Table of stock prices for media companies like MONDADORI, B SKY B GROUP, and CANAL PLUS.

SERVICES COLLECTIFS

Table of stock prices for collective services companies like ACEA, AEM, and ANGLIAN WATER.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of stock prices for consumer goods companies like AHOLD, ALTADIS, and AMADEUS GLOBAL.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock prices for the Euro New Market, including AIRSPRAY NV, ANTONOV, and CT/CAC.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table of stock prices for distribution companies like ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and BOOTS CO PLC.

BRUXELLES

Table of stock prices for companies listed in Brussels, including ARTHUR, ENVIPO HDL CT, and FARDIS B.

CHIMIE

Table of stock prices for chemical companies like AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL NV, and BASF AG.

CHIMIE

Table of stock prices for chemical companies like AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL NV, and BASF AG.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of stock prices for food and beverage companies like ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRIT F, and BASS.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of stock prices for food and beverage companies like ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRIT F, and BASS.

FRANCFORT

Table of stock prices for companies listed in Frankfurt, including UNITED INTERNET, AIXTRON, and AUGUSTA TECHNOLOGIE.

CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique - GR : Grèce.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark.

VALEURS FRANCE

● L'action **Casino** cédait 0,46 %, pour 107,1 euros dans les premiers échanges du mercredi 7 mars. Le distributeur a accru son bénéfice net de 27,5 % en 2000, à 349,9 millions d'euros, un chiffre supérieur aux attentes des analystes.

● Le titre **DMC** perdait 8,57 % à 16 euros, mercredi matin. Le groupe textile a réduit sa perte en 2000 à 79,3 millions d'euros en 2000 ; elle atteignait 102,1 millions en 1999. Le groupe maintient son objectif d'un résultat proche de l'équilibre en 2001.

● Le titre **Sidel** reculait de 8,11 %, mercredi matin, à 39,32 euros. Le fabricant de machines à souffler des bouteilles en plastique a revu en baisse ses estimations de résultat pour 2000.

● L'action **Usinor** perdait 1,04 %, à 15,25 euros. Le sidérurgiste a dégagé en 2000 un bénéfice net de 759 millions d'euros, inférieur aux attentes. Selon le consensus de JCF Groupe, les analystes tablent sur un résultat net de 805 millions d'euros, après la perte de 178 millions enregistrée en 1999.

● Le titre **Valourec** bondissait de 8,62 %, pour atteindre 63 euros. Le fabricant de tubes a dégagé en 2000 un bénéfice net de 54,7 millions d'euros, contre une perte de 69,7 millions en 1999. Le groupe attend une nouvelle amélioration de ses résultats en 2001.

ALCATEL O.....	46,19	302,99	-3,06	18/05	EURAFRANCE.....	78,40	514,27	...	19/12	REMY COINTRE.....	32,90	215,81	+0,67	31/08
ALCATEL O.....	42,45	278,45	-1,28	...	EURO DISNEY.....	0,80	5,25	-1,23	30/07	RENAULT.....	60,15	394,56	-0,91	03/07
ALSTOM.....	29,61	194,23	-0,94	11/09	EUROTUNNEL.....	1,12	7,35	...	06/07	REXEL.....	85,50	560,84	+1,79	30/06
ALTRAN TECHN.....	74,75	490,33	-0,13	30/06	FAURECIA.....	58,90	386,36	+0,43	08/07	RHODIA.....	15,34	100,62	-0,78	15/05
ATOS CA.....	108	708,43	-0,92	...	FIMALAC SA C.....	37	242,70	-0,54	09/06	ROCHETTE LA.....	6,85	44,93	+0,15	25/06
ARBEL.....	...	...	...	...	F.I.F.P. (NY).....	108	708,43	+2,86	16/06	ROYAL CANIN.....	103	675,64	+0,78	09/05
AVENTIS.....	89,55	587,41	...	05/05	FINAXA.....	...	...	...	14/06	ROUGIER.....	64,90	425,72	-0,15	26/06
AXA.....	135,50	888,82	+0,37	09/05	FIVES-LILLE.....	...	...	...	...	RUE IMPERIAL.....	...	...	...	22/06
AZEO(EXT)ET.....	...	...	...	...	FONCLYON.....	33,69	220,99	+1,32	05/06	SADE (SA).....	...	...	...	20/06
BAIL INVESTI.....	124,10	814,04	-0,08	22/06	FRANCE TELECOM.....	67,40	442,12	-1,53	22/06	SAGEM SA.....	119,20	781,90	-0,67	10/07
BAZAR HOT.V.....	130	852,74	...	13/06	FROMAGERIES.....	...	...	...	19/07	SAGEM ADP.....	73	478,85	...	10/07
BIC.....	46,43	304,56	+0,06	09/02	GALERIES LAF.....	196	1285,68	-2	13/06	SAINT-COBAIN.....	174	1141,37	-0,29	03/07
BIS.....	...	...	...	...	GAUMONT.....	47,20	309,61	...	11/05	SALVAPER (NY).....	66	432,93	-0,98	03/08
BNPPARIBAS.....	90,30	592,33	+3,08	26/05	CEGINA.....	...	...	...	10/07	SANOFI SYNTH.....	58,70	385,05	-1,26	05/06
BOLLORE.....	...	...	...	...	GEOPIHYSE.....	70	459,17	-1,34	12/07	SCHNEIDER EL.....	74	485,41	-0,27	09/06
BOLLORE INV.....	49,50	324,70	...	03/12	GFI INFORMAT.....	29,20	191,54	-0,14	16/06	SCOR.....	53,75	352,58	+0,84	07/06
BONGRAIN.....	38,10	249,92	-2,31	12/05	GRANDVISION.....	21,90	143,65	+0,23	30/06	S.E.B.....	65,25	428,01	-3,83	09/06
BOUYGUES.....	45,10	295,84	+0,78	02/06	GROUPE ANDRE.....	130,50	856,02	...	31/05	SEITA.....	46,11	302,46	+0,24	16/12
BOUYGUES OFF.....	54,45	357,17	+0,93	26/05	GROUPE GASCO.....	86,05	564,45	-1,94	30/05	SELECTIBAIL.....	16,80	110,20	+0,60	22/06
BULL#.....	2,95	19,35	+0,83	...	GR.ZANNIER.....	84,30	552,97	-3,60	03/07	SIDEL.....	39,39	258,38	-7,95	02/06
BUSINESS OBJ.....	64,35	422,11	-1,76	...	GROUPE PARTO.....	65,10	427,03	-1,59	18/04	SILIC CA.....	163	1069,21	...	20/06
B T P (LA CI).....	...	...	...	...	GUYENNE GAS.....	87	570,68	-0,68	13/06	SIMCO.....	79,25	519,85	-1,06	28/06
BURELLE (LY).....	77,50	508,37	...	13/06	HAVAS ADVERT.....	16,15	105,94	+0,62	24/05	SKIS ROSSIGN.....	16,70	109,54	...	21/09
CANAL+.....	3,68	24,14	-0,27	03/03	IMERY.....	121,10	794,36	+0,92	03/07	SOCIETE GENE.....	66,25	434,57	+0,53	25/04
CAP GEMINI.....	184,90	1212,86	-0,11	26/05	IMMOBANQUE.....	130,50	856,02	-1,51	03/07	SODEXO ALLI.....	52,45	344,05	-1,32	06/03
CARBONE-LORR.....	50,35	330,27	-0,10	09/06	IMMEUBLES DE.....	...	...	...	02/06	SOGEPARC (FI.....	88,10	577,90	-4,34	30/11
CARREFOUR.....	64,55	423,42	+0,08	10/04	INFORGAMES E.....	16,93	111,05	+1,93	...	SOMMER-ALIB.....	54	354,22	+0,47	...
CASINO GUICH.....	107,50	705,15	-0,09	09/06	IM.MARSELLA.....	3400	22302,54	...	05/03	SOPHA.....	33	216,47	-0,30	19/05
CASINO GUICH.....	68,90	451,95	+0,22	09/06	INGENICO.....	27	177,11	-1,10	04/07	SOPRA.....	62,80	411,94	+3,63	06/07
CASTORAMA DU.....	245,20	1608,41	-0,20	26/05	ISIS.....	89	583,80	+0,11	30/06	SPR COMMUNI.....	81,95	537,56	-0,06	31/05
CEA INDUSTRI.....	193,10	1266,65	+0,57	17/07	KAUFMAN ET B.....	23	150,87	-0,43	...	SR TELEPERFO.....	29,25	191,87	+1,74	17/07
CEGID (LY).....	87	570,68	-1,08	26/05	KLEPIERRE.....	100,50	659,24	-2,71	28/04	STUDIOCANAL.....	11,55	75,76	+0,43	19/06
CFR.RECYCLIN.....	45,30	297,15	+1,77	30/03	LAFARE.....	109,60	718,93	-0,36	06/07	SUCR.PITHIVI.....	313,10	2053,80	+0,61	27/09
CGIP.....	59,30	388,98	-2,15	09/06	LAGARDERE.....	62,60	410,63	...	31/05	SUEZ LYON.DE.....	164,70	1080,36	+1,04	09/05
CHARGEURS.....	...	...	...	...	LAPEYRE.....	57	373,90	...	31/05	TAITTINGER.....	...	...	...	05/07
CHRISTIAN DA.....	84,50	554,28	+0,60	03/07	LEBON (CIE).....	60	393,57	...	08/06	TF1.....	48	314,86	-2,02	30/05
CHRISTIAN DI.....	44,89	294,46	-1,73	01/12	LEGRAND.....	249,10	1633,99	+0,04	02/02	THALES (EXT.....	44,50	291,90	-0,45	10/07
CIC-ACTIONS.....	118,50	777,31	...	02/06	LEGRAND ADP.....	147	964,26	...	02/02	THEIP.....	156,50	1026,57	+0,13	31/05
CIMENTES FRAN.....	52,50	344,38	...	21/06	LEGRIS INDUS.....	54	354,22	-0,18	10/07	THOMSON MULT.....	49,20	322,73	+1,44	...
CLARINS.....	86,30	566,09	+0,12	21/07	LIBERTY SURF.....	8,06	52,87	+2,94	...	TOTAL FINA E.....	154,20	1011,49	-0,32	14/06
CLUB MEDITER.....	104,40	684,82	+0,38	02/05	LOCINDUS.....	128	839,62	-0,62	03/07	TRANSCIEL.....	53,85	353,23	-0,28	30/05
CNP ASSURANC.....	35,80	234,83	-0,56	15/06	L'OREAL.....	80,75	529,69	+0,31	15/06	UBI SOFT ENT.....	35,35	231,88	-0,14	...
COFACE.....	96	629,72	-1,03	31/05	LOUVRE.....	80	524,77	...	09/06	UNIBAIL.....	181,20	1188,59	-0,17	13/06
COFLEXIP.....	166,70	1093,48	+1,03	06/06	LVHM MOET HE.....	63,20	414,56	-1,56	01/12	UNILOG.....	111	728,11	+1,74	29/06
COLAS.....	57,90	379,80	...	23/08	MARINE WENDE.....	97,30	638,25	+0,15	30/11	USINOR.....	15,35	100,69	-0,39	03/07
CONTIN.ENTRE.....	47,19	309,55	+0,40	22/06	MAUREL ET PR.....	13,30	87,24	-1,12	31/03	VALOURE.....	57,05	374,22	-1,30	12/07
CPR.....	52,25	342,74	+2,48	...	METALEUROPE.....	5,83	38,24	-2,83	04/07	VALLOUREC.....	62,55	410,30	+7,84	05/07
CRED.FON.FRA.....	13,80	90,52	+0,22	03/07	MICHELIN.....	39,45	258,78	-1,28	30/05	VANANQUE.....	34	223,03	...	23/05
CREDIT LYONN.....	37,40	245,33	-0,37	15/05	MONTUPET SA.....	21,80	143	-4,51	30/06	VICAT.....	...	...	...	01/08
CS COM.ET SY.....	15,80	103,64	+1,41	...	MOULINEX.....	4,76	31,22	+1,93	14/09	VINCI.....	62,90	412,60	-0,16	27/06
DAMART.....	81,70	535,92	+1,43	20/12	NATEXIS BQ P.....	100	655,96	-0,50	28/07	VIVENDI ENVI.....	45,45	298,13	+1,45	...
DANONE.....	145,50	954,42	+0,90	30/05	NEOPO.....	28,50	186,95	-0,70	...	VIVENDI UNIV.....	69	452,61	-1	...
DASSAULT-AVI.....	249,50	1636,61	-0,40	09/05	NORBERT DENT.....	21,50	141,03	...	05/06	WANADO.....	7,20	47,23	+1,12	...
DASSAULT SYS.....	58,10	381,11	-2,02	01/07	NORD-EST.....	27,91	183,08	-0,32	20/06	WORMS (EX.SO.....	19,50	127,91	-0,81	05/05
DE DIETRICH.....	...	...	...	...	NRJ GROUP.....	27,60	181,04	+1,28	...	ZODIAC.....	272	1784,20	-0,18	18/01
DEVEAUX(LY)#.....	91,20	598,23	+0,22	03/07	OBERTHUR CAR.....	17,01	111,58	-1,96	...	...	...	...	...	...
DEV.R.N-P.CA.....	...	...	...	...	OLIPAR.....	8	52,48	...	...	...	...	...	...	...
DMC (DOLLFUS.....	17,19	112,76	-1,77	20/06	ORANGE.....	8,88	58,25	-0,78	...	...	...	...	...	...
DYNACTION.....	26,85	176,12	...	10/07	OXYG.EXT-ORI.....	398	2610,71	+0,25	22/06	...	...	...	...	...
EIFFAGE.....	73,60	482,78	-0,54	02/01	PECHINEY ACT.....	53,50	350,94	+0,47	30/06	...	...	...	...	...
ELIOR.....	14,60	95,77	-0,34	...	PECHINEY B P.....	56	367,34	-0,18	30/06	...	...	...	...	...
ELEC.MADAGAS.....	...	...	...	...	PENAUILLÉ PO.....	75	491,97	-0,66	15/06	...	...	...	...	...
ENTENIAL(EX.....	28,88	189,44	+0,28	...	PERNOD-RICAR.....	78	511,65	-1,89	11/01	...	...	...	...	...
ERAMET.....	46,20	303,05	-0,96	30/06	PEUGEOT.....	303,50	1990,83	-0,16	02/06	...	...	...	...	...
ERIDANIA BEG.....	101,90	668,42	-0,39	17/07	PINAULT-PRIN.....	212,80	1395,88	+0,76	03/07	...	...	...	...	...
ESSILOR INTL.....	333	2184,34	-0,60	05/06	PLASTIC OMN.....	120,20	788,46	+0,17	22/05	...	...	...	...	...
ESSO.....	68,60	449,99	-0,65	14/02	PSB INDUSTRI.....	80	524,77	+0,25	02/06	...	...	...	...	...
EULER.....	53,15	348,64	-1,39	...	PUBLICIS GR.....	36,33	238,31	-0,33	12/07	...	...	...	...	...

REMY COINTRE.....	32,90	215,81	+0,67	31/08	RENAULT.....	60,15	394,56	-0,91	03/07	REXEL.....	85,50	560,84	+1,79	30/06
RENAULT.....	60,15	394,56	-0,91	03/07	RHODIA.....	15,34	100,62	-0,78	15/05	ROCHETTE LA.....	6,85	44,93	+0,15	25/06
REXEL.....	85,50	560,84	+1,79	30/06	ROYAL CANIN.....	103	675,64	+0,78	09/05	ROUGIER.....	64,90	425,72	-0,15	26/06
RHODIA.....	15,34	100,62	-0,78	15/05	RUE IMPERIAL.....	...	...	...	...	SADE (SA).....	...	...	...	20/06
ROCHETTE LA.....	6,85	44,93	+0,15	25/06	SAGEM SA.....	119,20	781,90	-0,67	10/07	SAGEM ADP.....	73	478,85	...	10/07
ROYAL CANIN.....	103	675,64	+0,78	09/05	SAINT-COBAIN.....	174	1141,37	-0,29	03/07	SANOFI SYNTH.....	58,70	385,05	-1,26	05/06
ROUGIER.....	64,90	425,72	-0,15	26/06	SALVAPER (NY).....	66	432,93	-0,98	03/08	SCHNEIDER EL.....	74	485,41	-0,27	09/06
RUE IMPERIAL.....	...	...	...	...	SANOFI SYNTH.....	58,70	385,05	-1,26	05/06	SCOR.....	53,75	352,58	+0,84	07/06
SADE (SA).....	...	...	...	...	SCHNEIDER EL.....	74	485,41	-0,27	09/06	S.E.B.....	65,25	428,01	-3,83	09/06
SAGEM SA.....	119,20	781,90	-0,67	10/07	SCOR.....	53,75	352,58	+0,84	07/06	SEITA.....	46,11	302,46	+0,24	16/12
SAGEM ADP.....	73	478,85	...	10/07	S.E.B.....	65,25	428,01	-3,83	09/06	SELECTIBAIL.....	16,80	110,20	+0,60	22/06
SAINT-COBAIN.....	174	1141,37	-0,29	03/07	SEITA.....	46,11	302,46	+0,24	16/12	SIDEL.....	39,39	258,38	-7,95	02/06
SALVAPER (NY).....	66	432,93	-0,98	03/08	SELECTIBAIL.....	16,80	110,20	+0,60	22/06	SILIC CA.....	163	1069,21	...	20/06
SANOFI SYNTH.....	58,70	385,05	-1,26	05/06	SIDEL.....	39,39	258,38	-7,95	02/06	SIMCO.....	79,25	519,85	-1,06	28/06
SCHNEIDER EL.....	74	485,41	-0,27	09/06	SILIC CA.....	163	1069,21	...	20/06	SKIS ROSSIGN.....				

DISPARITIONS

Mario Covas

L'influent gouverneur de l'Etat de Sao Paulo

ACTEUR MAJEUR de la scène politique brésilienne au long de ces trente dernières années, Mario Covas, gouverneur de l'Etat de Sao Paulo depuis six ans, est mort des suites d'un cancer généralisé, mardi 6 mars, à l'Institut du Cœur de Sao Paulo. Il était âgé de soixante-dix ans. Autre membre fondateur, en 1988, du parti de la social démocratie brésilienne (PSDB), le président Fernando Henrique Cardoso a décrété un deuil officiel de sept jours en mémoire de cet ami personnel de longue date, qui fut aussi l'un de ses plus fidèles alliés.

Mario Covas a découvert la maladie qui allait le miner, peu après sa réélection, en 1998, à la tête de l'Etat le plus riche du pays. Parce qu'il a longtemps compté au nombre des principaux favoris à l'élection présidentielle de 2002, à laquelle M. Cardoso ne pourra pas se représenter pour la troisième fois consécutive en vertu des dispositifs constitutionnels, sa disparition brouille considérablement les cartes à l'heure où se préparent les grandes manœuvres de la succession.

Né le 21 avril 1930 à Santos, l'ingénieur civil formé à l'Ecole polytechnique de l'Université de Sao Paulo, n'a guère eu le temps d'exercer ses talents de bâtisseur. Très jeune, il prend goût à la politique sous le parrainage de Janio Quadros, un leader populiste et autoritaire porté au pouvoir en 1961, grâce au « balai anticorruption », le symbole de sa campagne, et qui démissionnera brusquement, moins de sept mois après son intronisation, en invoquant de mystérieuses « forces occultes ». Un an plus tard, élu député fédéral sous l'étiquette d'un petit parti de centre-gauche, Mario Covas fait son entrée au Congrès de Brasilia. Au cours de son deuxième mandat parlementaire, en 1968, alors qu'il est devenu l'un des leaders du Mouvement démocratique brésilien, le parti de l'opposition toléré par la dictature militaire (1964-

1985), il est privé de ses droits politiques pendant dix ans à la suite de la fermeture du Congrès par l'armée.

En 1982, à la faveur de la loi d'amnistie générale promulguée un an plus tôt, Mario Covas retrouve son siège de député, avant d'être nommé, l'année suivante, maire de Sao Paulo. Aux législatives de 1986, juste après le rétablissement de la démocratie, un triomphe électoral lui ouvre les portes du Sénat, où il participe activement à l'élaboration de la nouvelle constitution qui sera promulguée en 1988. Candidat malheureux du PSDB à la présidentielle de 1989, il soutiendra, au deuxième tour, Luiz Inacio « Lula » da Silva, leader du syndicat des métallos de Sao Paulo et représentant du parti des travailleurs, contre Fernando Collor, qui, ayant fait victorieusement le plein des voix de droite, sera destitué pour corruption en septembre 1992.

De même, aux municipales d'octobre 2000, Mario Covas, déjà très affaibli par la maladie, avait publiquement manifesté son soutien à l'actuelle mairesse de Sao Paulo, Marta Suplicy, alors candidate du parti des travailleurs, opposée à Paulo Maluf, fils spirituel de l'ancien régime militaire. Fervent catholique souvent d'humeur massacrante et administrateur ayant joui d'une rare réputation d'intégrité, Mario Covas était, selon le ministre de la justice, José Gregori, une « référence démocratique de la vie politique nationale ». Peu avant sa mort, il s'était prononcé en faveur de l'investiture de Tasso Jereissati, populaire gouverneur de l'Etat nordestin du Ceara et riche homme d'affaires tenu pour un gestionnaire efficace. Cependant, le vide laissé par le décès de Mario Covas peut favoriser les desseins de son principal rival, José Serra, ministre de la santé et chef de file de l'aile gauche du PSDB.

Jean-Jacques Sevilla

Jean Coignet

Un ardent défenseur du patrimoine

L'ARCHITECTE et urbaniste Jean Coignet est mort le 27 février, à l'âge de soixante-trois ans. Passionné par la défense et l'illustration tant du patrimoine que du paysage, il avait aussi participé à l'aventure de Cergy-Pontoise.

Né en 1928 à Boën (Loire), doublement diplômé d'architecture et d'urbanisme, Jean Coignet avait commencé sa carrière en participant à la réalisation, par Pierre Riboulet, Gérard Thurnauer et Michel Ecochard, de l'université de Karachi, au Pakistan. C'est là qu'il fait la connaissance de l'archéologue Raoul Curjel, futur adjoint d'Henri Seyrig à la direction des musées de France, où Coignet travaillera de 1959 à 1962, participant notamment à la programmation du Musée des antiquités de Sain-Germain-en-Laye. De ces débuts, Jean Coignet gardera un intérêt profond pour l'archéologie et pour le patrimoine, qui le conduira à travailler sur la réhabilitation des centres anciens, à Pontoise, puis Carpentras où il installe son agence en 1973, à Cavaillon, Arles, Fréjus, Aix-en-Provence, Marseille, etc. Il tirera de cette expérience plusieurs textes et ouvrages de référence (Edisud) sur les problèmes posés par les maçonneries traditionnelles et le bâti ancien, le prochain livre (deux tomes) restant à paraître cette année aux éditions Eyrolles.

Mais cet homme de culture, qui œuvrera également pour la préservation de sites comme les gorges du Verdon, était aussi engagé dans l'aventure de l'urbanisme moderne. C'est ainsi qu'il entre en 1959 à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne, l'IAURP, rebaptisé laurif après la décentralisation. Il participera alors de façon décisive à la naissance de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, dont il dirigera les études de 1964 à 1969. Moment important de sa carrière, Cergy-Pontoise sera une aventure dont cet esprit indépendant condamnera l'évolution ultérieure, jusqu'à démissionner en 1969. C'est ainsi qu'il retourne à ce qui lui tient le plus à cœur : la réflexion et l'action sur le patrimoine et le paysage. De 1988 à 1991, il sera président du collège ré-

gional du patrimoine et des sites de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, tandis qu'il commence à enseigner à Aix, Marseille, ou Paris-La Villette.

Jean Coignet faisait partie de ces architectes qui, tout en s'engageant dans la modernité, n'ont jamais sacrifié les valeurs culturelles, s'imposant comme les pionniers, dans leurs régions respectives, de la défense des quartiers historiques.

Frédéric Edelmann

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Florence et Philippe
ont la joie d'annoncer la naissance de

Antoine,

le 19 février 2001.

Paris-16^e.

– **Pierre et Inès VIDAL, Raymond et Michèle GROS, Gilles et Marie-Hélène VIDAL,**
ont la joie d'annoncer la naissance de

Paul,

leur petit-fils et fils, le 28 février 2001.

Anniversaires de naissance

René, Papa, Papy René,
également appelé « Tromb's »,

quatre générations
te souhaitent un heureux anniversaire.

Par ordre d'apparition dans ton cœur :
Riry, Christian, Domi,
Stéphane, Jean-Pascal,
Sébastien, Charlotte,
Lucas.

Véronica,

voilà, tu gagnes le quart de siècle.

Véronique, voilà, tu es une fois de plus en avance sur moi de trois semaines (ça devient une habitude !).

Bébé, voilà, tu as vingt-cinq ans (et toutes tes dents !).

Plus encore qu'hier, je suis heureux d'être avec vous trois ce soir ; et ce n'est pas seulement parce que nous faisons un resto mémorable à 20 heures !

India se joint à moi pour te souhaiter le plus merveilleux des anniversaires.

Décès

9 octobre 1922 - 6 mars 2001

Pierre Emile BRETONNEAU,

dit « Léon » dans la Résistance,
1941-1942 : FTP,
groupe Victor-Hugo,
septembre 1943 :
déporté à Buchenwald (21835),

médaille du combattant,
volontaire de la Résistance (1939-1945),
officier de la Légion d'honneur
(à titre militaire),
croix de guerre avec palmes.

L'incinération aura lieu le lundi 12 mars,
à 14 h 50, au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Merci à ses médecins et à leurs équipes.

« A quand, enfin, la République
de la Justice et du Travail ? »
J.-B. Clément.

7, rue Méchain,
75014 Paris.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

e-mail:carnet@mondepub.fr

– M. et M^{me} Pierre Corbon,
M^{me} Geneviève Roby-Corbon,
M. et M^{me} Jacques Corbon,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Père Jean CORBON,

leur frère, beau-frère et oncle.

Ses obsèques solennelles ont été célébrées à Beyrouth, le mercredi 28 février 2001, en l'église de l'archevêché grec-catholique (melkite) en présence du patriarche Grégoire III et des représentants de toutes les communautés chrétiennes du Proche-Orient.

27380 Bourg-Beaudoin.
06530 Spéracèdes.
Place Jean-V,
44000 Nantes.

– M^{me} Jean-Philippe Courtois,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Les familles Courtois et Bigault de Cazanove,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Jean-Philippe COURTOIS,
HÉC (60),

survenu le 3 mars 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 10 mars, à 14 h 30, en l'église d'Amou (Landes). L'inhumation aura lieu le même jour, à Beyries (Landes), dans le caveau familial.

Une messe sera célébrée, à Paris, le samedi 31 mars, à 10 h 30, en la chapelle de l'Institut de l'Assomption, 7, rue de Lübeck (16^e).

Ni fleurs ni couronnes.

Envoyez vos dons à : Agir pour le Cambodge, 26, rue de Lübeck, 75116 Paris – association pour les enfants démunis, que Jean-Philippe a soutenue.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Catherine et Jean-Louis Delorme,
Marianne et Albert Calo,
Corinne et François Delorme,
ses enfants,
Nicolas, Caroline, Camille, Muriel,
Léonard, Lisa, Arthur, Louis, Léa,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 5 mars 2001, à l'âge de quatre-vingt-un ans, de

M^{me} Georgette DELORME,
née GODDÉ,

Les obsèques ont lieu le 9 mars, à 15 h 15, au cimetière-parc de La Celle-Saint-Cloud.

– Odette,
son épouse,
Florence et Alix,
sa fille et sa petite-fille,
Pascal,
son gendre,
ont la douleur de faire part du décès de

Fernand DUPRAT,

survenu lundi 5 mars 2001, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Blot-l'Eglise (Puy-de-Dôme), le jeudi 8 mars, à 14 h 30.

M^{me} Odette Duprat,
35, avenue de la Gare,
95170 Deuil-la-Barre.

– Julia Emond
a le chagrin d'annoncer le décès de

Jacques EMOND,

survenu le 3 mars 2001, à son domicile.

L'incinération aura lieu le samedi 6 mars, à 12 h 15.

Ceux qui l'ont aimé peuvent l'accompagner, à partir de 11 h 45, au crématorium du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris-20^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Desaix,
75015 Paris.

– M. et M^{me} Georges Chalmin,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Jacqueline Evrard,
sa belle-sœur,
M^{me} Maria, Sablier,
ses tantes,
Les familles Chalmin, Plassard, Fièvre,
Buchou, Evrard, Mitchel,
ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicole EVRARD,
née COATANOAN,

survenu le 5 mars 2001.

Une bénédiction, suivie de la crémation, aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 8 mars 2001, à 16 h 30.

Ses cendres seront déposées auprès de celles de son époux,

Louis EVRARD,
Juste parmi les nations,

décédé le 21 janvier 1995.

37, rue Albert-Maignan,
72000 Le Mans.
27, avenue Saint-Sylvestre,
06100 Nice.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Annie, Yann, Nathalie, Audrey et Olivier,
M^{me} Madeleine Hirou,
Et toute sa famille,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Pierre HIROU,

survenu le 2 mars 2001, dans sa cinquante-huitième année.

« Ses « flondes » d'amour
veillent sur vous. »

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 8 mars, à 16 h 30, en l'église de Yèvre-le-Châtel (Loiret), suivie de l'inhumation.

29, avenue Georges-Mandel,
75116 Paris.

– Marie-Elisabeth Julienne,
Stéphane, Elodie, Isabelle et Cyril,
ont la douleur de faire part de la disparition de leur époux et père,

Jean-Pierre JULIENNE,

le 5 mars 2001, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 8 mars, à 14 heures, en l'église de Bonnetable (Sarthe).

12, allée Georges-Pompidou,
94300 Vincennes.

« Heureux les doux,
ils auront la terre en partage.
Heureux ceux qui ont faim et soif
de la justice, ils seront rassasiés. »
(Mt, 5, 3)

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) a l'immense tristesse de faire part du décès de

Bosco IYAMUJE,

chargé de mission au service Afrique, à la suite d'une longue maladie qu'il a affrontée avec un courage extraordinaire, soutenu par sa famille et ses amis.

Les associations des pays sahéliens et de la Corne de l'Afrique, partenaires du CCFD, tous ses collègues et amis, se souviendront de son engagement au service des plus pauvres, de sa grande humanité, de sa gentillesse, de sa sensibilité.

Les obsèques auront lieu vendredi 9 mars 2001, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, à Evry (Essonne).

CCFD,
4, rue Jean-Lantier,
75001 Paris.

– Jean-Marie Cavada,
président-directeur général de Radio France,

Laure Adler,
directrice de France-Culture,
Le conseil d'administration de Radio France,

Et l'ensemble des collaborateurs de Radio France,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Geneviève LADOUES,
productrice à France-Culture,

survenu le jeudi 1^{er} mars 2001, à Paris.

Une cérémonie civile aura lieu le jeudi 8 mars, à 9 h 20, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Radio France,
116, avenue du Président-Kennedy,
75220 Paris Cedex 16.

– Laure Adler
Et tous les collaborateurs
de France-Culture
ont la grande tristesse de faire part de la disparition de

Geneviève LADOUES,
productrice à France-Culture,

survenue le 1^{er} mars 2001.

L'incinération aura lieu le jeudi 8 mars, à 9 h 20, au Père-Lachaise.

– Gaël Monod,
son fils,
Claude Soullillet et Jeannette Ribouton,
ses sœurs,
Paul Ribouton,
son frère,
Les familles Monod et Soullillet,
Pierre Creniault,
Ses proches et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, de

Anne-Marie MONOD,
née RIBOUTON,

survenu à Paris, le 2 mars 2001.

Un service d'action de grâce sera célébré au temple de l'Eglise réformée de Clamart, 43, rue du Moulin-de-Pierre, le vendredi 9 mars, à 17 h 30.

« Mes yeux ont vu le Roi,
l'Eternel des Armées. »
(Esaïe 6/5)

68, rue Pierre-Brossolette,
92140 Clamart.

– Paris. Cannes.

M. Elie Ouanounou,
son père,
M^{me} Catherine Ouanounou,
son épouse,
Ses enfants,
Ses oncles, tantes, cousins, cousines,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part de la perte subite de leur cher et regretté

Alain OUANOUNOU,

survenue le dimanche 4 mars 2001.

Les obsèques auront lieu le jeudi 8 mars, au cimetière parisien de Pantin, à 10 h 30, entrée principale.

– Dominique et Michel Barles,
sa fille et son gendre,
Bruno et Sabine,
ses petits-enfants,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Juliette RINGOT,
née COURTOIS,

officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 2 mars 2001, à Aix-en-Provence.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

43, parc des Lilas,
chemin de l'Espéro,
13090 Aix-en-Provence.

– Le président de l'université Paris-Sorbonne (Paris-IV),

La directrice de l'UFR de latin,
Ainsi que toute la communauté universitaire de Paris-IV-Sorbonne,
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. le professeur
Guy SERBAT,**
professeur émérite à l'UFR de latin.

M^{me} Renée TENGER

a été rappelée à Dieu dans sa quatre-vingt-quinzième année, le 23 février 2001.

Une messe sera dite à son intention en l'église Saint-Pierre de Neuilly (chapelle d'en haut), le vendredi 9 mars, à 18 heures précises.

M^{me} Robert Tenger,
6, rue Bellanger,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Remerciements

– Madeleine Vignes,
son amie,
Francine et Daniel Billon,
ses enfants,
Toute sa famille,
Ses ami(e)s,
infiniment émus par tous les témoignages d'amitié reçus après le décès de

Madeleine COLIN,

remerciement de tout leur cœur toutes celles et ceux, syndiqué(e)s ou non, militant(e)s, personnalités et organisations qui, en s'associant à leur chagrin, ont rappelé avec gratitude, émotion ce que leur avait apporté Madeleine Colin : « Elle fait partie de notre vie, de notre histoire et de ce qu'il y a eu de meilleur dans notre combat. »

Ils ont rendu hommage à sa chaleur humaine, à son intelligence, à la militante qui, pour les droits des femmes dans tous les domaines de la vie, n'a jamais cessé de se battre pour faire accepter le féminisme dans le mouvement syndical.

Le 8 mars 2001.

(Voir *Le Monde*
daté 26-27 janvier 2001.)

Conférences

– Les Forums du champ lacanien reçoivent l'écrivain Gérard Macé pour une conférence intitulée : « **L'amour du nom propre : un désir de reconnaissance** », le jeudi 8 mars 2001, à 21 h 15, au 118, rue d'Assas, Paris-6^e.
Tél. : 01-56-24-22-56.

Conférences de l'Etoile :

– Le mercredi 14 mars, à 20 h 30 : « **Qu'est-ce que le protestantisme ?** », avec les pasteurs A. Houziaux et L. Pernot.

Et ensuite : quatre débats contradictoires, quatre jeudis de suite, à 20 h 30 :

– « **La vie éternelle, peut-on y croire ?** », le 15 mars, avec le Père C. Geffré et le pasteur L. Schweitzer ;

– « **Jésus-Christ est-il Dieu ?** », le 22 mars, avec le pasteur R. Picon et le Père Stan Rougier ;

– « **Si Dieu est bon, pourquoi le mal ?** », le 29 mars, avec les professeurs H. C. Askani et H. Blocher ;

– « **Dieu existe-t-il vraiment ?** », le 5 avril, avec le professeur L. Gagnebin et le pasteur S. Oberkampff.

Au temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e.
Libre participation aux frais.

Cinquième cycle de conférences-débats au temple d'Orléans :

« **Citoyenneté, identité et universalisme** ».

Mercredi 7 mars : Thomas Römer (doyen de la faculté de théologie de l'université de Lausanne) : « **L'Ancien Testament légitime-t-il un "droit du sol" ou un "droit du sang" ?** ».

Mercredi 14 mars : Michel Bertrand (président de l'Eglise réformée de France) : « **Protestantisme, citoyenneté et laïcité** ».

Mercredi 21 mars : Antoine Prost (historien, professeur émérite à l'université Paris-1) : « **Que signifie être français aujourd'hui ?** »

Mercredi 28 mars : Emile Mallet (directeur de la revue *Passages*) : « **Jeunesse et citoyenneté** ».

Mercredi 4 avril : François Scheer (ambassadeur de France) : « **La citoyenneté, vision française, vision allemande, vision européenne** ».

Entrée libre, participation aux frais.

Nominations

– **Olivier Bourgeois**, directeur technique de Publiprint - Le Progrès, entre au comité opérationnel de l'IFRA comme représentant pour la France.

Agé de trente-six ans, Olivier Bourgeois, ingénieur et titulaire d'un DESS de gestion et de management, actuellement directeur technique de Publiprint (régie publicitaire du groupe Le Progrès), a été nommé pour trois ans représentant pour la France au sein du comité opérationnel de l'IFRA.

Ce spécialiste des flux de production et des transferts numériques de publicité proposera des sujets de recherche et des

SPORTS L'Olympique lyonnais a battu le Bayern Munich (3-0), mardi 6 mars, lors d'une rencontre comptant pour la 5^e journée de la deuxième phase de la Ligue des cham-

pions, écrivant ainsi l'une des plus belles pages de son histoire. ● SIDNEY GOVU, auteur de deux buts, a été le héros de la rencontre. Cet attaquant de vingt ans, titularisé en

raison de la suspension de Steve Marlet, a décidé tardivement de se consacrer au football et a connu depuis lors une progression fulgurante. ● LYON occupe actuellement la

troisième place de son groupe, derrière le Bayern et Arsenal, mais conserve une chance de se qualifier pour les quarts de finale de la Ligue des champions. Pour cela, il lui faudra aller s'im-

poser sur le terrain du Spartak Moscou, mercredi 14 mars. ● DANS LE GROUPE D, le tenant du titre européen, le Real Madrid, et Leeds sont assurés de leur qualification.

L'Olympique lyonnais et son prodige Sidney Govou touchés par la grâce

L'OL - à l'image de son jeune attaquant, auteur de deux buts - a réalisé un match de référence en infligeant une sévère défaite au Bayern Munich (3-0) en Ligue des champions et préservé ainsi ses chances de qualification pour les quarts de finale

LYON

de notre envoyé spécial

La capacité à ne « pas se poser de questions » est chose précieuse dans le football moderne. Malgré son jeune âge et son peu d'expérience des rencontres de haut niveau, Sidney Govou a démontré, mardi 6 mars au stade Gerland de Lyon, qu'il excellait dans cet art si singulier de la spontanéité.

Face au Bayern Munich, dans le cadre de la deuxième phase de la Ligue des champions, cet attaquant de vingt ans a réalisé un match comme il n'est pas souvent donné d'en vivre aux footballeurs des clubs français en coupes européennes. Sidney Govou a marqué deux buts, aux 13^e et 20^e minutes de la rencontre ; il a également été à l'origine du troisième but de son équipe, inscrit par Pierre Laigle à vingt minutes du coup de sifflet final. Le public lyonnais, dont la réputation de froideur n'a d'égale que son exigence, a scandé son nom.

Quel songe éveillé a vécu Sidney Govou pendant 83 minutes, jusqu'à son remplacement par Patrick Loko ? « Je ne sais pas ce qui m'a pris, racontera-t-il en évoquant son second but. Moi qui, d'habitude, tire peu souvent en direction de la cage, j'ai pris la décision de frapper, comme ça, sans réfléchir. » Enroulé de l'intérieur du pied droit, son ballon s'est logé dans la lucarne gauche du gardien Oliver Kahn. C'est exactement au même endroit, sept minutes plus tôt, que



PATRICK GARDIN/AP

Sidney Govou (à droite), l'attaquant de l'Olympique lyonnais, a fait passer une mauvaise soirée au défenseur international français du Bayern Munich Willy Sagnol.

Sidney Govou avait placé la sphère de cuir. Une frappe à bout portant, consécutive à un centre en retrait du Brésilien Sonny Anderson, n'avait pas laissé la moindre chance au portier international allemand, récemment désigné meilleur joueur à son poste, derrière Fabien Barthez.

Sans les règlements inflexibles

de la Ligue des champions, Sidney Govou n'aurait probablement jamais connu autant de gloire, mardi soir à Gerland. La suspension de l'attaquant titulaire Steve Marlet, pour deux cartons jaunes reçus lors des précédents matches européens de l'OL, avait conduit Jacques Santini à aligner d'entrée son jeune joueur. Les circonstances ont donné raison à l'entraîneur lyonnais.

capables de le rattraper une fois qu'il est lancé », a renchéri le milieu de terrain Philippe Violéau.

A l'image de ses accélérations, le destin de Sidney Govou, prénommé ainsi en référence à l'acteur noir américain Sidney Poitier, défille à toute allure. Fils d'un footballeur béninois ayant évolué en division 3, au Puy-en-Velay (Haute-

La fiche technique

OL. LYON - BAYERN MUNICH : 3-0

Ligue des champions 5^e journée de la 2^e phase-Gr. C

• Stade Gerland ; Temps doux et humide ; bonne pelouse ; 39 460 spectateurs ; arbitre : M. Jol (Pb)

BUTS

LYON : Govou (13^e et 20^e) ; Laigle (71^e)

AVERTISSEMENTS

LYON : Govou (8^e, jeu irrégulier) ; Laigle (27^e, jeu irrégulier) ; Deflandre (45^e, jeu dangereux) ; Coupet (63^e, jeu irrégulier)

MUNICH : Linke (44^e, jeu dangereux) ; Salihamidzic (69^e, protestation) ; Effenberg (86^e, jeu dangereux)

LES ÉQUIPES

OLYMPIQUE LYONNAIS

(entraîneur : Santini) :

Coupet • Deflandre ; Caçapa ; Bréchet ; Delmotte • Violéau ; Linarès ; Dhorasoo (Malbranque, 87^e) ; Laigle • Anderson (cap., Chanelet, 76^e) ; Govou (Loko, 83^e).

BAYERN MUNICH

(entraîneur : Hitzfeld) :

Kahn • Sagnol ; Kuffour (Jancker, 69^e) ; Andersson ; Linke ; Tarnat • Jeremies (cap.) ; Effenberg ; Salihamidzic (Scholl, 71^e) • Paulo Sergio ; Elber.

Loire), il n'a entrevu que tardivement l'opportunité de devenir joueur professionnel. Il avait en effet déjà dix-huit ans lorsque l'OL lui a proposé de quitter le Puy pour rejoindre son centre de formation. L'histoire raconte que Sidney Govou a longuement hésité avant de boucler sa valise : le football ne l'intéressait que moyennement.

Titulaire d'un bac S, il se voyait plutôt devenir kinésithérapeute ou professeur d'éducation physique. A Lyon, quelques mois seront suffisants aux formateurs de l'OL pour transformer le petit milieu de terrain en attaquant. Il débute en D1 en janvier 2000 à Auxerre. Réalise un doublé, deux mois plus tard, en Coupe de France face au Red Star. Est appelé par Raymond Domenech en équipe de France Espoirs. Rien ne freinera dès lors la progression galopante de ce joueur aux qualités d'exploisivité dignes d'un coureur de 100 m.

Si son invraisemblable prestation, mardi, a largement contribué à ce qui sera désormais considéré comme le match de référence de l'histoire européenne de l'Olympique lyonnais, il y a fort à parier, cependant, que l'équipe de Jacques Santini l'aurait emporté sans son prodige, tant sa domination fut grande dans tous les secteurs du jeu. Engagé dans quatre compétitions différentes (championnat de France, dont il occupe la quatrième place, Ligue des champions, Coupe de France et Coupe de la Ligue), l'OL est actuellement pris dans un cercle vertueux : chacun de ses matches semble meilleur que le précédent. L'absence de quatre titulaires - Steve Marlet, Marc-Vivien Foé, Patrick Müller, suspendus, et Edmilson, retenu en équipe du Brésil - n'a pas entravé, mardi soir, cette marche folle.

S'il veut atteindre les quarts de finale de la Ligue des champions, l'OL devra s'imposer sur la pelouse du Spartak Moscou, mercredi 14 mars, lors de la dernière rencontre des matches de poule. Entre-temps, il aura eu l'occasion de descendre de son nuage en rencontrant l'équipe amateurs de Fontenay-le-Comte (CFA), en huitièmes de finale de la Coupe de France, samedi 10 mars. « Le football est merveilleux le soir de la victoire, mais il impose une remise en cause permanente », a rappelé le président lyonnais, Jean-Michel Aulas. On verra, en passant du Bayern à Fontenay, si l'OL est un grand club. »

Frédéric Potet

Le Real Madrid et Leeds United qualifiés

Les jeux sont faits dans le groupe D de la Ligue des champions, où le Real Madrid et Leeds United se sont attribués les deux billets pour les quarts de finale. Le duel entre les deux clubs, qui a tourné à l'avantage des Espagnols - les tenants du titre ont gagné à Madrid (3-2) -, n'aura donc servi qu'à désigner le vainqueur du groupe.

Il n'en est pas de même dans le groupe C, relancé par la victoire de l'Olympique lyonnais, qui a pris l'avantage à la différence de buts sur son adversaire du jour, le Bayern Munich. Dans l'autre rencontre du groupe, mardi, Arsenal a péniblement battu le Spartak Moscou (1-0), grâce à un but inscrit par l'international français Thierry Henry à la 82^e minute. Tout se jouera mercredi 14 mars, une victoire des Lyonnais à Moscou (le Spartak est d'ores et déjà éliminé de la compétition) étant synonyme de qualification pour les quarts, et ce quel que soit le résultat de la rencontre entre Arsenal et le Bayern Munich. Tout autre résultat éliminerait les hommes de Jacques Santini.

« DÉMARRAGE FOUDROYANT »

Sidney Govou, qui n'a derrière lui qu'une trentaine de matches de D1, n'a eu de cesse de semer la panique dans la défense bavaroise. L'effronté a multiplié les appels de balle, a pris le dessus dans les duels aériens malgré sa taille moyenne (1,75 m) et a subi un nombre important de brutalités sans broncher ni jamais faire de cinéma. « Il est exceptionnel », ont répété plusieurs de ses coéquipiers. « Son démarrage, sur quelques mètres, est foudroyant. Je connais peu de défenseurs qui sont

Les résultats

Ligue des champions (2^e phase, 5^e journée)

● Groupe C

O. Lyon. (Fr.)-B. Munich (All.) 3-0
Arsenal (Ang.)-Spartak (Rus.) 1-0

Classement :

1. Bayern Munich, 10 pts ;
2. Arsenal Londres, 8 ; 3. Olympique lyonnais, 7 ; 4. Spartak Moscou, 3.

Prochaine journée (mercredi 14 mars) : Bayern Munich-Arsenal et Spartak Moscou-Olympique lyonnais.

● Groupe D

R. Madrid (Esp.)-Leeds (Ang.) 3-2
L. Rome (It.)-Anderlecht (Bel.)2-1

Classement :

1. Real Madrid, 13 pts ;
2. Leeds United, 9 ; 3. Lazio Rome, 4 ; 4. Anderlecht, 3.

Prochaine

journée (mercredi 14 mars) : Leeds United-Lazio Rome et Anderlecht-Real Madrid. Les deux premiers de chaque groupe sont qualifiés pour les quarts de finale.

L'athlétisme français étale ses dissensions et ses incertitudes au grand jour

SI L'ON VEUT bien considérer que la Fédération française d'athlétisme (FFA) a décidé de jouer à fond la transparence, la conférence de presse qu'a donnée Robert Poirier, le nouveau directeur technique national (DTN), mardi 6 mars, à Paris, dans les locaux de la FFA, a été une totale réussite. La situation au sein de la Fédération, durement secouée par le « zéro médaille » des Jeux de Sydney, y est en effet

apparue en plein jour : ambiance de psychodrame, divorce entre l'ancienne équipe technique, toujours en place, et les nouveaux dirigeants, flou des intentions et des discours...

Entré en fonctions lundi 5 mars, Robert Poirier, cinquante-huit ans, ancien coureur de 400 m haies, conseiller technique dans les cabinets d'Alain Calmat en 1984 et de Frédéric Bredin entre 1991 et 1993 au ministère de la Jeunesse et des sports, a la réputation d'un homme carré et autoritaire. C'est justement pour « resserrer les boulons » au sommet de l'athlétisme français que Bernard Amsalem, le nouveau président de la FFA, a fait appel à lui.

Las ! Des divergences sont apparues dès les premiers jours entre le président et son DTN. « Il existe entre eux un problème de communication évident », assure un cadre de la Fédération. Ces difficultés se sont manifestées mardi à travers l'absence de réponses précises données aux questions posées aux deux hommes.

Lors de cette conférence de presse, Robert Poirier devait dévoiler une partie de l'équipe appelée à l'épauler dans sa tâche. Finalement, seul le nom de Jean-Claude Perrin, soixante-cinq ans, ancien entraîneur de saut à la perche, a été lâché. Il sera chargé d'une mission d'animation de l'équipe de France qui s'achèvera au mois de septembre.

Ces difficultés pour constituer une équipe s'expliquent notamment par le refus de Robert Poirier de se couler dans le moule défini

par l'ancienne équipe dirigeante. Après l'échec des Jeux de Sydney, le comité directeur de la FFA avait voté un projet courant sur la période 2001-2004, projet avalisé par le ministère de la jeunesse et des sports. Bernard Amsalem s'était engagé lors de son élection à appliquer ce projet, qui prévoit notamment la présence aux côtés du DTN d'un directeur du haut niveau, « véritable patron des athlètes ».

RETRAIT DE PIERRE QUINON

Ce profil avait suscité un certain nombre de candidatures, parmi lesquelles celle de Pierre Quinon, champion olympique de saut à la perche en 1984, semblait la plus avancée. Or les contacts entre Robert Poirier et Pierre Quinon ont abouti au retrait de ce dernier. On comprend mieux les raisons de cette marche arrière à la lecture de l'organigramme présenté par le nouveau DTN. Le poste de directeur du haut niveau en a disparu et y est remplacé par deux postes aux contours aléatoires placés sous l'autorité directe du DTN.

Robert Poirier n'a d'ailleurs pas fait mystère de sa conception de son poste : « Le DTN sera le responsable unique, ainsi que le sélectionneur unique. J'assumerai donc seul les choix qui auront été faits. » En attendant d'imposer sa marque, Robert Poirier va devoir gérer une situation ubuesque : les contrats d'une partie de l'équipe technique sortante courent en effet jusqu'en juin, voire pour certains jusqu'en septembre.

Or le divorce est prononcé entre l'équipe de Richard Descoux, l'an-

cienn DTN, qui officiera une dernière fois du 9 au 11 mars à l'occasion des Mondiaux en salle de Lisbonne, et Robert Poirier. Quand, mardi, ce dernier a affirmé que toutes les portes restaient ouvertes, une voix s'est élevée dans le fond de la salle. « C'est faux », s'est exclamé Jean-Claude Vollmer, l'adjoint de Richard Descoux. Tu nous as dit clairement hier que l'équipe de Richard Descoux n'avait plus sa place dans le nouvel organigramme. »

Lundi 4, Robert Poirier avait reçu un à un les cinq plus proches collaborateurs de Richard Descoux. Chacun d'entre eux était sorti défait du bureau du nouveau DTN en affirmant avoir compris être « viré ». « C'est n'importe quoi », s'enflamme Robert Poirier à l'évocation de cet épisode. Malheureusement, le nouveau DTN s'est montré incapable d'expliquer ce qu'il comptait faire d'un François Pépin, qui entraîne une vingtaine d'athlètes - dont la finaliste olympique du 100 m haies Nicole Ramalalanirina et l'espoir du 400 m Marc Raquil - et qui affirme avoir compris que son contrat (qui vient à échéance le 30 juin prochain) ne sera pas reconduit.

Quoi qu'il en soit, ce n'est qu'après les championnats du monde d'Edmonton (3 au 12 août) que la nouvelle équipe technique pourra se mettre en place. Il lui restera alors moins de deux ans pour préparer les championnats du monde suivants, que Paris et le Stade de France accueillieront en 2003. L'athlétisme français aime visiblement la difficulté.

Gilles van Kote

Le nouveau visage du GP du Midi Libre

LE COMITÉ d'organisation du Grand Prix cycliste du Midi libre a présenté, mardi 6 mars à Paris, le parcours de la 53^e édition de cette épreuve. Comme l'a indiqué le nouveau président du directoire du groupe Midi libre, Noël-Jean Bergeroux, « depuis la prise de contrôle du Midi libre par le groupe Le Monde, nous nous sommes beaucoup interrogés avant de décider de maintenir l'organisation de cette course. Se posaient à nous deux questions : financière - puis-je cette activité perdait beaucoup d'argent - et éthique ». Il faisait référence à ce sport. Sur le premier point, les organisateurs affirment être parvenus à l'équilibre grâce à l'arrivée de nouveaux par-

tenaires, dont le groupe Médéric, spécialisé dans la protection sociale et complémentaire, et le constructeur automobile Fiat.

Sur le second point, Gérard Morax, président du comité d'organisation, a annoncé une initiative commune à la Société du Tour de France, au comité d'organisation du Critérium du Dauphiné libéré et au comité d'organisation du Grand Prix du Midi libre : une charte éthique qui sera dévoilée à la mi-avril. « Parallèlement à cela, nous allons développer des actions pédagogiques auprès des jeunes cyclistes amateurs de la région, en collaboration avec La Française des jeux et le ministère de la jeunesse et des sports », a-t-il souligné.

L'épreuve se disputera comme chaque année quelques semaines avant le départ du Tour de France, du 22 au 27 mai, et se courra en six étapes. En s'élançant de Gruissan, sur la côte languedocienne, pour descendre vers le Roussillon avant de remonter par Pézenas sur les hauteurs du Minervois et de la Lozère, la course respecte son parcours habituel. « Nous accueillons 18 équipes, dont Deutsche Telekom, CSC-World on line ou Lampre, mais surtout huit équipes françaises », s'est réjoui Roger Bène, président d'honneur du Grand Prix.

Yves Bordenave

Un journaliste à vélo

Les organisateurs du GP du Midi libre ont annoncé l'initiative d'Eric Fottorino, rédacteur en chef au Monde, qui prévoit de participer à l'épreuve. Il compte s'aligner au départ de chaque étape, une heure avant les coureurs mais en suivant le même tracé. En compagnie de 4 juniors, il tentera d'accompagner le plus loin possible le peloton professionnel. « C'est une idée folle, a précisé l'intéressé, qui ajoutera : chaque soir après l'étape, j'écrirai une page dans Le Monde. »

DÉPÊCHE

● VOILE : le maxi-catamaran Innovation-Explorer barré par Loïck Peyron a pris, mardi 6 mars, la 2^e place de The Race, la course autour du monde en équipage et « sans limite », en 64 jours 22 h 32 min et 38 s.

ANYWAY.com

Comparez. Voyagez.

VOLS AR* taxes aéroport comprises

Londres	820F
Lisbonne	1490F
Copenhague	1690F
Miami	2300F
Le Caire	2310F
San Francisco	2450F
Los Angeles	2450F
Pékin	3680F

0 825 008 008
www.anyway.com
3615 ANYWAY*

*Prix par personne à partir de, susceptible de changement sans préavis. Pour la validité, nous consulter. Céd. S.A. RCS Paris 8391482452. Lic. 075960011 **0,99€/min ***2,23€/min

La Commission européenne veut accroître et concentrer l'effort de recherche

BRUXELLES

de notre bureau européen

Un « sursaut » en faveur de la recherche. C'est le souhait de la Commission européenne qui propose d'affecter au 6^e programme-cadre de recherche et développement technologique (PCRD), couvrant la période 2002-2006, un budget de 17,5 milliards d'euros (environ 115 milliards de francs), soit une augmentation de 17 % par rapport au programme en cours.

Les ministres de l'éducation et de la recherche des Quinze, réunis samedi 3 mars à Uppsala (Suède), ont approuvé les objectifs généraux du prochain programme-cadre. Ils n'ont toutefois pas fait preuve de la même unanimité au sujet des priorités thématiques et financières. A ce stade du processus communautaire, de telles divergences sont traditionnelles : les Etats membres réagissent en fonction de leurs propres priorités et ils savent qu'il est encore temps de peser sur les décisions. L'adoption définitive du 6^e PCRD n'interviendra en effet qu'au printemps 2002, une fois que le Parlement européen et le Conseil se seront prononcés. Or l'expérience montre que les ministres ont tendance à « doucer » les ambitions budgétaires de la Commission et du Parlement.

« LES EMPLOIS D'APRÈS-DEMAIN »

S'agissant des finalités, la vision n'est pas remise en cause. Il s'agit de conduire l'Europe sur la voie de « l'économie de la connaissance la plus prospère et la plus concurrentielle du monde », selon l'engagement des Quinze lors du sommet de Lisbonne, en mars 2000. Une promesse qui, pour se réaliser, doit se traduire par un investissement de recherche nettement accru. L'effort moyen de recherche de l'Union ne représente que 1,8 % de son PIB, contre 2,8 % pour les Etats-Unis et 2,9 % pour le Japon. Et les écarts se creusent : le différentiel entre les dépenses totales de recherche publique et privée américaines et européennes est passé de 12 milliards d'euros en 1992 à 60 milliards d'euros en 1998.

« Si le progrès technologique crée les emplois de demain, la recherche crée ceux d'après-demain. Les tendances actuelles risquent donc d'influencer négativement l'évolution de l'emploi en Europe dans les années à venir », insiste le commissaire européen chargé de la recherche, Philippe Busquin. Même si le PCRD n'est qu'un instrument parmi d'autres – il ne représente que 5 % environ du total de l'effort public civil de recherche des Quinze –, il a un effet d'entraînement sur les politiques nationales. L'origine du retard de l'Europe sur les Etats-Unis et le Japon est connue : « La fragmentation des efforts, l'isolement et le cloisonnement des systèmes nationaux de recherche, la disparité des régimes réglementaires et administratifs ont des conséquences qui aggravent les effets du moindre investissement global », souligne la Commission.

Ainsi, les projets européens n'atteignent pas souvent la masse critique nécessaire pour les hisser à la hauteur de la concurrence mondiale. D'où le choix de concentrer les aides financières du prochain programme-cadre sur sept domaines prioritaires : génomique et biotechnologies pour la santé (2 milliards d'euros) ; technologies de l'information (3,6 milliards d'euros) ; nanotechnologies, matériaux intelligents et nouveaux procédés de production (1,3 milliard d'euros) ; aéronautique et espace (1 milliard d'euros) ; sûreté alimentaire et risques sanitaires (600 millions d'euros) ; développement durable et changement planétaire (1,7 milliard d'euros) ; enfin, « gouvernance » et rôle des citoyens dans la « société européenne de la connaissance » (200 millions d'euros).

La Commission veut également aider les chercheurs à collaborer plus étroitement, augmenter leur mobilité et rendre l'Europe « plus attrayante » pour les scientifiques de haut niveau.

Laurent Zecchini

Les naturalistes français sont menacés d'extinction

La Société française de systématique s'inquiète pour sa discipline, qui consiste à observer, décrire et classer les espèces animales et végétales. Ce travail, indispensable à la sauvegarde de la biodiversité, est aujourd'hui privé de chercheurs et de moyens

La profession de naturaliste, florissante au temps de Linné ou Cuvier, est aujourd'hui en déshérence. Le rôle de la systématique – observer, décrire et classer l'infinie diversité des espèces – reste pourtant indispensable à

la connaissance du vivant, et plus encore à la sauvegarde de la biodiversité de la planète. La Société française de systématique (SFS), créée en 1985 pour enrayer ce déclin, vient une nouvelle fois de se mobiliser pour tenter

de convaincre les pouvoirs publics de l'urgence d'une relance de cette discipline essentielle. En France, comme dans les autres pays industrialisés, la solution préconisée par les experts passe, avant tout, par un effort

majeur de formation, ainsi que par une réorganisation du cadre conceptuel des recherches menées dans ce domaine. Une thérapie lourde qui demanderait, pour être mise en œuvre, une réelle volonté politique.

LE 24 MARS 2000, la revue *Science* publiait la séquence intégrale du génome de la mouche de vinaigre *Drosophila melanogaster* : 160 millions de paires de base, soit la composition biochimique des 13 600 gènes qui constituent son programme biologique. Paradoxe : il ne reste aujourd'hui, en Europe, que deux spécialistes en activité capables de comparer et d'identifier avec précision les 3 000 espèces connues de mouches drosophiles.

De même, les experts en acariens – micro-arthropodes du sol se comptant, eux aussi, par milliers d'espèces – sont en voie de disparition. Le dernier spécialiste des méduses exerçant en France atteindra dans trois ans l'âge de la retraite... On pourrait ainsi, à l'envi, multiplier les exemples de la paupérisation qui frappe la profession de naturaliste – ou de « systématique », comme on la désigne aujourd'hui. Une déshérence contre laquelle la Société française de systématique (SFS) a décidé, une fois encore, de tenter de lutter, en organisant à l'Institut de France (Paris), mardi 27 février, une journée de débats sur les moyens à mettre en œuvre pour tenter de renouveler cette discipline.

Son rôle ? Observer, définir et classer l'infinie diversité du monde vivant (environ 1,5 million d'espèces recensées à ce jour, sur un total peut-être dix fois supérieur). « Toute la biologie risque, à court terme, d'être privée de sa dimension descriptive et historique si la biologie comparative appliquée à la classification et à l'évolution des êtres vivants venait à disparaître. Or nous sommes aujourd'hui sur ce chemin », constate la profession. Pour lutter contre ce courant, favorisé notamment par la formidable explosion de la génétique, la SFS fut créée en 1985. Forte d'environ 550 membres, elle avait déjà lancé, en 1989, un signal de détresse à

La plupart des espèces sont en voie d'appauvrissement ou de disparition, à une vitesse mille à dix mille fois supérieure à celle des grandes périodes géologiques d'extinction

l'adresse des pouvoirs publics : un Livre blanc dans lequel était soulignée la nécessité de recruter « instantanément » de jeunes chercheurs, afin de pallier un vide de génération de plus en plus criant.

Depuis, le mal ne fait qu'empirer. Et l'urgence à le traiter ne fait que croître. La Convention internationale sur la biodiversité, signée en juin 1992 à l'issue du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, l'a souligné plus que jamais auparavant : sous la pression conjointe de l'urbanisation, de l'industrialisation et de l'agriculture intensive, la plupart des espèces sont en voie d'appauvrissement ou de disparition, à une vitesse mille à dix mille fois supérieure à celle des grandes périodes géologiques d'extinction. Réglementer, à l'échelle mondiale, la gestion des ressources naturelles est donc devenu une nécessité impérieuse. De leur diversité, seule garante d'une marge de manœuvre suffisante en cas d'importants changements (notamment climatiques), dépend en effet notre alimentation future. Et donc, à terme, la survie de nos descendants.

Dans ce contexte, comment expliquer la persistante agonie d'une discipline aussi indispensable, par sa fonction classificatoire même, à toute action de sauvegar-

de de la biodiversité ? Pourquoi ce déclin, similaire dans tous les pays industrialisés, est-il si difficile à enrayer, au point d'avoir poussé l'Académie des sciences à présenter au ministre de la recherche, en octobre 2000, un rapport de 250 pages (*Systématique : ordonner la diversité du vivant*, Editions TEC & DOC) sur ce thème ? C'est que la situation, ainsi que le développe longuement ce rapport, est plus nuancée. Et, du même coup, plus perverse.

La systématique, en effet, ne se résume pas à la taxinomie, c'est-à-dire à l'inventaire, la description et la dénomination des espèces vivantes. Elle se consacre également à l'étude des liens de parenté ainsi qu'aux mécanismes de l'évolution. Or ce dernier axe de recherche, que les spécialistes qualifient de « biosystématique », a connu ces vingt dernières années des avancées considérables. Un bond en avant qui, loin de profiter à la taxinomie, l'a au contraire reléguée au rayon des antiquités.

« La biosystématique, par les développements successifs des

méthodes phylogénétiques, de l'informatique et des techniques de la biologie moléculaire, a totalement renouvelé notre vision du monde vivant, et ses résultats sans cesse renouvelés imprègnent de plus en plus la recherche en biologie. En revanche, la taxinomie, tout aussi nécessaire du point de vue sociétal, s'est trouvée abandonnée par les pouvoirs publics et une grande partie de la communauté scientifique », souligne l'Académie des

sciences. Un antagonisme « stérilisant » qu'il est indispensable de dépasser pour assurer l'avenir de la recherche en systématique, ainsi que « la qualité du service qu'elle rend à la société ».

La lutte contre cet « handicap taxinomique », que la Convention de Rio appelait déjà à tenter de combler, passe avant tout par un effort majeur de formation. « Pendant vingt-cinq ans, la systématique a formé des jeunes sans bourses ou

allocations de thèse. L'effort est devenu plus efficace dans les années 1990, mais le nombre de bourses de thèses dévolues à des formations doctorales en systématique reste très insuffisant », martèle Simon Tillier, chercheur au Muséum national d'histoire naturelle et directeur de l'Institut de systématique.

Réorganiser l'enseignement, intensifier le recrutement d'informaticiens, mais aussi repenser la recherche « pour améliorer le cadre conceptuel dans lequel nous percevons le vivant » : la thérapie préconisée par les experts français, valable pour la plupart des pays européens, ne sera ni légère ni facile à mettre en œuvre. Pour devenir effective et contrebalancer les tendances, « très fortes dans la communauté universitaire, à ne retenir que ce qui est scientifiquement « rentable » à très court terme », elle exige une réelle volonté politique à l'échelle nationale, voire internationale. Il en va de l'avenir de la biologie et de celui de la vie sur Terre.

Catherine Vincent

Le Monde
MARS 2001

MUNICIPALES TRENTE ET UN MAIRES PHOTOGRAPHIENT LEUR COMMUNE. **TRENET** CARTES POSTALES D'EPOQUE POUR CHANTER SA DOUCE FRANCE. **SIRVEN** IMAGES RETROUVEES APRES SON ARRÊTATION AU JAPON. **STAR WARS** LES NOUVELLES ARMES AMÉRICAINES DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE. **BALTHUS** HOMMAGE AU GRAND PEINTRE DES FORMES ET DES LUMIÈRES.

LIRE ET VOIR
ET AUSSI... KABILA : CES ENFANTS-SOLDATS QUI L'ONT ASSASSINÉ. KILIMANDJARO : LES NEIGES NE SONT PLUS ÉTERNELLES. RUGBY : AU BANQUET ANNUEL DES PILIERS DU XV DE FRANCE. CLUB MED : LE TEMPS DES CASES ET DES PAILLOTES. DELORS ET HAVEL : PLAIDOYER POUR LA GRANDE EUROPE. PARIS : PHOTOS DE CANDIDATS EN CAMPAGNE.

L'œil des femmes sur le combat des femmes

Waris Dirie est mannequin vedette. Elle est née en Somalie et comme des dizaines de millions de femmes dans le monde, elle fut excisée. Elle incarne le combat contre les violences et les injustices dont les femmes sont victimes. Pour *Le Monde*, de grandes photographies illustrent ce dossier.

N° 5

Étiquette 158 78 - Suisse 1 05 - Luxembourg 148 8
Hors : 30 08 - Canada : 85 cas

M 5009 - 5 - 20,00 F

20 F

MAGAZINE MENSUEL - 20 F



Zigzags en Macaronésie

de notre envoyé spécial
« Bienvenue en Macaronésie ! »
Au débotté, à Angra do Heroísmo, Funchal, Horta ou Vila Baleira, l'hôtesse portugaise emploie donc le terme phytogéographique adéquat.

De l'archipel du Cap-Vert (ex-colonie portugaise, indépendante en 1975) à celui des Açores (région autonome portugaise) en passant par les Canaries (provinces espagnoles) et Madère (deux îles portugaises autonomes) se dispersent en « Médatlantique », du Sénégal et jusqu'au Portugal, quelque trente « confettis » flottants répartis en quatre « tribus ». Leur souche volcanique est adoucie par une triple influence océano-méditerranéotropical. Voici, selon l'historien, « la Méditerranée océane » ; d'après le poète, « les vestiges de l'Atlantide » ou « les débris des Hespérides ». Bref, la Macaronésie !

Ce micro-univers, aujourd'hui ibérophone, abritant deux millions et demi d'îliens sur quelque 15 000 km², était *terra nullius* (sauf les Canaries, où vivaient les Guanaches, cousins des Berbères, bientôt exterminés ou assimilés) lorsqu'il fut découvert ou redécouvert, par

Des Açores à Madère via Porto Santo, une volée d'îles ibériques jouent à l'Atlantide en peaufinant chacune ses particularités. A parcourir en bateau, en voiture et surtout à pied

étapes, durant le premier tiers du XV^e siècle, par des navigateurs européens, dont le Normand Jean de Béthencourt.

Un minicontinent insulaire vide d'hommes mais non point de faune et surtout de flore : la Macaronésie, compte tenu des apports botaniques luso-hispaniques puisés dans le monde quasi entier, forme maintenant le plus spectaculaire jardin exotique de la planète. Et cela sous un climat éternellement clément, évidemment plus sec au Cap-Vert, plus humide aux Açores ; fréquentable toute l'année si on accepte de jouer sur le clavier des sous-climats locaux.



Les naturalistes, les simples amateurs d'arbres, fleurs, fruits et autres mousses et lichens, surtout s'ils marchent, sont à leur affaire ; l'ambulation est le meilleur moyen de visiter l'intérieur des archipels – même si Voltaire et Anatole France qualifient la marche de « premier des plaisirs insipides »...

Pour se réjouir l'esprit, les yeux, le palais, les promeneurs n'ont qu'à sauter d'une île à l'autre ; ou bien, aller, en la même île, le matin sur une restanque projetant au-dessus du vide *cedro-do-mato* indigène ; ou manguié acclimaté ; l'après-midi, dans une grasse prairie à vaches, isolée de la route par un

épais rempart d'hortensias dont le goût déplaît heureusement aux bovins. L'alchimie agreste macaronésienne est infinie.

LE POTAGE DU SAINT-ESPRIT

En dehors de quelques secteurs littoraux très et quelquefois trop « aménagés » à Funchal (tourisme d'élite) et aux Canaries (tourisme de masse), la ruralité maintient sinon son hégémonie du moins ses rythmes et ses us.

Tout doit être observé avec attention car chaque île, parfois chaque îlot, a ses idiotismes, ses politesses, sa pointe d'accent, ses recettes de soupe (dont celle du Saint-Esprit)

Carnet de bord

■ **TRANSPORT.** Air Portugal (tél. : 08-02-31-93-20) : vol direct hebdomadaire Paris-Funchal AR à partir de 1 960 F (298 €) ; vol quotidien avec escale pour les Açores, AR à partir de 2 165 F (330 €). Corsair-Nouvelles Frontières (tél. : 08-25-00-08-25) : charters pour la Macaronésie sauf le Cap-Vert. Les liaisons maritimes et aériennes inter-îles variant, se renseigner sur place ou à l'Office portugais du tourisme en France.

■ **HÔTELS ET RESTAURANTS.** A Funchal, au Reid's (tél. : 08-00-136-136), chambres à partir de 1 250 F (190 €) ; près d'Angra do Heroísmo, à la Quinta do Martelo (tél. : 295-642-842), chambre, petit déjeuner et auto à partir de 650 F (99 €) ; à Angra-centre, le *residencial Monte-Brazil* (tél. : 295-212-440) a des chambres simples et modernes à partir de 365 F (55 €). Cuisine populaire cossue au café-restaurant Lagoa, à Lajes do Pico : repas avec poisson à partir de 65 F (10 €).

■ **VOYAGISTES.** Top-Îles (dans les agences de voyages) propose à Madère 7 nuits en 3-étoiles, à partir de 3 570 F (544 €) ; idem avec randonnées pédestres à partir de 6 190 F (943 €) ; également séjours à la carte aux Açores, à Porto Santo, au Cap-Vert. Euro-Pauli (tél. : 08-26-80-33-03), outre Madère, programme les Açores à partir de 5 600 F (853 €) pour 7 nuits en 3-étoiles. Lusitania (tél. : 01-42-89-42-99) offre aussi des prix intéressants pour les archipels macaronésiens sauf les Canaries. Pour l'observation en mer des cétacés aux Açores, s'adresser au voyageur lyonnais Atalante (tél. : 04-72-53-24-80) qui a aussi des bureaux à Genève, Chamalières et Paris.

■ **SITES.** A Funchal, la *Casa-Museu Frederico de Freitas*, notamment pour ses collections de zelliges de la Perse à la Macaronésie. Tél. : 291-22-05-78. A Lajes do Pico, le *Museu dos Baleiros*. Tél. : 292-672-276. Dans l'île Fayal, aller au Capelinhos, le petit jeune volcan des Açores, surgi de l'océan en 1957-1958 et rattaché à la côte par sa propre lave.

■ **LIVRES.** *Madère, plantes et fleurs*, d'Antonio da Costa et Luis de Franquinho, Ed. Ribeiro, Funchal (cette flore en six langues est vendue par les librairies madéranes) ; *Vivre à Madère*, de Jacques Chardonne, Grasset. *Gros temps sur l'archipel* de V. Nemésio, La Différence.

■ **INFORMATION.** Office portugais du commerce et du tourisme à Paris, tél. : 01-56-88-30-80 et Internet www.portugalinside.com.

EVASION
Publicités

AFRIQUE DU SUD "images d'Afrique"
Spécial vacances de Pâques
10 jours/7 nuits **9 270 F TTC**
Pour découvrir "Le Cap, la région de Durban, le Swaziland, le Parc Kruger et la région de Blyde River Canyon".
Vol au départ de Paris + 7 nuits en chambre double, en hôtels 3* et Rest Camp. Base chambre triple : **8 570 F TTC**
Places disponibles les 15/04 et 22/04/01. Autre départ possible : 08/04/01 avec suppl.
Directours
www.directours.com
3615 Directours (21) (mi) et **01.45.62.62.62**
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 av. Champs-Élysées Paris 8e.

HAUTES-ALPES
Votre Séjour en QUEYRAS dans des Logis de France
Plus haute commune 2040 m.
Site classé, chalets du XVIII^e
Piscine, tennis, bainé, jeux d'enfant
300 jours de soleil par AN
ST-VERAN Hôtel **BEAUREGARD****
☎ 04.92.45.86.86
Site : www.hotelbeauregard.fr
1/2 Pension à partir de **230 F**
ARVIEUX Hôtel*** et Résidence dans ferme Traditionnelle et mobiliers anciens
Pied des pistes, Piscine, Hammam
en Queyras **La FERME de l'IZOARD*****
1/2 Pens. à partir de **318 F** Résidence **2420 F**
☎ 04.92.46.89.00. Site : www.laferme.fr

Club Aventure
RANDONNÉES-VOYAGES
Voyages pour Actifs de Nature
90 pays, 200 itinéraires
CATALOGUE GRATUIT AU
0 803 306 032
www.clubaventure.fr
18 rue Séguier, 75006 Paris

Islande
EXCEPTIONNEL !
Buena Vista Social Club en Concert
Forfaits 2 ou 3 nuits à partir de
2690 FTTC
*départs les 29 ou 30 avril 2001 - prix soumis à conditions.
ICELANDAIR
01 44 51 60 51 - www.icelandair.fr

Compagnie Italienne de Tourisme
PÂQUES A FLORENCE
du 13 au 16 avril 2001
2 516 F ttc
Hôtel Delle Nazioni 2*
Avion spécial Paris/Bologne/Paris, transferts aéroport/centre ville/aéroport, logement en hôtel 2* base chambre double et petit-déjeuner.
Rens. et inscript. n° AZUR 08 10 00 70 70 ou dans toutes les agences de voyages
www.citvoyages.com - Email : citv6@citvoyages.com

NOUVELLES FRONTIÈRES
nouvelles-frontieres.fr
les premiers **prix**
MARRAKECH 1437 F
BARCELONE 999 F
ROME/VENISE 1 126 F
LA CORSE 1 205 F
PALMA 1 240 F
MONASTIR 1 365 F
FORT DE FRANCE 2 914 F
POINTE A PITRE 2 914 F
LA REUNION 3 787 F
REP. DOMINICAINE 3 895 F
PRIX TTC PAR PERSONNE
TOUTES TAXES ET REDEVANCES COMPRIS
PAYABLES EN FRANCE, SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS SANS PREAVIS
SOUS RÉSERVE DE DISPONIBILITÉ
VOLS ALLER RETOUR
DÉPART DE PARIS
À CERTAINES DATES
c'est l'affaire d'un coup de fil
Indigo 0 825 000 825
0.98 FTTC/mn

JURA
Vacances scolaires HOME D'ENFANTS / JURA
(900 m altitude près frontière suisse)
Agrément jeunesse et sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII^e, confort. 2 ou 3 enfants par chambre sdb et wc. Pleine nature. Accueil volon. Limité à 15 enfants idéal en cas de 1re séparation. Ambiance familiale, possibilité accompt depuis Paris TGV. Activités : VTT, jeux collect., peint. s/bois, tennis, poney, init. échecs et théâtre, fabrication du pain. Tél. : **03-81-38-12-51**

PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE
APPELEZ LE :
01.42.17.39.63

HAVAS VOYAGES EN LIGNE
0 825 VOYAGE
ou composez le 0 825 869 243 (0,98 FTTC/mn)
4 945 FTTC*
LE SÉNÉGAL
D'UN SIMPLE COUP DE FIL
SEJOUR 9 JOURS / 7 NUITS
En village club 3 étoiles, en pension complète, vols inclus.
* Exemple de prix par personne, à certaines dates, soumis à conditions. Nous consulter. Prix établis le 01/03/01.
3 515 FTTC*
LA CRÈTE
AU BOUT DU FIL
SEJOUR 8 JOURS / 7 NUITS
Dans un village club 3 étoiles, en pension complète, vols inclus.
* Exemple de prix par personne, à certaines dates, soumis à conditions. Nous consulter. Prix établis le 01/03/01.
HAVAS VOYAGES
ON IRAIT BIEN AVEC VOUS www.havasvoyages.fr



La baie de Porto-Pim, à Horta, aux Açores, est fréquentée par des plaisanciers français qui se mêlent aux îliens, descendants des colons luso-flamands du XV^e siècle (en haut, page de gauche). A Pico, les fils des baleiniers se sont souvent reconvertis dans l'observation des cétacés. Ils n'en continuent pas moins de célébrer le carnaval en costumes traditionnels (au milieu, page de gauche). En contrepoint des jardins hyperflorissants de Funchal, la côte madérane aligne aussi d'après falaises où s'accrochent des routes jadis taillées à même le roc (ci-dessus).

PHOTOGRAPHIES J.M.NAVIA/VU

préférant ce vin de braise aux plus fameux madères. Le premier cep des Açores venait-il de Chypre ou de Sicile ? On ne sait plus trop. En revanche, les insulaires latins aiment s'étendre sur le rôle agricole déterminant joué ici par « les immigrés flamands », dépêchés il y a cinq siècles par une infante portugaise mariée à un Capétien bourguignon, possesseur des Flandres.

A Horta, chef-lieu de l'île Fayal, sur les quais modernes ou à l'enfumé Café Sport, ce sont des patronymes français, plutôt que bru-

geois ou gantois, que l'on entend depuis que ce port a été élu par les plaisanciers, chaque saison plus nombreux à voguer entre Antilles et métropole.

UN MÈCÈNE ÉCOLOGISTE

Tabarly a en ces lieux son profil, suprême honneur local, sculpté dans une défense de cachalot. Jusqu'à l'application par Lisbonne, à partir de 1987, des interdits internationaux visant à sauver différentes races de baleines, leur chasse artisanale sur de frères barnyques fut, depuis 1876, l'une des

ressources et des fiertés îliennes. L'usine de Pico, où l'on exprimait naguère la terrible huile de foie de morue, joue maintenant au (fastidieux) musée didactique.

Nous lui préférons les neuf kilomètres de sable semoule, sans apprêt, de « la plus longue plage d'Europe », à Porto Santo, satellite de Madère, qu'on rejoint d'un coup d'aile en vingt minutes, à partir de Funchal, si on ne veut pas attendre le bateau. Découverte en 1418 par l'explorateur lusitan Zarco, Porto Santo eut plus tard le privilège de marier la fille de son gouverneur à Christophe Colomb et on y a conservé la bonne grosse maison ocre où, avant l'aventure « vers les Indes », le couple Colomb nagea dans le bonheur.

Entre sa bibliothèque Gulbenkian, son distributeur flambant neuf de préservatifs, devant lequel des dévotes se signent, son supermarché aux couleurs de l'Union européenne et ses deux ou trois hôtels de famille, Vila-Baleira donne envie de lunes de miel, de refuge pour écrire ses mémoires, pour échapper à sa société. S'aérer signifie ici pister des lapins de garenne (sans myxomatose). En se dirigeant avec son

fusil vers les pentes broussailleuses du Monte-Facho, on tombe sur la blanche Notre-Dame-de-Grâce, où, vers 1530, le « prophète » Nunès remporta un tel succès qu'il fut à deux doigts de supplanter le christianisme santonéen.

Madère, elle, a toujours préféré les célébrités de bon aloi, depuis deux siècles qu'elle en attire des flopées, de Napoléon (en escale forcée, il est vrai) à Churchill, mué en peintre du dimanche, via Rilke, le docteur Schweitzer ou le comte de Barcelone. C'est en 1836 qu'un pauvre mousse écossais, Reids, misa sur la fortune hôtelière de Funchal. L'énorme masse rouge du Reid's Palace, sorte de Potala maritime, régulièrement agrandi, est entre-temps devenu l'indéboulonnable symbole de la ville.

« UNE FAUTE DE GOÛT » ?

Ne pas séjourner au Reid's est-il « une faute de goût », comme l'affirment les snobs ? Fuyant les publicistes, les dernières souveraines d'Autriche, Sissi puis Zita, lui préférèrent en tout cas des quintas enfouies sous la végétation. Tristement, mourut dans l'une de ces demeures agrestes, sur les hauts de Funchal, à trente-cinq ans, en 1922, Charles de Habsbourg, ultime empereur-roi austro-hongrois.

Les monarchistes viennois en pèlerinage auprès de ses restes remarquent depuis quelque temps dans les parages une vive animation. Ce sont les visiteurs affluant vers le labyrinthe jardin tropical, accroché à coups de millions en surplomb de Funchal par le mécène écologiste madéran Joé Berardo. On trouve là, entre des zelliges bleus et des portiques chinois laqués rouge, résumant l'aventure lusitan outre-mer, toute la foison végétale, endémique ou importée, de la Macaronésie.

Enfants sages et retraités cultivés mais aussi le voyageur ordinaire, lassé de compulser son guide, trouvent en cette aimable jungle comme une bouffée de Cythère. N'est-ce pas d'ailleurs ce que représente un peu pour le Vieux Continent ce proche semis d'îles euro-africaines, à l'abri jusqu'ici des turbulences mondiales ?

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Week-end « cidre » en Pays basque

Chaque année à partir de la mi-janvier, le Pays basque voit s'ouvrir, côté espagnol, la saison du cidre. Un rituel qui se prolonge jusqu'à la fin du mois d'avril, entre Saint-Sébastien et Hendaye, où les cidreries – des auberges souvent en pleine campagne – servent un breuvage maison tiré directement des barriques. Au menu : morue, viande rouge, fromage de brebis et noix. Concentrés autour d'Astigarraga, ces établissements ont vu leur réputation franchir les montagnes et ils attirent, chaque week-end, Basques du Nord mais aussi Landais et visiteurs de passage. Au point que, pour pouvoir répondre à la demande (de 7 à 8 millions de litres par an), ces tavernes à l'atmosphère familiale ajoutent aux pommes de leurs vergers celles importées de Normandie et de Bretagne.

Autour de Bayonne, le cidre fait un retour en force après plusieurs siècles d'oubli. Longtemps en bonne place dans le paysage, le pommier avait, sur le versant français des Pyrénées, disparu des collines basques. Depuis 1990, une poignée de pionniers, dont quelques agriculteurs sou-



cieux de diversifier leur production, se sont regroupés dans l'association Sagartzea (« la pomme-raie »). Et ils ont replanté des variétés traditionnelles : peatxa, eztika, arrissa et autres mamula. Les premières récoltes ont permis à la coopérative Eztigar (« cidre doux ») d'élaborer, avec l'aide de la cave vinicole d'Irouléguy, un cidre à l'arôme spécifique, brut ou demi-sec, plus suave que son frère du Sud mais moins sucré que son homologue normand. Située à Saint-Just-Ibarre, non loin de Saint-Jean-Pied-de-Port, cette coopérative a produit, depuis l'automne 2000, 40 000 litres, soit 50 000 bouteilles. Et le cap des 120 000 bouteilles devrait être franchi cette année. Sous le même label ont également été proposées, l'an dernier, 12 000 bouteilles de jus de pomme. Simultanément, plusieurs cidreries ont ouvert leurs portes à travers le Pays basque, qu'elles commercialisent du cidre élaboré sur place ou venu d'ailleurs. Dans tous ces restaurants, la façon de procéder est la même : on remplit à volonté son verre à la volée, à même le fût, en laissant au liquide qui jaillit du robinet le temps de s'oxygéner, ce qui lui donnera toute sa saveur. Il ne restera plus ensuite qu'à déguster magrets, truites, piments ou confits, assis autour de longues tables de bois où, dans une ambiance festive, on n'hésitera pas à donner de la voix.

de notre correspondant à Bayonne, Michel Garicoïx

★ Air France relie sept fois par jour Paris à Biarritz en 1 h 10 min. Compter environ 2 000 F (305 €) l'A/R. La coopérative Eztigar (64120 Saint-Just-Ibarre, tél. : 05-59-37-87-12) se visite du lundi au samedi. Parmi les restaurants-cidreries, citons Sagarmuin (14, allée Marines, 64100 Bayonne, tél. : 05-59-59-11-03), ouvert tous les soirs ; Aldakurria (64220 Lasse, tél. : 05-59-37-13-13), ouvert le soir les vendredis et samedis, et le dimanche à midi ; Txopinondo (17, Aguerria, 64122 Urrugne, tél. : 05-59-54-62-34), le soir les vendredis et samedis, sur réservation ; et Kamino Berri/Peio Beloqui (RN 10, 64700 Biriatiou, tél. : 05-59-20-66-25), tous les jours. Renseignements auprès de la Guilde du tourisme, au pied de la cathédrale de Bayonne (tél. : 05-59-46-37-05).

À tous prix

■ **100 F (15 €) : la semaine d'hébergement à Malte**, en mars, au Saint-George's Park, une résidence hôtelière sans prétention de 300 chambres, à 400 mètres de la mer, à Saint-Julians. Une offre liée à l'achat d'un vol Paris-Malte (ou Lyon-Malte) A/R avec Air Malta. Compter 1 735 F (265 €), hors taxes d'aéroport (212 F, 32 €), pour le billet le moins cher, soit, pour le vol et l'hébergement, 1 835 F (280 €) par personne, sur la base de deux personnes minimum. Renseignements au 01-34-25-44-71 et sur Internet (www.tch-voyage.fr).

■ **À partir de 410 F (62 €) : un week « grandes marées »** dans la baie du Mont-Saint-Michel qui, avec Cancale, Saint-Malo et Dinard, sera le théâtre, les 11 mars et 9 avril, des marées d'équinoxe. Le « marnage » (différence entre haute et basse mer) devrait être supérieur à 12 mètres et les conditions, idéales, pour une fructueuse pêche à pied sur la grève. Prix par

personne avec une nuit au Beau Rivage (« 2 étoiles »), au Vivier-sur-Mer, en chambre double et demi-pension, avec une balade accompagnée dans la baie. Renseignements auprès de Loisirs Accueil (tél. : 02-99-78-47-51).

■ **15 555 F (2 372 €) : la transhumance des gnous en Tanzanie**, à travers le parc national du Serengeti. Une horde sauvage qui s'étire sur 40 kilomètres et à laquelle se mêlent zèbres et gazelles, en route vers la réserve de Masai Mara, au Kenya. Une spectaculaire migration à vivre dans le cadre des safaris programmés, les 16 et 30 mars, par STI Voyages, au départ de Nairobi. Prix par personne (base double), de Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice ou Toulouse, pour 9 jours/7 nuits en lodges haut de gamme et pension complète avec les transports en minibus et 4 x 4, et les vols sur Sabena. Renseignements dans les agences de voyages et au 01-55-37-23-45.

Flaminio de Meudon-la-Forêt

Pêcheur, viticulteur, alpiniste, guide francophone et lusophone, le jeune quadra Flaminio Alberto Costa a passé quinze ans de sa vie à Meudon-la-Forêt (Hauts-de-Seine). Un jour, il a décidé de quitter la France et son aéronautique, où il avait un bon poste, et de se réinstaller aux Açores, en famille, dans sa maison natale de l'île Pico, sosie de L'île noire d'Hergé. En peu de temps, il en est devenu l'une des figures grâce à un mélange réussi d'énergie et de traditionalisme. Dans son bourg de Sao Mateus, entre une escalade du volcan et une virée océanique, il participe aux vendanges avec les autres vignerons et encourage les garçons à fouler eux-mêmes le raisin. Ils ne le font plus pieds nus mais en bottes de caoutchouc. « Il n'est pas sûr que ce soit un progrès ! » Mais de la lointaine Bruxelles fument sans cesse des « directives hygiéniques ou autres ». En fait des « ordres » car, depuis 1994, les Açoriens, et on le leur rabâche assez, ont coûté chaque année 2 245 euros per capita à l'Union européenne, contre 1 203 euros par Canarien et 1 332 euros par Antillais....

VOYAGES

sur les routes de la soie

D'Istanbul à Pékin en passant par Palmyre et Persepolis, Samarkand et Kashgar, Pagan et Angkor, Orients vous emmène sur les routes de la soie, de l'or, des parfums, des épices... et vous propose des voyages culturels accompagnés par des spécialistes.

Grands périple...

- IRAN 15 j. : 15 980 F
- BIRMANIE 19 j. : 18 300 F
- CHINE :
 - Pics célestes 19 j. : 19 700 F
 - Le train de la soie 18 j. : 20 300 F
- ... ou petites fugues
- OUBÉKISTAN 8 j. : 9 990 F
- PEKIN 9 j. : 4 990 F

prix à partir de

Orients
sur les Routes de la Soie
29, rue des Boulangers - 75005 Paris - Tél. 01 40 51 10 40
E-mail : infos@orient.com - Internet : www.orient.com

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

souhaite recevoir gracieusement la brochure Orients.

La Corse La Compagnie

NOUVELLES LIGNES, NOUVEAUX NAVIRES, NOUVEAUX PRIX

à partir de

490 F

2 personnes + véhicule
Aller / Retour

Taxes et droits 148 F = 710 F TTC

3615 Corsica Ferries - 11790 Le Vendreuil
ou dans votre agence de voyages Tél. : 0803 095 095

www.corsicaferrries.com

corsica ferries

L'autre compagnie pour la Corse

Offrez votre carte GO YOUT

OPÉRA Les représentations de *K...*, de Philippe Manoury, débutent le 7 mars à l'Opéra-Bastille, à Paris, après six semaines quasi ininterrompues de répétitions. Cet « opéra en

douze scènes pour chanteurs, orchestre et électronique en temps réel est le deuxième commandé par Bastille à un compositeur français en activité, après la *Salambô* de

Philippe Fénelon en 1998. ● PHILIPPE MANOURY revendique pour son opéra « une esthétique de la fragmentation. Pas de transition entre les scènes, disparité des propor-

tions, variété des styles ». ● NÉ en 1952, le compositeur a joué un rôle considérable dans le développement de l'Ircam au cours des deux dernières décennies, comme en

témoigne les quatre volets de l'ensemble *Sonus ex machina*, référence dans le domaine de l'interaction entre sources acoustiques traditionnelles et ordinateur.

Le prétoire de Kafka dans la fosse de Bastille

Les représentations de « *K...* », « opéra en douze scènes pour chanteurs, orchestre et électronique en temps réel », débutent le 7 mars après six semaines de répétitions intensives sous l'œil de son auteur, Philippe Manoury

DANS L'ENTRÉE des artistes de l'Opéra-Bastille, ils sont quelques-uns à attendre, serrant contre eux le programme de *Parsifal*, si chèrement conquis l'avant-veille. « *Est-il déjà arrivé ?* », demande anxieusement l'un d'eux. Non, Plácido Domingo, qui chante en ce moment le rôle-titre de l'opéra de Wagner, n'est pas arrivé. On a juste entrevu la silhouette discrète de Philippe Manoury allant rejoindre les répétitions de *K...*, son opéra, deuxième création mondiale commandée par Hugues Gall après la *Salambô* de Philippe Fénelon, en mai 1998. Le « procès » peut commencer.

Tout est en place pour l'italienne (répétition des voix et de l'orchestre sans mise en scène) qui conclut six semaines de travail quasi ininterrompu. Travail en trois dimensions (la fosse, le plateau, la régie) et en trois langues (français, allemand, anglais). Sur le plateau, l'effervescence gagne au fur et à mesure que les quatre-vingts musiciens de l'orchestre s'installent dans le « prétoire de la fosse » tandis que les chanteurs prennent de part et d'autre leur siège d'accusé. Pendant ce temps, régisseurs et techniciens, sentinelles

Un musicien cosmopolite

Né en 1952, le compositeur Philippe Manoury étudie avec Gérard Condé, Max Deutsch, Michel Philipot et Ivo Malec. Admirateur de Boulez et de Stockhausen, il est cependant persuadé « que l'on apprend à composer seul ». Dès 1974, *Cryptophonos* l'impose au monde musical. Bref séjour au Brésil (*Numéro 8 pour orchestre*) puis retour en France où il entre à l'Ircam en 1981. *Zeitlauf* en 1982 puis *Aleph* deux ans plus tard témoignent brillamment de cette orientation électroacoustique. En 1997, son opéra *60° parallèle* le consacre dans le domaine lyrique. Musicien cosmopolite, Philippe Manoury est aussi un pédagogue passionné - de 1998 à 2000, il a dirigé l'Académie de musique au Festival d'Aix.

en casques et portables, sillonnent l'espace du huis-clos. Bientôt, le « président du tribunal », Dennis Russell Davies, arrivera au pupitre. Vêtu de noir, sourire gourmand, la boule de son crâne rasé attirant les regards. Philippe Manoury a retiré son borsalino en cuir. Sorcier aux cheveux longs plongé dans la marmite de son immense partition d'orchestre, sans doute relit-il les éléments à charge. Sur les dossiers-partitions, on lit : « *K...*, opéra en douze scènes pour chanteurs, orchestre et électronique en temps réel », d'après *Der Prozess*, de Franz Kafka.

« PLUS PIANO »

La musique a commencé dans le grave des profondeurs, flux tendu sans hiatus entre parties instrumentale et électronique. Pas de signalétique particulière : planqué dans la fosse, c'est un clavier qui donne les départs à la régie. Déjà, les sbires ont procédé à l'arrestation de K., qui s'indigne - « *Du jamais vu !* » - et tente d'argumenter : « *Voici mes papiers !* » De temps à autre, on s'interrompt. Manoury se lève, vient au-dessus de la fosse et discute : « *Plus piano, toujours plus piano...* ». L'atmosphère est concentrée mais bon enfant. Sourires amusés lorsque K. mime d'un peu loin le baiser qu'il doit donner « comme un animal assoiffé » à la séduisante Fraülein Bürstner. Pendant près d'un heure et demie, les chanteurs se lèveront et se rassieront comme pour venir à la barre. Arrestation, banque, tribunal et bastonnade. L'atmosphère se détend franchement : « *Cette trique fait donc si mal ?* », demande K. pendant que fugiteux et percussions rythment les hurlements du malheureux. Tout le monde rit ; sonnent les cloches enregistrées de la cathédrale Svatù Vit à Prague.

Au tribunal. La « femme à la lessive », lubrique patente, s'active dans la salle désertée. Russell Davies se tourne vers les cuivres : « *Plus large ! A la Glenn Miller !* » A quoi un trombone répond par une esquisse jazzy. Dans un coin, imperturbable, juchée sur la musique comme sur une proie, la doublure de Susan Anthony chante tous les



LUC MAHOUD/OPÉRA NATIONAL DE PARIS

La mise en scène est d'André Engel, familier de Kafka au Théâtre national de Strasbourg.

rôles. Cette musique vous assignerait à demeure ; mais c'est la pause, et tout le monde s'envole vers les délices invariablement décriées de la cafétéria du septième étage !

Reprise. Les cordes ont à nouveau déballé les instruments de leurs boîtes décorées d'ex-voto - amours, famille... Les neuf petites

TROIS QUESTIONS À...

PHILIPPE MANOURY

1 Après *60° Parallèle*, créé en 1997 au Châtelet, pour quoi avez-vous accepté de composer un second opéra pour l'Opéra-Bastille ?

Autant *60° Parallèle* se fondait sur la continuité d'un temps réel « interprété » sur scène, autant *K...* adopte une esthétique de la fragmentation. Pas de transition entre les scènes, disparité des proportions, variété des styles. La musique a approfondi ma perception du livre. Au-delà de l'absurde et du cauchemardesque, de la préfiguration du totalitarisme, il m'est apparu dans une dimension quasi théologique. La loi, métaphore religieuse, agit en nous. Mais elle est vécue comme un désir érotique. Jamais Joseph K. ne songe à s'y soustraire. On ne sait de quoi il est accusé, s'il

est coupable ou innocent. Mais je le crois volontiers coupable.

2 Quelles sont pour vous les spécificités de l'opéra ?

La transposition d'un mode de pensée ou d'un art à un autre m'a toujours excité. Les impératifs dramatiques ou tout simplement l'intelligibilité du texte opèrent un gauchissement sur l'écriture musicale. Il faut s'adapter, être efficace. Les éléments narratifs induisent la progression dramaturgique - une situation en apparence banale qui prend des proportions extravagantes. Musicalement, j'ai écrit d'une seule trame : l'électronique produit les mêmes harmoniques que l'orchestre, mais l'autre apporte le son dans la salle, brisant la représentation frontale traditionnelle de l'opéra.

3 Aujourd'hui, Kafka pourrait-il vous faire un procès ?

ce sol bécarre qui s'obstine à aller vers le dièse et commande : « *Je veux un sol bécarre pour demain matin.* » Dans l'orchestre, ça commence à se relâcher un peu côté percussions : la matinée tire à sa fin et la musique n'a pas ménagé leur attention.

Rendez-vous trois jours plus tard

J'avais d'abord envisagé *Lumière d'août*, de Faulkner, mais des problèmes de droits... « kafkaïens » m'ont orienté vers Kafka. Une fois le livret élaboré par Bernard Pautrat et André Engel, je me suis mis à la composition. On se téléphonait, on s'écrivait, on se voyait. Ensuite, on a enregistré une version chant-piano avec un mixage électronique - un « objet » sonore à partir duquel André Engel et Nicky Rieti ont pu travailler à la mise en scène et au décor. Si les mots appartiennent à Kafka, il s'agit bien sûr d'une relecture. Des personnages ont disparu, d'autres se sont tus. J'espère cependant ne pas avoir trahi l'intention comique du livre, cette manière de prendre une réalité et de la presser comme un citron jusqu'à obtenir le jus de l'absurde.

Propos recueillis par Marie-Aude Roux

pour le premier filage dans les conditions de la création. Les figurants arrivent par groupes, s'interpellent. « *Tu as pu avoir des places pour Domingo ce soir ?* » L'ombre grise de Manoury a filé vers le fond de la salle. Non loin de là, tassé sur son siège, se tient le vainqueur de l'inoubliable *Lady Macbeth de Mzensk* en 1992, le metteur en scène exhaustif de Kafka au Théâtre national de Strasbourg : André Engel, visage de conquistador lassé. Avec son dramaturge Bernard Pautrat, il a ramené à la raison (et ce, dans la langue allemande originale) un livret conçu « dans l'optique d'une errance de la machine judiciaire, autour de la notion de culpabilité ». Difficile d'imaginer que sur cette scène où l'on débat du cas de K., Domingo-Parsifal connaîtra ce soir la félicité caressante des filles-fleurs.

Hormis un problème de réglage du clavier électronique vite résolu, le filage se déroule sans obstacle. Russell-Davies note mentalement cette première scène qu'il fera reprendre tout à l'heure avec les seuls chanteurs. Dans la salle, Philippe Manoury sait qu'il faudra « *laisser plus de champ aux voix, repenser l'équilibre orchestral, repasser peut-être une nuit ou deux sur le dispositif de diffusion.* » Sur scène, tout est consommé. Les chœurs ont envahi l'espace de leur voix d'outre-monde. K. regarde venir vers lui deux hommes en redingote et haut-de-forme.

M.-A. R.

★ *K...*, de Philippe Manoury. Livret de Bernard Pautrat et d'André Engel, d'après Franz Kafka. Andreas Scheibner (K.), Susan Anthony (Leni), Eva Jenis (Fraülein Bürstner), Nora Gubisch (Die Frau), Nicolas Cavalier (Der Stellvertretende Direktor), Grégory Reinhard (Der Untersuchungsrichter), Kenneth Riegel (Titorelli), Orchestre et Chœurs de l'Opéra de Paris, Dennis Russell Davies (direction), André Engel (mise en scène). Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^e Bastille. Tél. : 08-36-69-78-68. A 19 h 30, les 7, 10, 12, 20, 23 et 27 mars. De 45 F (6,8 €) à 370 F (56,4 €).

De la recherche fondamentale à la suggestion imagée

CE QUE L'IRCAM doit à Pierre Boulez est connu de tous mais l'importance de Philippe Manoury dans le développement de ce temple de l'informatique musicale n'est généralement appréciée à sa juste valeur que dans le milieu professionnel. Pourtant, on pourrait presque écrire l'histoire de l'Ircam au cours des deux dernières décennies en ne considérant que la production de Manoury dans ses studios. Les quatre volets de l'ensemble *Sonus ex machina* (1987-1991) et leur complément vocal *En Echo* (1993-1994) ont, par exemple, valeur de référence dans le domaine de l'interaction entre sources acoustiques traditionnelles et ordinateur.

A l'origine de ces cinq œuvres se trouve le mathématicien américain Miller Puckette, concepteur scientifique à l'Ircam. Sa collaboration avec Manoury débouche sur des premières technologiques suscitées par les pièces inaugurales du cycle *Sonus ex machina*. En 1987, *Jupiter* (pour flûte et électronique live) devient la première composition mobilisant un dispositif entièrement en temps réel. L'année suivante, *Pluton* (pour piano Midi et électronique live) consacre la première utilisation du logiciel Max (inventé par Puckette) dont se serviront par la suite de nombreux compositeurs. Conjonction de ces deux expériences, *La Partition du Ciel et de l'Enfer* (pour flûte, deux pianos, ensemble et électronique live) approfondit notamment les recherches de Manoury visant à prendre en compte le phénomène de l'interprétation dans l'appoint électronique et déve-

loppe un concept personnel de « *partition virtuelle* » qui sous-tendra aussi la composition de *Neptune* (pour trois percussionnistes, dont deux au vibraphone Midi) et *D'En Echo* (pour soprano et électronique live, sur des poèmes érotiques d'Emmanuel Hocquart).

Musicalement, les cinq étapes de ce parcours d'anthologie traduisent une évolution vers un langage de plus en plus suggestif. Œuvre de pionnier qui voit la flûte piloter un vaisseau spatial aux allures de grandes orgues électroniques, *Jupiter* revêt l'élégance et la sérénité d'un tableau intemporel de type *Et in Arcadia ego*. D'une écriture tout aussi virtuose, *Pluton* coupe le souffle à la manière d'un édifice baroque animé par une infinité d'états transitoires. Œuvre de qualité cinématique, voire cinématographique, *La Partition du Ciel et de l'Enfer* est une création de démiurge dont l'éloquence orchestrale fait plus impression que le babil électronique. Avec ses inépuisables réactions en chaîne, *Neptune* évoque un équivalent sonore des Mobiles de Calder et trouve un parfait équilibre entre expérience et expression. Inscrit dans un environnement synthétique qui colle à la voix comme une robe moulante à un corps sculptural, *En Echo* conjugue enfin flamboyance technologique et naturel vocal pour atteindre une illusion fort dramatique que l'on retrouvera dans le rayonnement orchestral de l'opéra *60° Parallèle* et peut-être dans la contribution chorale de K...

Pierre Gervasoni

“SANS DOUTE LE PLUS BEAU FILM JAMAIS REALISE.”
RAY BRADBURY

UNE PRODUCTION STANLEY KUBRICK

2001: l'odyssée de l'espace

UN FILM DE STANLEY KUBRICK

TURNER ENTERTAINMENT CO. DISTRIBUE PAR WARNER BROS. (Transatlantic), Inc.

WARNER BROS. PICTURES AN AOL TIME WARNER COMPANY ©2001 Warner Bros. Tous droits réservés

EN 70mm, COPIE NEUVE, TIREE D'APRES LE NEGATIF
DANS SON FORMAT D'ORIGINE, SON 6 PISTES MAGNETIQUES DOLBY
EN EXCLUSIVITE AU GAUMONT GRAND ECRAN ITALIE
A PARTIR DU 7 MARS

“BREILLAT, SANS LIMITES. UN MAGNIFIQUE PLONGEON DANS L'INCONSCIENT DES ADOLESCENTES.”

LE MONDE

“BRILLANT, ÉMOUVANT, SOUVENT DRÔLE. SON FILM LE PLUS INCARNÉ.”

LIBÉRATION

Sélection Officielle Berlin 2001 en compétition

ANNAÏS REBOUK ROXANE MESQUIDA

LIBERO DE RIENZO ARSINÉE KHANJIAN ROMAIN GOUPIL

Laura Betti



À MA SŒUR !



un film de Catherine Breillat

www.amasœur.com

ACTUELLEMENT

Libération

Un « Othello » énergétique à la Biennale de Venise

Le metteur en scène lituanien Eimuntas Nekrosius se libère du texte pour une approche physique des sentiments

VENISE
de notre envoyée spéciale

A Venise, Shakespeare a chassé le carnaval. Les derniers confettis déprimaient entre les dalles de la place Saint-Marc quand s'est ouverte la Biennale de théâtre, sous une pluie de cinéma qui faisait le bonheur des vendeurs de parapluies à la sauvette. Le coup d'envoi a été donné vendredi 2 mars au Teatro Goldoni, où le metteur en scène lituanien Eimuntas Nekrosius présentait un *Othello* attendu avec ferveur par un public venu de toute la péninsule.

En Italie, Eimuntas Nekrosius est aimé d'un amour fou, qui lui est refusé en France, où très peu de ses spectacles ont été vus. Pour le metteur en scène Giorgio Barberio Corsetti, directeur artistique de la Biennale Théâtre, cela tient sans doute au fait qu'il accorde une présence énorme au corps et à l'image. « *La langue italienne est très jeune. Elle s'est formée après l'unité, et elle n'a jamais eu son Goethe. Sa vitalité est liée aux dialectes. La langue italienne est donc vivante quand elle s'inscrit dans l'expression des corps. Et cela, Nekrosius le fait.* » A sa manière, infiniment baltique, ancrée dans une langue très mystérieuse – le lituanien viendrait du sanscrit – qui, pour une oreille étrangère, fait résonner la langue de Shakespeare comme s'il s'agissait d'une rivière charriant des mythes et des pulsions.

CODES CORPORELS CLAIRS

Venise pleure, comme les murs de la ville, dans la mise en scène de Nekrosius, où de l'eau coule d'une porte de bois postée à l'avant-scène. Mais c'est la seule allusion à la Cité des doges, dont le Maure Othello ne porte pas le visage sombre attendu. Vladas Bagdonas, qui le joue, est un acteur historique de Nekrosius, une stature impressionnante au crâne rasé, amant torturé d'une Desdémone aux immenses jambes de danseuse (Egle Sporaike). Iago, quant à lui (Rolandas Kazlas), affiche une insolente jeunesse sportive et un visage digne d'un acteur de film d'Eisenstein. Avec Eimuntas Nekrosius, les codes corporels sont toujours clairs – ce qui lui permet d'aller plus avant dans l'obscurité des senti-

ments, qu'il fouille avec la rigueur d'un fossoyeur.

Othello dure quatre heures trente, et on y entend que des bouts de scène. La fidélité d'Eimuntas Nekrosius à Shakespeare passe par la liberté immense qu'il s'octroie avec le texte. Tout est fait de façon que la tension monte, par lentes vagues, vers des points de tension extrêmes et extrêmement physiques. Exemple ultime : le meurtre de Desdémone. Othello enserme de son bras le cou de Desdémone. Elle résiste, tombe à terre, se relève. Othello recommence, Desdémone résiste, le silence de leur lutte engendre l'angoisse, la scène se répète jusqu'au moment où Desdémone reste à terre. La durée de cette scène n'est pas fixée par Nekrosius, qui demande aux acteurs un investissement en accord avec la force des pulsions exhumées. C'est très impressionnant, et parfois magnifique.

Cet *Othello* était la seule production théâtrale de Shakespeare & Shakespeare – premier rendez-vous de la Biennale, qui a offert de la danse, des arts plastiques et du cinéma, jusqu'au 8 mars. On aurait aimé voir l'installation de Priscilla Monge, artiste costariquaise qui sculpte sur des pierres



Vladas Bagdonas, un acteur historique d'Eimuntas Nekrosius, joue le Maure Othello sur les planches vénitienes.

tombales des citations de Caliban, de *La Tempête*. Mais les bateaux transportant les œuvres n'ont pas atteint la lagune à temps. La danse était au rendez-vous, un sacré rendez-vous d'ailleurs, avec *Virus*, solo de Nigel Charnock, ancien de la compagnie britannique DV8. Quel *Virus* rongé Shakespeare ? Celui de la possession amoureuse, répond Nigel Charnock, qui s'est inspiré des *Sonnets* pour se lancer, à corps perdu et sur une musique *ad hoc* d'un quatuor en direct, dans un solo dansé, joué et chanté. Un *Virus* fiévreux, chaud, sexuel : une manière existentielle de consommer l'instant.

Pour le cinéma, la Biennale est allée chercher Shakespeare en Inde et en Allemagne, avec le *Hamlet*, de Svend Gade et Heinz

Schall (2021), joué par Asta Nielsen. Où l'on voit la reine de Danemark accoucher pendant que le roi est au combat. Elle espère un fils, c'est une fille. Et on annonce la mort du roi. La reine fait croire qu'elle a eu un fils. Et voilà que le roi revient. Hamlet grandit, va à Wittemberg où il blague avec Horatio et Fortimbras. A la mort de son père, elle revient à Elsenor, où Polonius essaie de lui refiler sa fille Ophélie. Mais Hamlet aime Horatio. Elle pleure devant sa mère : « *Je ne suis pas un homme. Je ne peux pas être une femme. Comment mon cœur peut-il aimer ?* » Brisons là : Shakespeare était décidément en pleine forme, à Venise.

B. Sa.

TROIS QUESTIONS À... GIORGIO BARBERIO CORSETTI

1 Pourquoi le premier rendez-vous de la Biennale Théâtre de Venise, dont vous êtes le directeur artistique, s'appelle-t-il Shakespeare & Shakespeare ?

Au cours des éditions précédentes, il y a eu plusieurs spectacles consacrés à Shakespeare, dont *Othello* présenté par Eimuntas Nekrosius sous forme d'esquisses successives. Avec la création de cet *Othello*, cette année, nous arrivons au terme d'un parcours. Nous avons jugé intéressant de réfléchir à la contemporanéité de Shakespeare, qui influe sur toute forme de représentation artistiques. C'est pourquoi nous avons bâti un programme où se croisent la danse, le cinéma, le théâtre et les arts plastiques.

2 Quels seront les autres points forts de la Biennale ?

Jusqu'en septembre, il y a aura plusieurs rendez-vous thématiques. L'un sera consacré à la culture tibétaine, un autre à la mise en scène – avec la nouvelle pièce de Botho Strauss mise en scène par Peter Stein, une création de Armando Punzo, un *Wozzeck* que je mettrai en scène. Le troisième rendez-vous se tiendra à l'Arsenal, qui sera transformé en campement, avec La Baraque Dromesko et le Circo Ardisson, un petit cirque du sud de l'Italie qui travaille sur *Les Géants de la montagne*, de Pirandello. Cette programmation étalée permet d'offrir du théâtre sur plusieurs mois.

3 Venise est-elle une ville pour le théâtre ?

Oui, sûrement. Le problème est qu'il y a peu d'habitants. C'est une ville effacée par les touristes. Elle

est tellement regardée qu'on a l'impression de ne plus pouvoir la regarder. Il faut réinventer Venise dans la tête des gens, en la faisant revivre, comme un atelier, à travers les artistes vivants. C'est pour cela que nous invitons des metteurs en scène – comme Eimuntas Nekrosius, Armando Punzo ou Marco Martinelli – à travailler sur la durée. Depuis trois ans, Armando Punzo, qui fait du théâtre avec les détenus de Volterra, dirige des stages ici. En août, il va créer son premier spectacle hors de la prison. La Biennale accompagne le jeune Marco Martinelli dans un travail de longue haleine sur Orlando. Elle l'aide également à trouver des coproducteurs. Ce rôle de relais est important. Il permet de créer des liens entre les jeunes créateurs et l'institution.

Propos recueillis par
Brigitte Salino

L'aventure cubaine de l'inclassable Luc Le Masne

Le Manacuba, nouvel orchestre du compositeur, joue en région parisienne

DANS les années 1980, le jazz en France comptait une dizaine de grands orchestres créatifs. A leurs têtes, Martial Solal, Denis Badault, Laurent Cugny, François Jeanneau, Antoine Hervé ou Luc Le Masne, compositeur et fondateur de Bekummernis, nom emprunté à la cantate 21 de Bach, *Ich Hatte viel Bekummernis*. Une aventure singulière par sa taille (une trentaine de musiciens), son instrumentation non canonique (bois et percussions en nombre), ses allers et venues dans le jazz, la chanson et la musique contemporaine. Classement au rayon « inclassable ».

On pouvait y entendre une manière de faire sonner l'orchestre vocalement, rappel des premiers pas musicaux de Le Masne (né le 26 mai 1950) dans des choeurs, un mélange des codes inventif, l'écoute de cultures d'ailleurs, en particulier du monde latino, que son nouvel ensemble Le Manacuba affirme. Un orchestre franco-cubain que va découvrir la région parisienne après Cuba.

« On n'a jamais bien su me situer, constate Luc Le Masne. A l'âge de vingt-trois ans, j'ai été littéralement appelé par le saxophone au travers d'Archie Shepp, Sonny Rollins, Ornnette Coleman ou Albert Ayler. J'ai arrêté médecine et suis parti en Europe en jouant un peu partout. De retour en France, j'ai participé à des groupes de rue, des fanfares, des collectifs d'improvisation, de rock. Mais pas vraiment en soliste sur le devant de la scène. Dans le jazz, c'est une position moins répétable. En ce qui concerne l'écriture, j'ai appris par mes erreurs, au coup par coup, en fonction des besoins de mes orchestres, pas par l'école théorique. »

C'est à la fin des années 1970 que Le Masne met en place Bekummernis. Il bénéficie de ses premières commandes, dont celle de l'Etat lors du centenaire de la naissance de Fernand Léger, en 1981. Plusieurs enregistrements deviendront des références de l'écriture orchestrale. Bekummernis disparaîtra en 1992. Trop lourd à gérer, trop coûteux. « *J'y avais mis énormément. Je voyais Beku comme une histoire sans fin. Le public était là, le regard critique nous était très favorable. Un temps je me suis refermé.* »

TROIS ANS DE TRAVAIL

Luc Le Masne passe à une forme plus légère, Terra Nova. On y retrouve des anciens de Bekummernis, des jeunes solistes devenus importants sur la scène actuelle : la clarinetiste Catherine Delaunay, le saxophoniste et clarinettiste Laurent Dehors, le batteur François Merville, le guitariste David Chevalier, le vibraphoniste Vincent Limouzin... Autre histoire arrêtée. Puis c'est un ensemble vocal, Anima, avant l'écriture d'un opéra, *Les Marimbas de l'exil*, grâce à une bourse de la Villa Médicis. Le Masne découvre le Mexique et l'histoire de la fondation de la ville de San Rafael par des viticulteurs venus de Franche-Comté, argument de cet opéra.

Un voyage à La Havane, en 1997, ramène l'envie de diriger une grande formation. « *Du temps de Bekummernis, le trompettiste Guillermo Fellowe envoyait mes disques à Cuba. Ils étaient étudiés par les musiciens. Bebo Valdes, le père de Chucho, qui a fondé Irakere,*

m'avait écrit qu'il entendait dans ma musique ce qu'il aurait eu envie de réaliser, la souplesse dans les mesures impaires, les racines européennes, le lien à l'expression populaire. » A Cuba, la logistique, les structures, l'administration apprennent la patience. Trois ans de travail et de négociations seront nécessaires avant la création du répertoire en public, en juin 2000, à La Havane et à Matanzas.

Le Masne a emmené des musiciens français sur l'île et a trouvé sur place des solistes enthousiastes et bosseurs, pour qui l'orchestre n'était pas uniquement la promesse d'un bon cachet. A l'Institut Superior de Arte de La Havane, Le Masne recrute aussi de jeunes instrumentistes d'un « niveau phénoménal ». Près de trente musiciens, moitié Français, moitié Cubains, forment, après quelques remaniements, la troupe de cette Manacuba festive et raffinée, étrangère aux modes qui ont mis la musique cubaine à toutes les sauces. « *J'espère faire vivre cet orchestre au moins quelques semaines par an*, explique Le Masne. Mais c'est clairement le dernier projet de cette envergure que je monte. » Pourtant, dans ses cartons il reconnaît avoir les premiers jets d'une symphonie.

Sylvain Siclier

★ Concerts : L'Apostrophe - Théâtre des Louvrais, Pontoise (Val-d'Oise), le 9 mars. Tél. : 01-34-20-14-14. Théâtre La Piscine, Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), les 10 et 11. Tél. : 01-46-61-36-67. La Cigale, Paris, le 12. Tél. : 01-49-25-89-99.

Menteries

par Pierre Georges

POUR CHANGER, un dessin. Un joli dessin de Ranson, dans *Le Parisien* ce matin. Un couple dans sa chambre à coucher, genre les Bidochon saisis par l'actualité. Lui à genoux, près du lit, soulève la couverture, voit des monticules de poussière, et, visiblement angoissé, dit : « *Il y a des moutons sous le lit, que faisons-nous ?* » Elle, allongée, lisant son journal, répond : « *On ne panique pas ! On procède d'abord aux examens !* »

Tout est dit. Pas de panique. Il peut arriver certains jours qu'on se sente très Bidochon et les moutons. Qu'on ait presque envie de sourire devant cette entreprise apocalyptique et grégaire d'éradication de la suspecte engeance ovine par le fer, le feu et la chaux vive. Qu'à force d'entendre sonner le tocsin partout et à longueur de journée, comme si désormais s'éveillaient des carillonneurs monomaniaques, on ne l'entende plus ce tocsin !

Trop d'alarmes tuent l'alarme. Et voici qu'un doute, fort peu scientifique on l'admet, nous saisit ! Et si, dans ces affaires de sécurité alimentaire qui sont devenues comme notre pain quotidien, tout le monde en faisait un peu trop dans la crainte de n'en point faire assez ? Tout le monde. A commencer par les médias qui, emportés par leur élan, auraient tendance à prendre une épizootie vieille comme l'agriculture pour l'apocalyptique peste et l'un des quatre cavaliers préposés.

Un doute, en effet. Et sans le moindre remords d'avoir pu, la veille, penser et écrire le contraire. Penser et dire « oui, c'est grave ». Penser et dire, le lendemain, « non, ce n'est pas si grave » ! Penser en somme comme

le balancier de l'horloge comtoise qui dit oui, qui dit non. Et qui finirait par dire je ne sais plus.

Notre doute, ce substantifique doute à voir tant de bestiaux mourir guéris de n'être point malades – on imagine en quelle estime les moutons et les vaches doivent tenir le principe expéditif de précaution ! – tient, ce jour, à deux raisons.

La première est que les journaux décidément sont pleins de menteries ! On a lu, entendu, que la fièvre aphteuse ne se transmettait pas à l'homme. Alors là, pardon ! Enfant à une époque où le lait n'était pas cubique, stérilisé, écrémé, mais plutôt pot-à-lait façon Perrette, crémeux et encore tiède de la tiédeur de la Blanchette, on se souvient fort bien d'avoir chopé, mais point volé, la fièvre aphteuse. Ou présentée comme telle par le médecin de famille. Avec pour seul effet et médication, de se retrouver la langue et les genives badigeonnées grave, façon bleu de méthylène !

Bien sûr lorsque l'on dit cela, à une jeunesse moderne ou sarcastique, on court le risque de passer pour très vieux ou très fou. Des séquelles en somme. Mais fort heureusement, et c'est notre deuxième raison, les radios, ces jours-ci, sont allées débusquer des vieux paysans blanchis sous le harnois. Des paysans avec suffisamment d'accent pour être crédibles. Et suffisamment de mémoire pour raconter. Eh bien, qu'ont-ils dit ces braves ? Rien qu'on ne sache. Que jadis, oui, la fièvre aphteuse sévissait, qui n'avait jamais tué personne. Que même les animaux, pour beaucoup, finissaient par s'en remettre. Et qu'à l'époque on n'en faisait pas tout un fromage !

Marylise Lebranchu propose aux magistrats une « réflexion profonde » sur la justice

Elle répond aux revendications des syndicats, deux jours avant la manifestation nationale de vendredi

LA MINISTRE de la justice, Marylise Lebranchu, a adressé, mercredi 7 mars, une lettre personnalisée aux 6 700 magistrats de France, dans laquelle elle appelle chacun d'entre eux à « une réflexion profonde sur l'organisation et le fonctionnement de l'institution judiciaire ». A deux jours d'une nouvelle manifestation de magistrats, vendredi 9 mars, qui réclament un « plan de sauvetage interministériel de la justice », la garde des sceaux reconnaît, dans son courrier, que nombre de magistrats « ressentent un sentiment de morosité, voire de découragement ». En réponse à leur demande de « remise à plat » du système judiciaire, M^{me} Lebranchu propose donc l'organisation, à l'échelle nationale, d'une réflexion collective sur « les missions du juge ».

Après une première manifestation, qui avait rassemblé 500 magistrats, le 19 janvier, devant le ministère de la justice, les juges n'ont pas décollé. Furieux de ne pas avoir été reçus par la garde des sceaux, qui assis-

taut à l'audience solennelle du tribunal de Morlaix, sa circonscription, les magistrats ont appelé à une nouvelle manifestation, le 9 mars, cette fois-ci devant l'hôtel Matignon. Dans un courrier adressé le 13 février à Lionel Jospin, l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) et le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) réclamaient une « remise à plat du système judiciaire et la redéfinition des missions essentielles de la justice », afin de « dégager des solutions permettant de sauver la justice de notre pays d'un naufrage annoncé ».

UN DÉBAT COLLECTIF

Après plusieurs semaines de silence, la ministre tente aujourd'hui de prendre au mot les magistrats en proposant, deux jours avant leur manifestation, un débat collectif. Dans son courrier, elle rappelle toutefois qu'« en quatre budgets (1998-2001) ce sont 729 postes de magistrats qui auront été créés, soit un accroissement de plus de 10 % des effectifs ». « Il est vrai que la justice, dans toutes ses

composantes, connaissait un vrai déficit structurel », poursuit M^{me} Lebranchu.

C'est ainsi qu'elle reconnaît que, « malgré les moyens accrus », bon nombre de magistrats « ressentent un sentiment de morosité, voire de découragement ». Pour la ministre, « les réformes législatives ont aussi accentué ce sentiment », notamment l'entrée en vigueur de la loi sur la présomption d'innocence, le 1^{er} janvier. « J'ai conscience de l'effort qui vous est ainsi demandé en ce début d'année », concède la ministre, pour qui il est temps, désormais, d'engager « une réflexion profonde sur l'organisation et le fonctionnement de l'institution judiciaire ».

Alors que le SM critique la manière « productiviste » dont est aujourd'hui rendue la justice – « toujours plus, toujours plus vite, toujours plus mal » –, la ministre précise que « nous devons conduire notre réflexion en l'inscrivant désormais dans une démarche de qualité et non pas seulement dans une logique de productivité ». M^{me} Lebranchu souhaite que ce

débat porte sur les « missions du juge de sorte que son activité soit recentrée sur le cœur de sa fonction : juger », mais aussi sur la carte judiciaire, la définition d'une justice de proximité et les moyens d'assurer « une plus grande participation des citoyens à la marche de la justice ».

Pour la garde des sceaux, « le débat qui s'ouvre, occasion d'un dialogue (...) franc et direct », devra associer les greffiers et fonctionnaires, les auxiliaires de justice (avocats, huissiers...) ainsi que les citoyens, « afin qu'ils puissent exprimer leurs attentes ». « Cette étape importante pour la rénovation de notre système judiciaire doit être abordée dans un esprit d'ouverture, afin de construire ensemble un grand service public de la justice ». Sans préciser si la réflexion collective qu'elle propose – dont les modalités ne sont pas encore définies – s'apparente réellement aux « états généraux de la justice », que les syndicats de magistrats appellent de leurs vœux.

Cécile Prieur

Plus de 1 500 jeunes au Train de l'emploi à Lille

LILLE

de notre correspondant régional David Duriez n'est pas près d'oublier sa visite au Train de l'emploi, mardi 6 mars, en gare de Lille.

Arrivé parmi les premiers le matin, cet étudiant en cinquième année de l'IESEG (Institut d'économie scientifique et de gestion) de Lille s'est retrouvé, quelques heures plus tard, dans les studios de France 3, en compagnie du directeur régional d'IBM, Xavier Révillon, pour commenter cette initiative du *Monde* et de trente-trois entreprises. « Nous avons eu un bon contact, commente M. Révillon. Je l'ai donc emmené pour l'intervention télévisée que je devais faire. Son comportement lors de cet exercice a confirmé mon impression : c'est un bon candidat que nous verrions bien consultant junior chez nous. » Rendez-vous a été pris pour un entretien plus approfondi et une embauche éventuelle.

Plus de 1 500 jeunes de la région sont venus, comme lui, déposer leur CV et se présenter aux recruteurs des entreprises, qui proposent au total 30 000 postes aux jeunes diplômés et jeunes cadres (de moins de cinq ans d'expérience) des onze grandes villes de France où le train s'arrêtera d'ici au 19 mars. Un sondage Sofres pour

Le Monde, rendu public à cette occasion, montre que 83 % des étudiants interrogés souhaitent travailler en province (*Le Monde* du 7 mars).

Ce souhait a de bonne chance d'être exaucé, si l'on en croit le bilan de l'année 2000 de l'économie régionale et les perspectives pour 2001 dévoilées mardi 6 mars à Lille : cette enquête, menée par la Banque de France et la chambre régionale de commerce et d'industrie, confirme la reprise de l'activité économique et souligne que, « pour la première fois depuis de nombreuses années, tous les grands secteurs de l'industrie créent des emplois » dans la région.

Le Train de l'emploi s'est arrêté, mercredi 7 mars, à Rennes. Selon le volet local du sondage de la Sofres, les jeunes Rennais interrogés estiment à 89 % que la diversité des formations proposées correspond à leurs attentes et, à 83 %, que les enseignements dispensés sont adaptés aux activités économiques de la région Bretagne. 71 % d'entre eux préfèrent travailler en province, et leurs premiers choix vont vers la grande entreprise (38 %) et la fonction publique (34 %). Prochaine étape du Train de l'emploi : Nantes, jeudi 8 mars.

Jean-Paul Dufour

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : une plainte contre la juge d'instruction Isabelle Prévost-Desprez pour « arrestation arbitraire » « menaces et intimidation » et « faux et usage », a été déposée, lundi 5 mars à Paris, par l'avocat du rabbin Haïm Chalom Israël que la magistrate avait fait arrêter à sa sortie de la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne) le 18 décembre 2000, alors que la cour d'appel venait d'ordonner sa libération, indique *Le Canard enchaîné* du 7 mars. Le 21 décembre, M. Israël avait de nouveau été remis en liberté, après que la chambre d'accusation eut considéré que son placement en détention était « fondé pour partie, sur un motif entaché d'inexactitude » et ne répondait pas « aux exigences légales » (*Le Monde* du 20 janvier).

■ **Un prêtre de Saint-Omer (Pas-de-Calais) a été condamné**, mardi 6 mars, à cinq ans d'emprisonnement dont trois avec sursis, pour des agressions sexuelles commises entre 1992 et 1995 sur trois garçons alors âgés de neuf à treize ans.

■ **SNCF** : une grève des cheminots de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, réclamant l'embauche massive d'agents, perturbait sensiblement le trafic SNCF mercredi dans le Sud-Est de la France.

Anticiper le changement vaut bien mieux que quelques solutions d'urgence.



La nouvelle économie impose des décisions rapides. Mais tout sacrifier à la mode de l'urgence peut entraîner de nombreux dégâts. Pour **Unilog Management**, mieux vaut prévenir que guérir. Nos 500 consultants en management vous aident à réfléchir sur les scénarios possibles d'évolution de votre entreprise. Nous conjuguons avec vous changement et anticipation au service de la performance de votre activité.

Unilog, avec ses 5 500 collaborateurs, consultants en management, experts en nouvelles technologies et formateurs, vous propose des solutions conçues avec vous. Et pour vous. Nous ne vous imposons pas des solutions, nous construisons la vôtre.

A problèmes uniques, solutions uniques.

Unilog